

# **POUR UNE DECROISSANCE COMMUNISTE LIBERTAIRE**



# Sommaire

## Avant propos

## Chapitre I – De quoi « ecosocialisme » est-il le nom ?

### I Signification politique et idéologique de chacun des termes qui composent « écosocialisme »

#### A Socialisme et Démocratie

1 Socialisme

2 Démocratie

#### B Ecologie

1 L'écologie dans le champ politique

2 Plusieurs écologies

a/ Le Développement Durable et le Green Washing

b/ La Croissance Verte, le Capitalisme Vert

c/ La Croissance Zéro et l'A-Croissance

d/ La Décroissance

### II Qui sont ceux qui se revendiquent de l'écosocialisme actuellement ?

#### A L'entrée de l'écosocialisme dans le champ du discours politique

1 L'écosocialisme au NPA

2 Du NPA au Front de Gauche : la diffusion de l'écosocialisme

#### B A quoi nous mène l'écosocialisme ?

1 Du NPA au Parti de Gauche : différentes approches de l'écosocialisme

2 Ce qui les rassemble malgré tout

## Chapitre II – Abandonner l'éco-logie

### I Le concept d'écologie

#### A Origine du concept d'écologie

#### B Eco-logie, imaginaire, langage et domination

1 Un concept né de la culture dominante et traversé par sa logique

2 L'éco-logie en tant que techno-logie de la domination

#### C Un autre concept, une autre science, une autre politique

1 La libération de la science et de la nature chez Herbert Marcuse

2 Les apports de la pensée post-spinoziste

3 Michel Foucault, le post structuralisme et la post écologie

4 Le concept de *Bios*

a/ La dimension biologique du socialisme chez Herbert Marcuse

b/ Le concept de Biopolitique chez Foucault, Négri et Agamben

5 Le Bio-interactionnisme

### II Préserver l'Environnement, protéger la Nature, sauver la Planète ?

### III Il ne sert à rien de parler d'écologie s'il s'agit de parler de santé

#### A Impacts directs et indirects de la production capitaliste sur la santé

#### B Santé et Lutte de classe

- a/ Marx, Engels et la problématique sanitaire
- b/ L'autonomie italienne et la santé des travailleurs
- c/ De la santé de la classe des travailleurs au bio-interactionnisme

C Que reste-t-il de l'écologie ?

IV Quels concepts pour les communistes libertaires ?

A L'éco-logie est à l'antipode la pensée libertaire

B De la décroissance comme point de départ d'un bio-communisme libertaire

## Chapitre III – Apports et limites des Objecteurs de croissance

I Les apports innovants des objecteurs de croissance

II Limites de la stratégie des objecteurs de croissance et des décroissants

A Décroissance des inégalités ou abolition ?

B Relocalisation ou destruction du pouvoir politique

C Une stratégie électorale ambiguë

D Limites de la stratégie de la dissidence et de la révolte du mouvement ouvrier

III Des limites déjà dépassées par le mouvement anarchiste

## Chapitre IV – Premiers pas vers une Décroissance Communiste Libertaire

I Introduction de la décroissance dans la pensée Anarchiste/Libertaire

II Quelle décroissance pour quelle société Anarchiste/Libertaire

A Quelle décroissance ?

1 Appropriation des apports de Serge Latouche

2 La décroissance selon Alternative Libertaire

B Modèle économique envisagé

1 Positionnement de la Fédération Anarchiste

2 Quelles différences entre Socialisme, Collectivisme et Communisme Libertaire ?

3 Le communisme libertaire d'AL et la thèse de la bi-économie

4 L'abolition du salariat et de la société marchande

a) L'abolition du salariat

b) L'abolition du salariat à travers l'abolition de la société marchande

5 Décroissance et abolition de la société marchande

## Chapitre V - Considérations stratégiques pour une Décroissance Communiste Libertaire

I Valorisation du projet

II L'intervention dans les mouvements sociaux et alternatifs

## AVANT PROPOS

La « Décroissance Communiste Libertaire » est un possible historique en germe, un anticapitalisme intégral, qui soulève simultanément tout un ensemble de problématiques concrètes et dont chacune des dimensions constitue une réponse radicale aux multiples crises des sociétés contemporaines.

La « Décroissance Communiste Libertaire » ne constitue pas aujourd'hui une proposition clairement formulée, et ne s'incarne en tant que telle dans aucun mouvement social, aucune organisation politique. Il y a bien des essais pour y tendre au sein des mouvements Anarchistes, Communistes Libertaires, qui oscillent entre écologie et décroissance, et chez les décroissants, qui oscillent quant à eux entre réformisme et anti-pouvoir. Mais aucun de ces mouvements n'a à ce jour réussi à véritablement concilier ces trois paradigmes, à les articuler, les fusionner. C'est ce que nous comptons faire ici !

Pour cela, il nous faudra tout d'abord procéder à une critique des propositions de changement social et politiques, qui, soit constituent des impasses, soit n'expriment pas le profond potentiel d'émancipation que contiennent (encore) nos sociétés.

A travers cette critique se dégageront logiquement les premiers éléments d'un projet d'émancipation sociale radicale, capable à la fois d'en finir avec les problèmes enracinés dans le passé et de faire face aux enjeux d'un futur incertain qui se rapproche à grand pas.

Enfin, nous approfondirons le contenu du projet Communiste Libertaire et le mettrons à l'épreuve de la Décroissance, entendue à la fois en tant que constat objectif, comme système philosophique et ensemble de propositions concrètes. Cette démarche aura pour but d'identifier et de synthétiser le meilleur de la critique radicale du capitalisme et des perspectives d'émancipation sociale !

## Chapitre I – De quoi « ecosocialisme » est-il le nom ?

L'écosocialisme est un courant de pensée issu du marxisme. Il tente de concilier les exigences sociales et écologiques, et ce à travers le développement de la démocratie. Il témoigne au départ d'une prise de conscience réelle, chez les marxistes, des limites biologiques d'une industrialisation extensive immodérée, qui ruinerait à terme la possibilité d'une société socialiste (et de la vie humaine, dont elle est considérée comme indissociable, a moins d'accepter la perspective de la barbarie), entendue comme société dotée d'un mode de production technoscientifique avancé et soutenable, capable d'en finir avec la pénurie (source de conflits sociaux) et ainsi de satisfaire les besoins matériels de l'ensemble la population mondiale et des générations futures. Il soulève ainsi de bonnes questions et propose souvent des avancées intéressantes en termes de critique sociale, en se distinguant notamment de courants hérétiques, mystiques, antisociaux, anti-collectivistes et misanthropes, présents au sein de l'écologie politique, de l'écologie profonde et de la décroissance.

Mais ce n'est pas de cela dont nous traiterons dans cet article. Il ne sera pas question des complexités du rapport entre social et écologie que met en lumière ce courant, des débats concernant la pertinence de telles ou telles analyses ou données scientifique, de tel ou tel point programmatique concernant la transition écologique, et sur lesquels il y aurait certainement beaucoup à dissenter.

Nous soulignerons, dans un premier temps, les imprécisions sémantiques auxquelles renvoie ce concept – imprécisions qui donnent lieu à des appropriations multiples, voire totalement contradictoires et incompatibles. Ensuite, nous nous attacherons à réfléchir à sa portée communicationnelle et politique, c'est-à-dire à la fois à quoi peut renvoyer chacun de ces termes, à quelle stratégie politique il répond, vers quel objectif ce paradigme peut tendre. Nous réfléchirons enfin à une perspective à lui opposer ainsi qu'à la posture à adopter vis-à-vis de ceux qui s'en revendiquent.

### I Signification politique de chacun des termes qui composent « ecosocialisme »

#### A Socialisme et Démocratie

##### 1 Socialisme

« Socialisme » est un terme qui, avec l'histoire et la multiplication des courants qui s'en sont revendiqués et s'en revendiquent encore, est devenu extrêmement flou. Il renvoie aussi bien à des conceptions politiques comme la "phase de transition vers le communisme", qu'au Socialisme Libertaire Proudhonien, ou des modèles économiques du type le keynésianisme de gauche (relance de la croissance pour distribuer des miettes), à la logique de compromis entre bourgeois et prolétaires, à une forme de libéralisme encadré, de capitalisme à visage humain et social, etc.

Daniel Guérin soulignait à ce propos, lorsqu'il abordait la manière dont il estimait pertinent de se revendiquer<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Daniel Guérin, *Pour le Communisme Libertaire*.

*« Mais j'en étais encore à me chercher une dénomination, puisque, pour communiquer, tout un chacun doit se faire reconnaître par une étiquette. Celle, à laquelle je me suis arrêté il y a dix ans, de «socialiste libertaire», ne me paraissait plus appropriée, car il existe toutes sortes de «socialismes», allant du réformisme social-démocrate au «communisme révisionniste» et à un humanisme frelaté, en bref parce que le mot «socialisme» appartient à la catégorie des mots galvaudés. »*

Cette réflexion est certainement très intéressante, car elle porte sur l'importance stratégique de se rallier ou de se détacher, à un moment donné, d'une idée donnée.

Le Socialisme, tout comme le Collectivisme et le Communisme, se construit, à l'origine, sur l'idée d'association des producteurs, de mise en commun des capacités humaines, de la force et de l'intelligence, pour rendre le travail moins pénible tout en améliorant la qualité de l'existence. Cette mise en commun permet en effet à un groupe de personnes des réalisations bien supérieures à celles que chacun individu aurait pu accomplir individuellement. La société est le produit de ce travail collectif accumulé à un moment donné, mais aussi dans le temps, à travers la transmission historique des savoir-faire, des connaissances et des infrastructures, ainsi que des innovations multiples et constantes qui interviennent au cours du temps. Le Socialisme s'oppose alors au Capitalisme dans la mesure où ce dernier constitue un régime fondé sur l'accumulation privée et donc privative, des fruits de ce travail collectif par une poignée de possédants, tandis que ce produit collectif devrait revenir, de manière équitable ou égale, sous forme de propriété collective des moyens de production et/ou d'égalisation des revenus – selon les courants du Socialisme – à l'ensemble de la société.

Force est de constater que le terme « socialisme », aujourd'hui, ne renvoie plus à cette définition. Il évoque une logique d'Etat social, providence, interventionniste, redistributeur de « surplus de richesses », une sorte de keynésianisme de gauche, qui, à travers des politiques de grands travaux, créer des emplois pour les pauvres qui en sont privés au lieu de diminuer le temps de travail, bref un Etat dont le rôle est d'arbitrer le conflit de classe et de tenter de construire des compromis entre celles-ci ; lorsqu'il n'évoque pas un Etat en crise, incapable de raccrocher avec une sacro-sainte croissance économique de laquelle il attend tout, et se fait l'instrument d'une politique de casse sociale au service de la classe dominante.

Le terme socialisme n'évoque plus, dans l'imaginaire collectif, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, du salariat, et de la marchandise, la mise en commun des moyens de production et l'autogestion, la distribution directe des fruits du travail sans spoliation capitaliste, la logique d'entraide, de solidarité, la mise en commun de la force et de l'intelligence collective afin de résoudre les problèmes auxquels l'humanité a à faire face ou tout simplement d'améliorer la qualité de la vie. Il n'évoque plus une phase transitoire de sortie du capitalisme qui amènerait vers le véritable communisme.

Par conséquent, si « socialisme » ne nous permet pas de nommer, de signifier ce que nous voulons, alors il ne nous est actuellement d'aucune utilité, et il apparaît contreproductif de s'en revendiquer. A l'inverse, « communisme » est un terme qui, s'il souffre des crimes de Staline et des régimes autoritaires d'Etat, de doit cette souffrance qu'à la dimension autoritaire du modèle qu'il propose. Par conséquent, c'est bien la dimension autoritaire du communisme qu'il faut critiquer. « Communiste Libertaire » est une expression qui incarne parfaitement cette acceptation d'un

modèle qui tend vers l'égalité matérielle et sociale, et qui rejette l'autoritarisme au profit de l'égalité et de la liberté sociale et politique.

## **2 Démocratie**

« Démocratie » est également un terme qui peut renvoyer à des sens très différents et contradictoires, par exemple entre la démocratie représentative et la démocratie directe, la démocratie centraliste et la démocratie fédérale. Il implique des modes de prises de décisions très différents, tels que le suffrage majoritaire, le référendum, le préféréndum, la recherche du consensus, l'unanimité, le tirage au sort, sur lesquels il y aurait d'ailleurs largement matière à débat. Il faut également envisager tous les bricolages que l'on peut imaginer entre les deux, entre ceux qui envisagent un gouvernement démocratiquement élu de politiciens honnêtes, qui arrive à asseoir véritablement sa souveraineté, et ceux qui envisagent un Etat progressivement plus faible, qui finit par se dissoudre, avec entre les deux options un gouvernement élu qui convoque régulièrement le citoyen pour des référendums, et des citoyens qui prennent l'initiative de convoquer l'Etat pour organiser des référendums, donc une relation de couple épanouie entre la société civile et la société politique. La démocratie, ici écosocialiste, recouvre ainsi des réalités bien trop différentes et contradictoires pour être amalgamées dans un même concept.

Le terme démocratie, dans l'imaginaire dominant, renvoie à nos démocraties substitutistes ou ce sont des professionnels de la politique (pour l'essentiel au service de la classe capitaliste) qui, entourés de cabinets d'experts à leur solde, élaborent les propositions (pour se faire élire) et les appliquent ensuite (ou trahissent leurs promesses). La population n'a dans cette situation qu'un rôle consultatif à travers le vote. Elle ne renvoie pas au mandat impératif (d'ailleurs interdit), qui impliquerait que des personnes soient désignées par la population pour réaliser une tâche précise, ni la révocabilité immédiate des délégués en cas de non respect du mandat. Même succédée par l'adjectif qualificatif « réelle », la démocratie n'évoque pas nécessairement une société qui réfléchit par elle-même, dont les propositions émanent d'en bas, dont les décisions sont prises à la base, par les gens, de manière directe.

Dans cette confusion généralisée autour du terme « démocratie », il est donc nécessaire d'affirmer la volonté de se diriger vers un modèle politique Fédéraliste Libertaire, basé sur la démocratie directe, le mandat impératif, la possibilité de révocation immédiate des mandatés.

## **B Ecologie**

### **1 L'écologie dans le champ politique**

Le concept d'écologie semble galvaudé à au moins deux niveaux. Tout d'abord, dans le paysage politique actuel et l'imaginaire qui l'accompagne, « écologie », renvoie, en France, à EELV (Europe Ecologie Les Verts). Il rappelle, en outre, la stratégie réformatrice d'entrée dans les institutions du pouvoir, qui, pour se faire, a consisté à accepter toutes sortes de compromis et de renoncements programmatiques.

Ensuite, elle implique une possibilité de récupération pour l'ensemble du spectre politique. Hormis les écosocialistes, dont nous parlons dans cet article, les grands partis du système – PS, Centristes, UMP, FN – s'en sont emparés de l'écologie. Même le PCF semble aujourd'hui adopter ce concept. Cependant, cette appropriation n'est pour ces derniers que sémantique et relativement

superficielle. On se rend bien vite compte qu'il s'agit, pour les partis du système, de sauver un système générateur de profits, à travers le vernis écologique ou la marchandisation de la nature. Pour le PC, il s'agit de défendre un modèle industriel à bout de souffle. Ainsi intégré au discours général du système politique dans sa quasi-totalité, l'écologie – qui, a ses débuts, était porteuse d'une remise en question radicale de la société – subit, a force d'institutionnalisation, un processus de neutralisation de la critique qui rend toute portée critique de ce concept inopérante.

Parmi les organisations s'inscrivant dans le champ électoral, seuls les trotskystes orthodoxes de Lutte Ouvrière semblent encore réfractaires quant au fait de se revendiquer de l'écologie, mais aussi de la décroissance (dont ils ne retiennent d'ailleurs que la définition la plus caricaturale, renvoyant au Moyen-Âge ou au primitivisme). Ils développent une critique relativement juste de ce à quoi ces concepts peuvent renvoyer<sup>2</sup> lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une posture et d'une analyse de classe. Mais les Trotskyistes de LO semblent pour autant incapables – du fait de leur enfermement dans un certain prophétisme scientifique hérité du marxisme – de développer une approche qui, au-delà de la critique des aberrations du capitalisme, serait en mesure de penser en termes d'autolimitation de la production. En témoignent ces quelques extraits, tirés d'une des brochures éditées par le « Cercle Léon Trotsky » et accessible via le site de LO<sup>3</sup> :

Mettre un terme à l'organisation capitaliste de l'économie est un préalable. Mais nous ne sommes pas des utopistes et nous ne pensons pas que tous les problèmes liés à l'environnement et à l'écologie – pas plus que les autres problèmes – seront automatiquement réglés avec un changement des rapports sociaux. Nous hériterons sans doute de tous les problèmes que nous venons de décrire et il s'en créera des nouveaux, peut-être plus complexes encore.

Mais l'humanité pourra enfin les prendre à bras le corps, les régler consciemment, en prenant en compte de façon rationnelle la totalité des paramètres y compris ceux liés à la nature.

(...) L'humanité dispose de moyens scientifiques et techniques pour l'aider à résoudre ces questions. Comme elle dispose déjà aujourd'hui de tous les outils de recensement et de planification qui lui permettront d'organiser toute la production dans le but exclusif de satisfaire l'ensemble des besoins réels de la population, en réduisant le gaspillage et la pollution tout en assurant le nécessaire voire l'abondance.

Dans une société communiste, les gens s'éduqueront. Ils apprendront à ne pas gaspiller les ressources et l'énergie.

(...) Une société communiste cherchera à satisfaire l'ensemble des besoins de tous, ni plus ni moins. Ces besoins ne seront pas contingentés, ils se renouvelleront et s'amélioreront sans cesse.

(...)

---

<sup>2</sup> Voir par exemple : <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/le-communisme-l-ecologie-et-les>  
<http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/la-decroissance-une-doctrine-gui-8991>  
<http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/ecologie-nature-ravagee-planete-6363>

<sup>3</sup> Dans « Ecologie, nature ravagée, planète menacée par le capitalisme », p. 57-58

Mais le communisme ne défend pas le productivisme. Rationaliser la production n'est pas nécessairement l'accroître à l'infini. Il ne s'agit pas non plus de tout centraliser ni de produire toujours plus.

Comme nous pouvons le constater dans cet extrait, LO n'aborde pas du tout la question de l'autolimitation, puisqu'il s'agit de « satisfaire l'ensemble des besoins de tous », « en assurant le nécessaire voir l'abondance ». Pour pouvoir valider cette affirmation, il serait nécessaire de reposer une définition bien plus claire et plus précise de la notion de besoin et d'abondance, afin de pouvoir valider l'affirmation selon laquelle « le communisme ne défend pas le productivisme ». En effet, sans cette redéfinition, on serait en droit de penser le contraire. Persiste également la confiance, si ce n'est aveugle, du moins largement surestimée et sans aucun doute critique ni principe de prudence, envers la science d'une part, et la capacité d'agir rationnel de l'humanité d'autre part, capacité qu'il est nécessaire de développer, mais qui suppose bien, plus que les seuls renversement de la classe capitaliste et contrôle ouvrier, de lutter à la fois contre la mauvaise foi, l'aveuglement, l'attachement à des formes sociales et des manières d'être au monde. La révolution anticapitaliste et autogestionnaire s'accompagne donc, d'une certaine manière, d'une révolution psychique et culturelle, de l'imaginaire et des désirs socialement construits.

En conséquence, il est d'abord nécessaire de rompre avec cet écologisme à tout va, dans lequel sont mis côte à côte des partis du système et des contre pouvoir gouvernementalistes, sans pour autant nier les problèmes qui sont respectivement liés, d'une part, aux aberrations créées par le capitalisme, et, d'autre part, aux limites naturelles qui s'imposent à l'humanité et à ses modes de production.

## **2 Plusieurs écologies**

L'écologie n'est pas une conception de la transformation sociale totalement claire. La récupération du concept par des formations politiques aux orientations très divers et parfois diamétralement opposées (et on ne parle pas seulement ici des oppositions entre capitalistes et anticapitalistes, nationalistes et internationalistes, ou autres) démontrent à quel point ce concept devient de plus en plus galvaudé. En effet, l'écologie englobe ou fait coexister des positionnements scientifiques, sociaux et politiques très différents, des options comme la décroissance, la croissance zéro ou l'a-croissance, le développement durable/green washing, le capitalisme vert/la croissance verte.

### **a/ Le Développement Durable et le Green Washing**

Le développement durable, qui est la première option apparue dans le discours politique, consiste dans l'idée de départ à concilier développement social, écologique et économique (sous-entendu croissance et accumulation capitaliste), et ce à travers le développement de la démocratie (participative). La démocratie participative, telle qu'elle est promue par les pouvoirs en place, est une vaste fumisterie, qui consiste, dans la lignée du « dialogue social » entre syndicats et politiques, à mettre les acteurs du développement – société civile, dirigeants politiques et industriels – autour de la table de négociations pour trouver des compromis qui préservent les privilèges des classes dominantes. Elle ne remet en cause ni le pouvoir des élus, ni celui des industriels, et constitue, par la représentation des associations issues de la société civiles – associations généralement consensuelles, triées sur le volet, dont les financements dépendent des pouvoirs publics, dont les

présidents sont souvent liés à des partis politiques, lorsqu'ils ne sont pas adhérents ou placés à leur tête par ces partis – un énième mécanisme de délégation/déformation, confiscation de la parole, qui empêche la société de s'exprimer par-elle-même. Dans les faits, le développement durable consiste surtout, en réalité, à mettre en place tout une série de normes sanitaires (green washing) et de taxations, comme le principe de « pollueur payeur », dans le but de limiter la pollution liée à la production industrielle. Il ouvre également la voie à une production labellisée « bio » et toute une série de production « commerce équitable », solutions de consommation individuelles peu accessibles pour les pauvres, qui constituent, sous couvert d'hygiène de vie plus saine et de bonne conscience, une aubaine commerciale pour la société marchande, mais dont l'impact social et sanitaire est assez inconséquent. Enfin l'idée de développement, dans le langage de la classe dominante, renvoie à une forme d'impérialisme économique dissimulé derrière, et complémentaire d'un impérialisme culturel de la civilisation occidentale<sup>4</sup>. Le développement durable y renvoie ainsi à une logique qui consiste à pérenniser le développement de la société capitaliste.

### **b/ La Croissance Verte, le Capitalisme Vert**

La Croissance Verte, ou Capitalisme Vert, est un concept qui s'est affirmé lors du sommet de Rio+20 en 2012. Cette logique s'inscrit dans le prolongement de celle du Développement Durable et marque une étape supérieure dans la capacité du capitalisme à s'approprier la question écologique, à transformer le monde en marchandise. Il s'agit ici de dépasser la logique selon laquelle les contraintes écologiques constitueraient une limite à la croissance économique, à l'accumulation financière, au développement du capitalisme. Le Capitalisme Vert reconnaît que le système industriel actuel, ne connaissant aucune limite, détruit la nature. D'autre part, il se base sur le constat que la nature est capable de s'autoréguler et de se régénérer. Il en déduit l'idée selon laquelle la nature serait « productrices de services » rendus à l'Humanité. Or ces « services rendus » ne sont pas pris en compte dans les activités humaines parce qu'ils constituent des externalités négatives, des faux frais, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas intégrés dans les variables économiques. L'idée est alors de quantifier ces « services rendus » par la nature, de leur attribuer une valeur monétaire, marchande, et ce, par analogie avec le coût que constituerait le fait de mettre en place des solutions technologiques de compensation des mécanismes d'auto-régulation naturels (ce qui est d'ailleurs en vérité impossible à évaluer de manière quantitative). Cependant, ces externalités négatives ne seraient plus « compensées » sous forme de taxation des industriels, comme c'était le cas du principe de « pollueur payeur », ou de dette écologique. Ces compensations ne seront plus reversées à l'Etat, ou aux populations, afin d'alimenter le développement social et écologique. En effet, le Capitalisme Vert est un projet qui implique de rendre payant les services rendus par la nature à travers l'ouverture de nouveaux marchés. Il prévoit la possibilité de créer des sociétés privées chargées d'évaluer les dégradations écologiques et de les rendre payantes. Cette logique de marchandisation de la nature pourrait s'appliquer à la qualité de l'air, ou à des phénomènes naturels comme la photosynthèse ou la pollinisation. Elle pourrait aussi impliquer des logiques de préservation des patrimoines naturels à travers la brevetabilité du vivant, et impliquer une accentuation de la bio-piraterie<sup>5</sup>. Outre qu'il n'est pas certains que cette logique réussisse là où le Développement Durable à échoué, elle s'attaque

---

<sup>4</sup> Jean-Pierre Tertrais, *Du développement à la Décroissance – se sortir de l'impasse suicidaire du Capitalisme*. [http://www.theyliewedie.org/ressources/biblio/fr/Tertrais\\_Jean-Pierre\\_-\\_Decroissance\\_brochure\\_federation\\_anarchiste\\_2004.html](http://www.theyliewedie.org/ressources/biblio/fr/Tertrais_Jean-Pierre_-_Decroissance_brochure_federation_anarchiste_2004.html))

<sup>5</sup> Pour plus de précisions, consulter : *La Nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte*, ATTAC, 2012

directement à la santé et à la qualité de la vie, en particulier des classes les moins aisées, renforce les logiques d'impérialisme et de colonialisme à travers la bio-piraterie – qui consiste à ôter les possibilités d'auto subsistance paysanne dans les pays les plus pauvres, par l'introduction de semences brevetées colonisant l'espace naturel et se mélangeant à d'autres semences ; ce mélange en faisant de facto la propriété de la société commercialisant la première<sup>6</sup> – et démolir le peu de démocratie qu'il reste à nos sociétés à travers un capitalisme total et débridé ou les marchés feront loi sans restriction.

### **c/ La Croissance Zéro et l'A-Croissance**

La Croissance Zéro, qu'il ne faut pas confondre avec l'Objection de Croissance, est une option qui est apparue dans les années 70, mais qui est aujourd'hui relativement marginale. Ce courant de pensée, notamment dans le rapport « halte à la croissance ? », estime que les sociétés dites développées ont atteint un niveau de développement suffisant et qu'il est alors nécessaire d'entrer dans une phase de stabilisation. Ces théories, déjà contestables à l'époque, sont aujourd'hui dépassées du fait du caractère insoutenable du niveau de développement présent, en particulier en fonction du niveau d'empreinte écologique des sociétés du Nord. Tout comme le développement durable/soutenable, la Croissance Zéro, qui rejoint alors l'A-Croissance<sup>7</sup>, pourrait par contre devenir une solution viable après une période de Décroissance, à condition que ce concept ne laisse pas penser à une réduction globale sans reconfiguration qualitative, mais s'articule sur la base d'un alter-développement post-décroissance. Sans pour autant s'y réduire, cette proposition pourrait être illustrée par des schémas comme ceux-ci<sup>8</sup>:

---

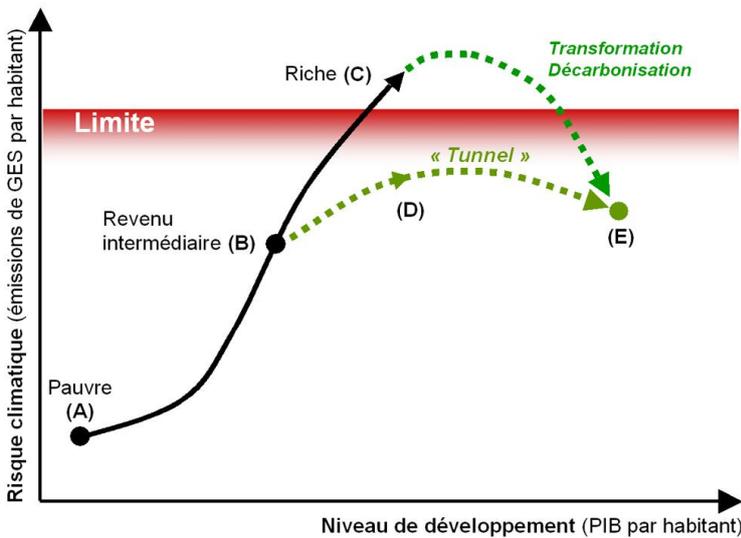
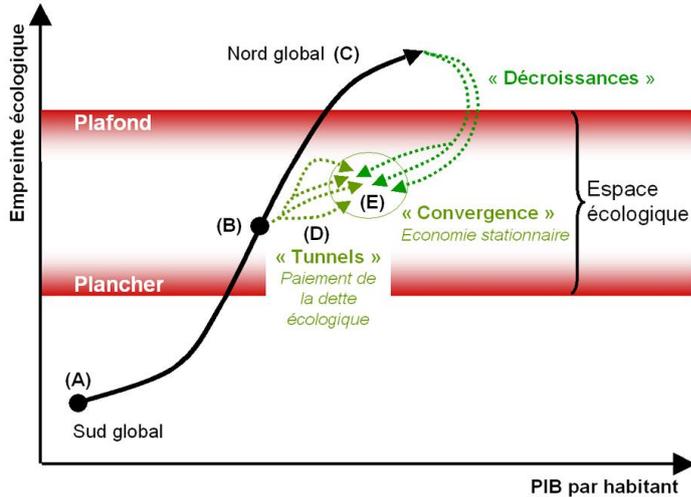
<sup>6</sup> A l'image de ce que décrit Marie-Monique Robin dans *Le Monde Selon Monsanto*.

<sup>7</sup> Serge Latouche définit l'a-croissance ainsi : « *Pour être rigoureux il faut parler d'a-croissance comme on parle d'athéisme. De tas de choses doivent croître comme la joie de vivre, la qualité de l'air et de l'eau que la société de croissance a détruits. Il s'agit de sortir d'une société de croissance dont la logique n'est pas de faire croître des produits pour satisfaire les besoins mais de faire croître à l'infini la production et pour justifier cela arriver à faire croître à l'infini la consommation ce qui a pour conséquence de faire croître à l'infini les déchets, la pollution... bref la destruction de la planète.* » <http://www.reporterre.net/spip.php?article434>.

On retrouve une autre définition de l'a-croissance comme solution post-décroissance ici : <http://nicowien.wordpress.com/2011/02/17/148/>.

<sup>8</sup> Schéma 1 : Source : Boris Prat & Michel Lepesant ; Schéma 2 : Source : M. Munasinghe (1995), « *Making Growth More Sustainable* », *Ecological Economics*, 15 :121-4.

<http://www.les-oc.info/2013/05/dd-decroissance/>



#### d/ La Décroissance

Il sera très difficile dans cette partie de définir en détail et dans toutes ses subtilités ce qu'est la Décroissance. Elle est en effet composée de courants multiples, contradictoires, et fait actuellement l'objet d'un élargissement et d'une série de dilatations conséquentes du sens de la part de courants de pensée qui s'en revendiquent<sup>9</sup>, auxquelles nous ferons allusion sans pour autant les expliciter en détail. Nous ne parlerons pas ici des travers les plus réactionnaires de la décroissance, mais nous soulignerons malgré tout que nous mettons d'emblée à distance les conceptions religieuses, mystiques, cosmologiques, authentistes, antihumanistes, eugénistes, ainsi que les courants de pensée prônant le retour au Moyen-Âge ou à la vie primitive<sup>10</sup>. En fonction de la

<sup>9</sup> Le MOC et la revue « Limites », le PPLD et le site « Un projet de Décroissance », procèdent à de telles dilatations autour de la notion de Décroissance.

<sup>10</sup> Par exemple l'Anacho-primitivisme, aussi nommé Anarchisme Vert, de Théodore Kaczynski, qui ne traitent pas purement de décroissance, mais s'insèrent dans une logique technophobe, anti-industrielle, de refus du progrès scientifique, du principe de société, de toutes les formes de socialismes, ainsi que celui de John Zerzan, qui consiste dans un retour à la vie primitive accompagnée d'un certain mythe du bon sauvage. Il en va de même pour des auteurs comme Jacques Ellul, parfois considéré comme un des pères de la décroissance, mais

cohérence de la présentation de cette partie au sein de cet article, nous traiterons donc, de la manière la plus simple possible, de ce qui oppose ici l'option de la Décroissance aux différents scénarios écologiques présentés précédemment.

La Décroissance part avant tout d'une idée, d'un constat très simple. C'est le constat d'une nécessité sociale, historique et politique, relative aux limites, identifiées scientifiquement, des modèles de production industriels actuels. La raréfaction des ressources matérielles et énergétiques, les pollutions de l'air, de l'eau, des sols, les impacts sur l'évolution climatique, l'empreinte écologique ou anthropique, les dégâts sanitaires multiples, la disparition de pans entiers de la biodiversité, sont liés à nos modèles de production et de consommation, et démontrent leur insoutenabilité métabolique.

L'alternative ne consiste donc pas dans le fait de continuer de croître ou de commencer à décroître. A moyen et long terme, et en dépit des effets de croissance ponctuels, des politiques de relance, des développements de nouvelles technologies, moins polluantes ou consommatrices en matière et en énergie, la décroissance est inévitable. La continuité de la croissance n'est que le masque que se donne la perspective de la décroissance subie. L'alternative consiste alors dans le choix entre une décroissance choisie, dont les conséquences sociales peuvent être positives, en fonction des modèles d'organisation politiques, technique et sociale adoptés, et une décroissance subie, dont les conséquences seront désastreuses à tous les niveaux. D'une part, au niveau matériel et métabolique, car la société devra faire face à l'extension de la pénurie et du développement de nombreuses maladies. D'autre part, au niveau des infrastructures matérielles et techniques, si la transition vers un modèle plus respectueux des limites biologiques n'est pas assurée à temps et que la société se trouve prise de cours. Ensuite, au niveau social, car toutes et tous n'auront pas nécessairement les moyens, de survivre et de vivre dans une société inégalitaire. Enfin, au niveau politique, car la pénurie sera génératrice, à un stade bien supérieur à celui que nous connaissons actuellement, de conflits grandissants pour l'appropriation des ressources. Elle amplifiera les dynamiques impérialistes, la concentration de tous les capitaux (matériels, financiers, énergétiques, scientifiques, techniques, militaires, et tous les autres), ainsi que les logiques fascistes (repli et retranchement identitaire et territorial, protectionnisme, sélection sociale et biologique, de type xénophobe, raciste, eugéniste, pour appartenir aux îlots de sociétés développés).

Le choix de la Décroissance, en ce sens, relève de la lucidité, d'une attitude rationnelle, responsable, qui devrait être partagée par n'importe quelle personne de bon sens, acceptant de ne pas se voiler la face. Il implique une lutte contre les partisans de la croissance, aussi bien capitalistes que communistes prométhéens, contre leurs tentatives d'amalgames, de caricatures et de diabolisation abusive. Ainsi « l'Objection de Croissance » consiste, contre les capitalistes, aussi bien les libéraux que les protectionnistes ou les keynésiens de droite comme de gauche, qui ne jurent que par la croissance économique comme alpha et oméga du progrès social, du bien-être et du salut de l'humanité, à pointer la dimension profondément inégalitaire de cette croissance, qui consiste dans l'accumulation individuelle de richesses au détriment de la majorité de la population. Contre les communistes prométhéens, il s'agit simplement de pointer les dangers avérés et les limites effectives des modèles de production actuels. Dans les deux cas, la critique décroissante consiste à affirmer

---

dont la critique vise principalement la société technologique et industrielle, et ce pour des raisons avant tout affectives, religieuses et mystiques.

qu'une décroissance est inévitable, et qu'il est préférable de l'amorcer de manière consciente et volontaire plutôt que de la subir de plein fouet. Selon les décroissants, cette décroissance sera d'autant plus vivable qu'elle s'accompagnera d'une décroissance des inégalités et de la concentration du pouvoir décisionnaire.

Malgré tout, la difficulté de la Décroissance, en tant que scénario vers l'A-Croissance, consiste dans le fait d'identifier les seuils, toujours mouvants, de Soutenabilité productive. Elle consiste également dans la nécessité de transformer, en le faisant décroître, le mode de production actuel, tout en conciliant cette nécessaire reconfiguration avec la satisfaction des besoins de la population. Il n'en demeure pas moins que, parmi les différentes propositions écologiques présentées, la décroissance constitue incontestablement la seule perspective valable.

Ainsi, du fait que la polysémie du concept d'écologie et sa récupération politique à tout va finit par rendre celui-ci inintelligible, il est nécessaire de trancher parmi ces options et d'affirmer clairement la nécessité d'une décroissance – en l'occurrence, d'une décroissance volontaire, égalitaire et libertaire.

## **II Qui sont ceux qui se revendiquent de l'écোসocialisme actuellement ?**

L'écোসocialisme était, jusqu'à il y a quelques années, un concept employé dans les cercles d'études sur le marxisme. Il avait pour but de pallier les insuffisances et de corriger les erreurs de Marx en ce qui concerne la question écologique, et par conséquent de proposer une version du socialisme adaptée aux enjeux du XXIème siècle.

S'il est bien évident que l'écোসocialisme, en terme de champ d'études, a permis de rétablir certaines vérités, ou encore de dépasser certaines limites présentes au sein de l'orthodoxie marxiste, et de donner une signification de classe à un ensemble de luttes du présent, précédemment niées ou associées aux bobos, il a surtout permis à une certaine gauche de se repositionner dans le débat politique sous un visage nouveau, plus moderne, plus lisse.

### **A. L'entrée de l'écোসocialisme dans le champ du discours politique**

#### **1 L'écোসocialisme au NPA**

C'est lors du lancement du NPA, en 2009, que ce concept a commencé à devenir plus qu'un simple outil d'analyse théorique, pour devenir un mot d'ordre, une bannière, un pôle de ralliement. D'ailleurs, « Parti Ecosocialiste » faisait partie des propositions de noms retenues pour ce nouveau parti, même si c'est finalement NPA qui a été conservé<sup>11</sup>.

Encore faut-il rappeler ce qu'était le projet du NPA, et à quelles forces politiques s'est initialement adressée la LCR. Ce projet, très vague, était simplement d'en finir avec le capitalisme et ses oppressions, et pour cela, il comptait rassembler toutes les forces possibles : les Libertaires, les gauches Trotskyistes, le mouvement Alter, les Antilibéraux, les déçus du PCF, des Verts, du PS.

---

<sup>11</sup> D'ailleurs pour éviter de trop marquer les clivages, déjà présents à l'époque, entre les « communistes révolutionnaires internationalistes » qui priorisaient l'intervention en entreprise, dans la jeunesse et les quartiers populaires, et les franges « socialistes réformistes », qui souhaitaient agir en direction du mouvement citoyen.

La LCR avait durant cette période fait le choix d'abandonner le terme « communisme » afin de se démarquer clairement de l'imaginaire stalinien, des connotations autoritaires, dictatoriales, totalitaires et criminelles, desquelles celui-ci avait été entaché à travers l'histoire du XXème siècle. Tout comme l'abandon du terme communiste, l'annonce du renoncement aux idées Trotskystes (ce qui est d'ailleurs absolument faux, tant le Trotskysme demeure une tradition politique ultra dominante au sein du NPA), et la volonté de construire un « socialisme du XXIème siècle », l'écosocialisme fait partie de ces nouveaux outils s'inscrivant dans une logique de lissage du discours et de dédramatisation, et ce dans le but de construire un parti large et ouvert, tant sur ses franges radicales que modérées. On retrouve ici une variante du mythe marxiste du grand parti de masse comme condition préalable au soulèvement révolutionnaire, mêlé d'une absence de délimitations claires entre réforme et révolution, qui n'est pas sans rappeler le parti social démocrate allemand du début du XXème siècle ou encore le PSU. On peut également y repérer la mise en forme d'une stratégie historique du Marxisme-Léninisme, qui, tout d'abord, considère que la grande masse des travailleurs ne possède pas une conscience critique radicale (ce qui est certes vrai), et se reconnaît dans les propositions de la social-démocratie (ce qui est par contre certainement contestable aujourd'hui) ; qui, ensuite, récuse l'imaginaire racial, ses revendications et son vocabulaire, préférant adopter le langage et les codes sociaux-démocrates, plus lisses et modérés, afin d'être audibles des larges masses ; qui, enfin, à travers cette stratégie, cherche d'une part, à disséminer de manière plus ou moins sous-marine une conscience radicale chez une petite élite qui constituera la base des cadres révolutionnaires, et d'autre part, à gagner l'adhésion des larges masses afin mettre en œuvre sa stratégie de prise de pouvoir. L'écosocialisme constitue par conséquent un élément de cette stratégie.

## **2 Du NPA au Front de Gauche : la diffusion de l'écosocialisme**

Il était bien évident que l'adjonction des contraires ne ferait pas forcément bon ménage au NPA, et que l'expérience tournerait en guerre de position pour la conquête de la ligne majoritaire, de l'outil, du programme, du discours de masse, de la ligne éditoriale, etc. et que cela aboutirait à une série de scissions. Cependant, tandis que les scissions étaient envisagées sur l'aile gauche du NPA – la direction du moment estimant que les « sectes trotskystes » viendraient y faire leur marché avant de repartir pour la jouer en solo – c'est finalement l'aile droite qui a perdu le plus de plumes. Ainsi s'entérinait le rêve d'un parti anticapitaliste « large et ouvert » ! Dorénavant, la majorité dirigeante du NPA cherche plutôt à construire l'unité à l'extérieur et en particulier sur sa droite.

En effet, dans le même temps sont apparus le Parti de Gauche et le Front de Gauche. Percevant un espace libre à la gauche du PS, que la gauche radicale ne pourrait pas occuper, Mélenchon a lancé son propre parti et passé alliance avec le PCF pour lancer le Front de Gauche dans le cadre des élections Européennes, puis régionales, puis présidentielles. Ce nouvel espace politique a attiré en son sein tout un ensemble de scission réformistes du NPA : Gauche Unitaire, Convergences&Alternatives, Gauche Anticapitaliste, ces deux dernières ayant récemment fondé, avec la FASE et les Alternatifs, le mouvement « Ensemble ». La participation de ces groupes, se revendiquant toujours du concept d'écosocialisme, a très certainement largement contribué à son hégémonie au sein du Front de Gauche, et à son adoption par le Parti de Gauche. Le Parti de Gauche comportait en effet une prédisposition à l'adoption de ce concept, du fait des préoccupations à la fois sociales et écologistes de Mélenchon, de sa participation à l'Alliance de la Gauche Verte Nordique au parlement Européen.

## B. A quoi nous mène l'écossocialisme ?

### 1 Du NPA au Parti de Gauche : différentes approches de l'écossocialisme

L'écossocialisme, suivant les organisations, ou même les individus qui s'en revendiquent, peut sous-tendre en réalité des projets très différents, des points de clivages d'une importance capitale. La meilleure illustration de ces divergences en termes d'approche est très certainement illustrée par l'article de Daniel Tanuro intitulé « À propos du Manifeste écossocialiste du Parti de Gauche »<sup>12</sup>. Il y souligne une triple divergence. D'une part, au niveau de la superficialité de la prise en compte de l'ampleur des catastrophes climatiques et sanitaires provoquées par le système industriel. D'autre part, au niveau de la superficialité de la critique du capitalisme développée par le Parti de Gauche. Enfin, au niveau de la question de l'Etat. Tanuro défend en effet une approche extrêmement portée sur la problématique autogestionnaire, la décentralisation et le dépérissement de l'Etat, tandis que le Parti de Gauche soutient la mise en place d'un Etat stratège, centraliste, et animateur/organisateur de la vie sociale. Il s'agit donc, chez Tanuro, d'un projet s'apparentant davantage à une décroissance communiste autogestionnaire avec certaines pointes de fédéralisme libertaire. A côté, le projet du PG donne l'impression d'un green washing social-démocrate encadré par l'Etat central permanent. Il est également à souligner que Daniel Tanuro se situe assez clairement dans le pôle radical de l'écossocialisme, tandis qu'il existe tout un tas de postures intermédiaires entre sa position et celle du PG. Michael Löwy, auteur de l'ouvrage intitulé *Ecosocialisme*, semble par exemple moins tranché que Tanuro en ce qui concerne la question de l'Etat<sup>13</sup>, bien qu'il puisse se désigner lui-même comme Marxiste-Libertaire.

Et il ne s'agit là que des auteurs les plus connus, des figures de proue de l'écossocialisme. La confusion est encore plus grande et plus profonde lorsque l'on observe la multiplicité des projets, des différentes approches stratégiques qu'il existe, d'une part au sein du NPA, et entre les différentes formations du Front de Gauche. Le NPA est par exemple divisé en ce qui concerne la question de l'Etat, entre « gouvernement anti-austérité », qui renvoie à un cartel de partis politiques de gauche révolutionnaires et réformistes, et « gouvernement des travailleurs », dont on ne sait si celui-ci parviendrait au pouvoir par la voie électorale ou non, et dont le contenu renvoie d'ailleurs à des réalités très différentes, à savoir : une forme de fédération autogestionnaire de conseils ouvriers ; un gouvernement hybride type état major du mouvement social, mélangeant délégués de conseils ouvriers, syndicalistes révolutionnaires, et partis politiques d'extrême gauche ; un gouvernement politique révolutionnaire composé d'un cartel extrême gauche, ou d'un seul parti d'extrême gauche<sup>14</sup>. Au sein du Front de Gauche, le groupement Ensemble souhaite un

---

<sup>12</sup> <http://www.contretemps.eu/interventions/propos-%C2%AB-manifeste-%C3%A9cosocialiste-%C2%BB-parti-gauche>

<sup>13</sup> Michael Löwy est à la fois adhérent du NPA et de la Gauche Anticapitaliste, composante du mouvement « Ensemble », lui-même composante du Front de Gauche. Or, sur la question de l'Etat, la GA et le mouvement Ensemble semblent dire tout et son contraire : ils visent l'autonomie sociale et le dépérissement de l'Etat, mais tout en souhaitant renforcer sa capacité d'intervention législative contre le libéralisme et le capitalisme (?), ce qui renforce ainsi sa légitimité, nécessaire dans la mise en œuvre de sa stratégie électorale.

<sup>14</sup> Dans la plateforme de la Tendance CLAIRE du NPA à l'occasion du congrès de 2013, le gouvernement des travailleurs est présenté ainsi : « Pour nous le gouvernement des travailleurs pourra certes avoir des formes diverses ( *gouvernement issu d'un comité central de la grève générale, gouvernement élu par les « communes », des « conseils » ou des « AG » fédérés au niveau national, gouvernement d'organisations du mouvement*

dépérissement progressif de l'Etat<sup>15</sup>, ce qui n'est pas le cas du Parti de Gauche, qui, lui, souhaite son maintien.

## 2 Ce qui les rassemble malgré tout

A travers cette analyse, il apparaît assez clairement que le concept d'écosocialisme masque des divergences profondes entre les formations politiques qui s'en revendiquent, que ce soit en termes de projet de société ou de stratégie à moyen terme. Cependant, on peut également constater des points d'accroche, des similitudes, des convergences stratégiques à court terme. Tout d'abord, l'emploi d'un vocabulaire lissé et la construction d'une nouvelle image. Ensuite, une logique qui passe par la conquête, même passagère, du pouvoir d'Etat. Enfin, la volonté partagée, du NPA à Mélenchon, de construire une « opposition de gauche » au gouvernement PS, et un front social et politique – comprendre électoral – contre l'austérité. Au delà d'un simple outil d'analyse « marxologique » supplémentaire, conciliant socialisme et écologie, l'usage du terme « écosocialisme », en tant que concept politique, comporte donc une fonction de mot d'ordre et de bannière derrière laquelle se rallier. En effet, autant au NPA qu'au Parti de Gauche (dont le logo comporte en bas un petit bandeau vert pomme), qu'au Front de Gauche en général, la référence à l'écologie, au-delà d'un engagement sincère, constitue un appel envers les militants écologistes déçus des partis écologistes actuels et de leur opportunisme politique, en particulier EELV, à rejoindre un autre groupement pour construire une force commune (réformiste, citoyenniste). Et ce, sans pour autant que cette démarche n'appelle à une réelle remise en question, un réel processus de radicalisation chez ces derniers. L'usage du terme « socialiste » répond pour ces formations politiques, à la même logique. Il constitue un appel en direction des déçus du PS, qui estimeraient que celui-ci n'est plus socialiste, sans nécessairement impliquer non plus de remise en question ou de radicalisation<sup>16</sup>. Le mot d'ordre « écosocialisme », ensuite, consiste à s'adresser aux écolos plus lucides du PS ou du PCF, et aux socialistes vraiment sociaux du PS et d'EELV. L'écosocialisme, en tant que mot d'ordre potentiellement unificateur, s'inscrit donc dans des stratégies d'appareils, d'hégémonie politique, consistant à attirer des militants déçus des insuffisances ou des trahisons de

---

*ouvrier s'appuyant sur les luttes et prenant les premières mesures révolutionnaires d'expropriation des capitalistes et de construction d'une démocratie ouvrière, etc.) »*

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/projetnpa.pdf>

Le courant Anticapitalisme&Révolution, quant à lui, le définit de la manière suivante : « *Le « gouvernement des travailleurs » dont nous défendons la nécessité, un gouvernement dont l'objectif est de remettre en cause le droit des capitalistes à diriger la société, ne pourra pas résulter de combinaisons parlementaires dans le cadre des institutions bourgeoises. Il ne pourra surgir que d'un grand mouvement de mobilisation et d'auto-organisation des travailleurs et de la jeunesse (grèves de masse, grèves générales, manifestations, occupations, réquisitions...), d'un double pouvoir, d'un « nouveau Mai 68 qui aille jusqu'au bout ». (...) Notre réponse s'articulerait donc autour de deux points : les mesures transitoires que prendrait un tel gouvernement (interdiction des licenciements, réquisition des entreprises qui ferment ou licencient, réquisition des banques, etc.) et la base à partir de laquelle pourrait émerger un tel gouvernement : la nécessaire auto-activité des masses travailleuses. »*

[http://anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com.es/2014/01/declaration-de-constitution-du-courant\\_9.html#more](http://anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com.es/2014/01/declaration-de-constitution-du-courant_9.html#more)

<sup>15</sup> <http://www.gauche-anticapitaliste.org/sites/default/files/traitdunion5web.pdf>

<sup>16</sup> Le NPA ne projetait pas de fixer comme condition d'adhésion, par exemple à des personnes dans la veine de Gérard Filoche ou des « économistes atterrés » qui auraient souhaité quitter le PS, de revendiquer la réquisition des moyens de production, l'abolition du salariat et de l'Etat.

leurs partis, dans la perspective d'amener à une recombinaison d'un pôle de masse, d'un nouveau « Front Populaire », orienté vers la conquête de l'appareil d'Etat et l'exercice du pouvoir.

De plus, du fait que le terme, composé d' « écologie » et de « socialisme », appelle assez clairement à un imaginaire de la gauche réformiste, et, presque mécaniquement, de la présence, très certainement conséquente, de composantes militantes modérée au sein de ce rassemblement potentiel, il est fort à parier que le rouge risque de très vite devenir très pale, le vert de rester très clair, et que le noir n'y aura aucune place, si ce n'est éventuellement quelques petites pépites par-ci par-là. Un premier pas ayant déjà été franchi par le parti de gauche en terme d'adaptation de l'écosocialisme à l'ordre établi ; il est aussi probable à terme que ce mot d'ordre, s'il se popularise, soit récupéré par les partis du système tels que EELV ou le PS, qui en offriront une version encore plus édulcorée. Si l'on prend également en compte la stratégie de dédramatisation, d'hégémonie populiste et de récupération politique des idées et des revendications de la gauche par le FN, le fait qu'il développe de plus en plus un programme « social », et qu'il comprend également un programme écologique, il n'est pas impossible que ce parti n'opère lui-même cette synthèse entre social et écologie, et ne nous propose à terme sa propre version « nationale écosocialiste » ; les dimensions étatistes et nationalistes présentes dans les versions de l'écosocialisme du Front de Gauche lui ouvrant cette voie. De tels scénarios finirait d'enterrer ce concept et lui ôterait ainsi toute sa substance critique.

## Abandonner l'« éco-logie »

Dans la partie précédente, nous avons mis en avant le fait que l'écologie constituait, de nos jours, un concept galvaudé que ce soit du fait de la récupération politique dont il a fait l'objet depuis un peu plus d'une dizaine d'années, mais aussi du fait de la multiplicité des bilans scientifiques, plus ou moins radicaux, et en conséquence, des scénarios de transition sociale regroupés derrière ce concept. Dans la partie qui suit, nous nous intéresserons davantage à l'origine et au sens de ce concept.

Il convient de préciser que nous ne parlerons pas nécessairement, ici, de la pensée et des revendications des militants écologistes ou des formations écologistes existantes. Nous soulignerons davantage ce que le concept d'écologie, pris au sens fort et en allant au bout de sa logique, signifie d'un point de vue épistémologique. Nous insisterons sur la manière dont ce discours, au sens réel du terme, s'inscrit dans un héritage social historique et culturel, et par conséquent de la manière dont il peut opérer en tant qu'idéologie, en tant qu'action inconsciente, involontaire, et aboutir à des conséquences politiques et sociales complètement opposées à celles défendues par ceux qui se disent écologistes.

Nous réfléchissons ensuite, à partir de la critique de certaines formulations labellisées écologistes où de l'usage dans le discours politique des écologistes de problématiques sanitaires, aux possibilités d'une conceptualisation et d'une réflexion post-écologiste, qui nous permettra d'analyser de manière critique, et de tenter de reformuler le discours écologiste tout en permettant de penser les questions incontournables qu'aborde l'éco-logie.

Enfin, nous réfléchissons aux divergences entre l'éco-logie et la pensée libertaire, afin d'en relever les contradictions et de développer un outillage théorique et de permettre une reformulation libertaire.

### I le concept d'écologie

#### A Origine du concept d'écologie

A l'origine, l'écologie est un sous-courant de la biologie. Cette science avait pour but de constituer une passerelle entre diverses disciplines des sciences de la nature. Le concept date du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Il a été créé par Ernst Haeckel, à partir de la contraction des termes grecs *Oïkos*, qui signifie, « maison », « foyer », « milieu », voire « environnement » et *logos*, qui signifie « discours sur », ou, par dérivation du sens, « science de ». Ecologie, signifie donc « discours sur la maison » ou « science du milieu ». Il s'agit, pour cette science, d'étudier les interactions entre un sujet, en l'occurrence une espèce végétale et animale, avec son milieu, son environnement. Ce concept n'a véritablement pris un sens politique qu'à partir des années 70, pour devenir ce que l'on en connaît aujourd'hui.

#### B Eco-logie, langage, imaginaire et domination

##### 1 Un concept né de la culture dominante et traversé par sa logique

Penser en termes de maison, de milieu, d'environnement, renvoie à un mode de perception de la réalité hérité de l'imaginaire occidental dominant. Cet imaginaire se construit, dans un premier

temps, sur un principe de séparation entre les différentes entités interagissantes. Une fois celles-ci artificiellement séparées, on en isole une pour réfléchir à ses interactions avec toutes les autres. Il n'y a pour le moment aucun problème à cela si l'on se limite à une stricte analyse scientifique. Le problème se pose en vérité, surtout d'un point de vue culturel, social et politique, à l'instant où « toutes les autres » subissent un double phénomène d'amalgame englobante et d'objectivation, de chosification, de réification<sup>17</sup>. Elles sont alors niées dans leur individualité, dépossédées de leur subjectivité propre, pour devenir des choses, des éléments constitutifs du milieu, de la maison, de l'environnement. Le sujet, en l'occurrence l'Homme, devient, quant à lui, le maître possesseur de toutes ces choses dont il constitue le centre (anthropocentrisme). De la même manière, dans les sociétés technobureaucratiques, industrielles, capitalistes qui constituent les aboutissements de cette culture dominante occidentale, l'Homme – disons certains hommes : salariés, chômeurs, migrants, sans-papiers, étrangers – enfermé dans la logique de la raison formelle, comptable, technologique, instrumentale, est, comme l'ensemble des animaux et des végétaux, dissout dans une totalité et devient à son tour une chose, puis une quantité, une composante du milieu, une donnée statistique au service de la gestion technobureaucratique du capital. Ce n'est plus l'Homme, mais le propriétaire capitaliste, qui est maître et possesseur de toutes choses, tandis que les autres hommes deviennent les éléments de son milieu, ses choses, sa propriété. Dans ce processus, le manager d'entreprise ou d'Etat traitent les autres Hommes comme des choses, même s'ils sont eux-mêmes réduits à l'état de choses, d'objets, d'instruments à travers lesquels les propriétaires capitalistes réalisent leurs objectifs propres. D'une certaine manière, les tenants du socialisme bureaucratique ou de la dictature politique et du souverainisme, qui cherchent à ce que ce soit l'Etat qui devienne propriétaire et commandant de l'économie, ne constituent rien d'autre que des mouvements de contestation au sein de la bataille pour la possession et la maîtrise des choses. Mais ils ne sont pas porteurs d'une perspective émancipatrice au sens où ils n'ont pas pour volonté d'abolir cet état de fait, d'en finir avec la désobjectivation, la réification et l'instrumentalisation du vivant. Au contraire, ils s'inscrivent dans la reproduction de cette logique, qui est la condition nécessaire de la reproduction sociale de leur domination. Or, ce type de rapports où l'autre est nié, n'est plus reconnu comme sujet avec lequel on partage quelque chose de commun, est un élément constitutif des rapports de violence sociale. La négation, l'absence de reconnaissance, constitue le point de départ, de cette violence sociale.

## **2 L'Eco-logie en tant que techno-logie de la domination**

Dans *L'Homme unidimensionnel*, Herbert Marcuse met en avant et critique le fait que la domination, pour s'exercer dans les sociétés « démocratiques », tend à travestir et aseptiser son langage, afin de le rendre lisse, neutre en valeur, objectif et rationnel. Il tend à les structurer, leur donner leur forme. La techno-logie, le langage technique, correspond parfaitement à cette aspiration, puisqu'il ne parle que de causalité, de mécanismes, de lois, de procédés, et ne fait à aucun moment intervenir de critères sensibles, de jugements de valeurs. Or l'imaginaire véhiculé à travers le langage et les concepts tend à exercer une influence sur les rapports sociaux. La techno-logie de la domination mène ainsi à une société close, sans langage ni concepts permettant de formuler une critique, de dénoncer, de se révolter.

---

<sup>17</sup> Sur le concept de réification, lire G. Lukacs, *Histoire et conscience de classe*.

A travers le concept de « savoir-pouvoir », Michel Foucault met en avant – d’une manière différente de celle de Marcuse, mais avec laquelle elle peut se combiner – le fait que le pouvoir produit du savoir, et réciproquement. Le pouvoir, en développant ses savoirs, son langage, tend à imposer sa domination. D’un autre côté, il s’alimente de la connaissance produite pour améliorer son emprise sur le monde.

D’autre part, la connaissance constitue un enjeu de pouvoir au double sens du terme, dans le sens de domination, mais aussi de capacité, de création, d’innovation, d’émancipation, ou encore de capacité de résistance<sup>18</sup>. La connaissance, la production du savoir devient donc enjeu de pouvoir, un point incontournable de la lutte entre les forces de la domination sociale et celles de l’émancipation. L’éco-logie n’échappe pas à cette logique.

Nous avons en effet précédemment mis en avant le fait que l’écologie est un concept qui naît à l’intérieur de la civilisation occidentale. Il est imprégné par son imaginaire structurant, qui est imaginaire d’une domination, et plus largement de la domination, de la domination en tant que principe structurant. Sur le plan scientifique, l’éco-logie, il contient de fait un certain nombre de ses travers, que ce soit en amont, par l’influence qu’exerce l’imaginaire social sur les chercheurs, ou en aval, par les liens existants entre le champ de la production scientifique, et ceux de l’économie et de la politique, eux-mêmes traversés par l’imaginaire de la domination.

D’autre part, l’introduction de l’éco-logie en politique pourrait être découpée en 3 grandes phases. Une phase pionnière, de l’écologie radicale, ou l’éco-logie prend la forme d’un discours marginal, loin du pouvoir, et assez radicalement critique de la société existante. Une phase de conquête de l’hégémonie, consistant dans la quête de respectabilité et la volonté de présenter un discours « audible », « crédible » et des solutions immédiatement applicables. Enfin, une phase d’intégration, où l’éco-logie devient une problématique admise et un discours repris par la quasi-totalité des mouvements ou organisations politiques, où elle devient une problématique d’Etat. C’est au niveau de la phase 2 et surtout lors de la phase 3, lorsque son contenu politique perd sa fibre radicale, et prend la forme d’une analyse scientifique, chiffrée, experte, lui permettant de suivre la bonne marche de la société plutôt que de remettre en question l’ordre social établi, que l’éco-logie devient une techno-logie de la domination, c’est-à-dire un discours technique permettant de justifier, par la science, en apparence neutre et objective, donc hors de portée de toute critique, l’action de l’Etat, de la classe dominante/dirigeante. Pour le pouvoir, parler du milieu est une technique de discours qui permet de réifier, de désobjectiver, de séparer, d’externaliser le problème. Il lui permet, selon ses besoins, de satisfaire toute le monde tour à tour, à coup de réformes sociales, puis écologiques, ou au besoin, de monter les uns contre les autres, en justifiant par exemple une politique d’austérité par des nécessités éco-logiques, ou, à l’inverse, de justifier une politique nuisible à la biosphère en fonction de nécessités socioéconomiques. Cette logique lui permet de diviser pour mieux régner. Mais elle ne s’arrête pas là. L’externalisation des problèmes bio-interactionnels, sous forme d’éco-logie, a pour effet de mettre l’homme à distance de ce qui n’est pas son corps, et provoque de fait un certain détachement, un certain désintérêt. Ainsi, la gestion du « milieu »

---

<sup>18</sup> Cette distinction au niveau du concept de pouvoir, entre capacité, action, création, incitation, et domination, contrôle social, coercition, répression, est notamment mobilisée par des penseurs comme Tony Negri, dans *l’Anomalie sauvage : Puissance et pouvoir chez Spinoza, Empire et Multitudes*, ou John Holloway dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir et Crack Capitalism*.

devient une problématique de laquelle le grand public tend à se désintéresser, car l'individu ne comprend pas le lien avec lui-même, n'éprouve aucune affection pour le « milieu ». Le « milieu » reste donc le matériau du pouvoir, qui peut le gérer à sa guise.

S'émanciper de la techno-logie de la domination, que constitue l'éco-logie, implique donc la rupture avec ce concept, ce discours et l'imaginaire qu'il contient, et nécessite la reconstruction d'un autre rapport au vivant, d'une redécouverte des liens, des interactions, à travers l'émancipation vis-à-vis de la notion anthropocentriste, égocentriste, de milieu.

## **C Un autre concept, une autre science, une autre politique**

### **1 la libération de la science et de la nature chez Herbert Marcuse**

Développer une pensée de type éco-logiste, dans le cadre de la science pure, ne poserait pas de problème si la connaissance scientifique était clairement séparée de la politique et de la société, si elle n'était pas traversée elle-même par la logique de la domination, si elle n'en constituait pas un point d'ancrage, un certain vecteur de l'idéologie. Cependant, ce n'est pas le cas : la science s'inscrit bel et bien dans une relation d'interactions réciproque avec la société et le pouvoir. La culture occidentale, l'imaginaire social dominant, influe sur la production des concepts scientifiques et politiques et contribue à la reproduction d'un certain type de rapport social, d'ordre social. C'est ce que nous explique Herbert Marcuse dans *L'Homme unidimensionnel*<sup>19</sup> :

« L'*a priori* technologique est un *a priori* politique dans la mesure où la transformation de la nature entraîne celle de l'homme, et dans la mesure où les « créations faites par l'homme » proviennent d'un ensemble social et où elles y retournent. »

Marcuse nous explique ici la logique de circularité, d'interdépendance, entre le champ technique et le champ politique. Si l'on en suit Cornélius Castoriadis<sup>20</sup>, il est assez aisé d'affirmer qu'il en va de même en ce qui concerne la question du rapport entre culture/imaginaire social et conceptualisation scientifique, mais aussi que l'imaginaire social est ce qui conditionne, *a priori*, le langage, le discours, la production scientifique et la forme sociale et politique que prend la société. Ainsi, la science ne peut être considérée comme neutre ni sur le plan conceptuel, ni au niveau de ses finalités. Les intentions, les aspirations, les rêves, les objectifs de la science sont déterminées par l'imaginaire social d'une époque. Celui-ci conditionne les volontés tant scientifiques, que politiques, sociales et économiques. De la même manière, le langage et la forme du raisonnement et des interprétations scientifiques dépendent de ce que les scientifiques vont trouver à un moment donné comme « matériaux » intellectuels pour appréhender le monde, « matériaux » hérités des réalisations antérieures d'une société/civilisation donnée. Marcuse suppose ainsi, dans la lignée de Thomas Kuhn<sup>21</sup>, qu'une révolution sociale totale implique une transformation de l'imaginaire social, et en conséquence, une révolution scientifique<sup>22</sup> :

« De quelque façon qu'on définisse la vérité et l'objectivité, il faut admettre qu'elles dépendent des agents humains de la théorie et de la pratique, de l'intelligence avec laquelle ils

<sup>19</sup> Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, ed. Minuit, 1969, p. 177

<sup>20</sup> Cornélius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*,

<sup>21</sup> Thomas S. Kuhn, *Le principe des révolutions scientifiques*.

<sup>22</sup> Marcuse, *Ibid.* p. 189-190

appréhendent leur monde, de leur aptitude à le changer. Cette aptitude dépend à son tour de la façon dont on reconnaît, dont on comprend « la matière » (quelle qu'elle soit) comme ce qu'elle est en elle-même dans toutes ses formes particulières. (...) s'il y avait un changement dans le sens du progrès qui briserait le lien entre la rationalité de la technique et celle de l'exploitation, il y aurait également un changement dans la structure même de la science – dans le projet scientifique. Les hypothèses de la science, sans perdre leur caractère rationnel, se développeraient dans un contexte expérimental essentiellement différent (celui d'un monde pacifié), et par conséquent la science aboutirait à des concepts de nature essentiellement différents, elle établirait des faits essentiellement différents. »

En parlant d'une science libérée de la domination et de son imaginaire, Herbert Marcuse nous fournit ainsi la clé d'un dépassement de la culture dominante, mais aussi, pour ce qui nous intéresse ici, de l'éco-logie, dont elle est bien évidemment issue.

En effet, dans le chapitre intitulé « Nature et Révolution » de *Contre révolution et révolte*, Marcuse pose quelques bases permettant ce dépassement épistémologique et politique. En premier lieu, il dénonce fortement, à plusieurs reprises, la logique de réification de la nature, de la matière :

« Si on ne la laisse pas à elle-même et ne la protège pas comme « réserve », on traite la nature d'une façon agressivement scientifique : comme si elle n'était là que pour être dominée ; comme de la matière, un matériau sans valeur. Cette conception de la nature est un a priori *historique*, propre à une forme déterminée de société. Une société libre peut fort bien avoir un a priori très différent, et un objet très différent ; l'évolution des conceptions scientifiques peut se fonder sur une expérience de la nature en tant que totalité de vie à protéger et à « cultiver », et la technologie appliquerait cette science à la reconstruction de l'environnement vivant. »<sup>23</sup>

La nature pour le capitalisme est ici soit traitée comme une « réserve », soit comme un « matériau sans valeur », « là pour être dominé ». Marcuse y oppose ici une logique de protection, de préservation. Mais, contrairement à de nombreux écologistes, il ne s'en tient pour autant pas là :

« Pour le marxisme aussi, la nature est avant tout un objet, l'adversaire de l'homme dans sa « lutte avec la nature », c'est-à-dire le champ de développement de plus en plus rationnel des forces productives. Mais ainsi considérée, la nature apparaît sous les traits de ce que le capitalisme en a *fait* : matière, matière première pour l'administration exploiteuse et envahissante des hommes et des choses. Cette image de la nature cadre-t-elle avec celle d'une société libre ? La nature est-elle seulement une force productive, ou bien existe-t-elle aussi « *en et pour elle-même* » et, de par ce mode d'existence, pour l'homme ? »<sup>24</sup>

Marcuse dénonce ici l'incapacité du marxisme à s'émanciper de l'imaginaire dominant de la nature hérité de la société occidentale, qui a donné naissance au capitalisme et à la bureaucratie. La nature y est appréhendée comme matière, chose, outil pour le développement des forces productives. Marcuse y oppose la possibilité que la nature puisse exister « en et pour elle-même ». On pourrait penser que cette forme de reconnaissance spécifique de la nature permettrait de dépasser la simple logique d'administration préservatrice du vivant, pour autant, on est aussi en droit d'estimer que cette approche ne suffit à dépasser l'éco-logie, dans la mesure où elle ne constituerait

---

<sup>23</sup> Ibid, p. 83

<sup>24</sup> Ibid, p. 84

qu'une simple reconnaissance de la spécificité de la nature en tant que milieu, plutôt qu'une rupture avec la notion de milieu, d'environnement. Il nous faut donc poursuivre l'analyse de ce texte :

« Les sens émancipés, en conjonction avec une science naturelle de leur base, guideraient l'« appropriation humaine » de la nature. Celle-ci aurait alors « perdu sa simple utilité, l'utilité étant devenue l'utilité humaine », elle cesserait d'apparaître comme un simple matériau – matière organique ou inorganique – pour devenir une force de vie ne devant rien à personne, un sujet-objet ; la lutte pour la vie est la substance commune à l'homme et à la nature. »<sup>25</sup>

Dans ce passage, qui traite d'un rapport à la nature émancipée de l'imaginaire dominant, Marcuse met en avant ce qu'est la nature pour la société occidentale : un matériau utilitaire. Il aborde également une manière dont elle pourrait-être envisagée : en tant que un sujet-objet. L'introduction de la subjectivité nous éloigne d'une approche réifiante, en termes de milieu, pour y introduire alors une dimension subjective. Cette introduction est encore plus poussée dans le passage suivant :

« Il reste dans l'idée marxiste d'appropriation humaine de la nature quelque chose de l'insolence de la domination. L'« appropriation », si humaine qu'elle soit, reste l'appropriation d'un objet (vivant) par un sujet. Elle porte atteinte à ce qui est essentiellement autre que le sujet qui s'approprie, à ce qui existe précisément en tant qu'objet de son propre chef – c'est-à-dire en tant que sujet ! Ce dernier peut fort bien être hostile à l'homme, auquel cas la relation envisagée serait une lutte ; mais la lutte peut très bien régresser, faire place à la paix, à la tranquillité, à l'épanouissement. Dans ce dernier cas, la relation non exploiteuse ne serait pas l'appropriation mais plutôt son contraire : abdiquer, laisser vivre, accepter... »<sup>26</sup>

Marcuse commence ici par contester la thèse de l'appropriation de la nature, du vivant. Il ne se limite pas à une simple critique de la logique destructrice des sociétés industrielles, capitalistes, technobureaucratiques, comme le font certains auteurs écologistes ou écosocialistes, qui défendent une logique de préservation de la nature, mais ose cette fois s'attaquer directement à la logique d'appropriation, qui en soi, constitue une forme de domination. En ce sens, Marcuse s'oppose à un certain paternalisme à l'égard de la nature, qu'il soit destructif ou bienveillant. Il dépasse la relation de sujet-objet pour envisager cette fois-ci la nature comme sujet et justifie l'affirmation suivante :

« (...) reconnaître en la nature un *sujet* autonome, un sujet avec lequel vivre en commun. »<sup>27</sup>

Finalement, Marcuse dépasse totalement le rapport à la nature en tant qu'objet pour parler de « sujet autonome ». En parlant du « vivre en commun », plutôt que de « vivre dans », il pose ici les bases d'un rapport à la nature qui ne serait plus de l'ordre du rapport à un milieu, à un cadre de vie. Ce rapport à la nature relèverait alors d'une relation interactive, de réciprocité avec d'autres entités vivantes.

Il cependant fort dommage, à ce propos, qu'Herbert Marcuse, qui a pourtant vivement critiqué la logique de séparation<sup>28</sup> et celle de la réification de la nature<sup>29</sup>, n'ait à aucun moment

---

<sup>25</sup> Ibid, p. 88

<sup>26</sup> Ibid, p. 93

<sup>27</sup> Herbert Marcuse, *Contre révolution et révolte*, p. 83

<sup>28</sup> Herbert Marcuse, « les images d'Orphée et de Narcisse », in *Eros et Civilisation*, p142-151.

<sup>29</sup> Herbert Marcuse, « Nature et Révolution », in *Contre Révolution et Révolte*, p81-103.

procédé explicitement à une critique épistémo-étymologique des concepts d'écologie, de milieu et d'environnement. Cette critique aurait en effet permis d'expliquer en quoi l'éco-logie, et les concepts réifiant qu'elle développe, participe d'une techno-logie de la domination, en quoi l'éco-logie constitue un concept et une manière de percevoir et de penser le monde qui est lié à la logique même de domination qu'elle était censée combattre.

De même, il est dommage également que Marcuse ne parvienne pas, dans ce texte, à s'émanciper du binôme Homme/Nature, qu'il reproduise la logique consistant à les séparer, à mettre l'Homme d'un côté, et de l'autre, à englober tout le vivant dans une totalité indistincte, qu'il désigne par le nature, ou encore, dans d'autres passages par le terme environnement. Or il existe certainement, dans la philosophie et la théorie critique, des approches qui permettent ce type de dépassement.

## **2 les apports de la pensée post-spinoziste**

L'approche Spinoziste implique une manière particulière de percevoir le réel, qui rompt avec l'anthropocentrisme réifiant et totalisant. Son panthéisme (conception selon laquelle dieu est en tout chose), aboutit au final à dissoudre la question de dieu pour l'assimiler à la nature, au sens de ce qui est, de ce qui vit, et surtout ce qui devient. Il nous faut ici mettre en garde contre toute forme de mysticisme. Il ne s'agit pas d'une forme d'animisme qui verrait dans chaque être, animal ou végétal, la manifestation d'une divinité spécifique. L'animisme n'est qu'une forme de projection de représentations magiques, issues de l'esprit humain, sur des entités non humaines. Ce dont nous parlons ici, et ce dont parle Spinoza (en dépit de ses références à dieu, compréhensibles pour l'époque à laquelle il vécut), est bien plus matérialiste, scientifique que cela.

L'approche spinoziste ne traite en effet pas tant des rapports homme/nature, individu/totalité, que des relations, des compositions de rapports, des effets relatifs à ces compositions de rapports, de la manière dont ces compositions de rapports permettent des évolutions réciproques, créatrices (passions joyeuses) ou destructrices (passions tristes).

En cela, elle ne traite pas du « monde qui m'entoure », du décor, du pourtour, mais des êtres avec lesquels je me compose, donc des sujets et de leurs interactions. Il ne s'agit donc pas d'une écologie (d'un discours sur le milieu), mais de relations intersubjectives, d'interactions. En ce sens, l'approche spinoziste fait partie des approches qui peuvent nous aider à envisager un dépassement de l'éco-logie.

## **3 Michel Foucault, le post-structuralisme et la post-écologie**

Par opposition aux approches structuralistes, qui considèrent, globalement, que ce sont les structures sociales établies, les institutions, qui font l'individu, ce dernier, réduit au rôle d'agent reproducteur, se trouvant ainsi dépossédé de volonté propre, Michel Foucault, qui s'inscrivait dans une philosophie critique de la normativité et dans une démarche de considération et de valorisation de la différence, affichait une volonté de rupture paradigmatique vers un post-structuralisme. Cette démarche visait à réhabiliter l'individu comme acteur à la fois de la reproduction et de la transformation de la société, à travers les jeux de pouvoir qui s'exercent, à la fois entre les Hommes, et entre les normes, les institutions établies et ce qui leur résiste. D'où ses réflexions sur la

microphysique du pouvoir, les micro-résistances, la logique de circulation du pouvoir, en tant que critiques de la suprématie rigide des institutions étatiques.

On retrouve la même dualité, dichotomie, le même imaginaire structurant la pensée structuraliste et éco-logiste. Le sujet y est considéré face à une totalité indistincte, impersonnelle, qui se nomme société, norme ou institution, pour le premier, environnement, milieu, nature pour la seconde. Pour les structuralistes, le sujet est déterminé par la société, entendue non comme libre association des Hommes, mais comme phénomène impersonnel et indistinct au-delà des Hommes et s'imposant à eux. Pour les éco-logistes, l'Homme, et toutes les espèces vivantes, sont déterminées, de manière tout aussi hétéronome, par le « milieu ». On aboutit alors à une réalité figée, dans laquelle le sujet, quel qu'il soit, se trouve dépourvu de toute autonomie, prisonnier d'un cadre clos sur lequel il n'a aucune prise et au sein duquel il ne possède pas de volonté propre. En réalité, avec une telle approche, on passe à coté de toutes les micro-action, les micro-dynamiques qui se jouent, et qui peuvent, à terme, provoquer des bouleversement importants<sup>30</sup>. L'approche de Foucault s'avère ainsi intéressante, et plus adaptée pour penser les transformations sociales, en ce qu'elle met l'accent non sur le pourtour, le décor, le cadre, le milieu, la maison, la boîte, mais sur la multiplicité des inter-actions qui se jouent entre différents sujets – Foucault parlerait de formes de vies – à travers une multiplicité de situations données.

#### 4 Le concept de *Bios*

##### a/ La dimension biologique du socialisme chez Herbert Marcuse

Dans *Vers la libération*, Herbert Marcuse développe l'idée d'une dimension biologique du socialisme<sup>31</sup>. Ce concept est ici particulièrement intéressant quant à la place qu'il occupe dans le texte, puisqu'il intervient au sein d'un argumentaire sensiblement critique de la logique de production du système capitaliste. Selon lui, le capitalisme constitue un système destructeur et mortifère, s'attaquant à la vie en tant que telle. Marcuse ne parle pas ici d'écologie. Ce n'est donc pas le « milieu » dont il est question, qui serait affecté par la destructivité capitaliste, mais bel et bien la vie, ou plutôt les vies.

Cependant, l'usage du terme « biologie » est relativement peu courant, controversé, pour ne pas dire tabou, lorsqu'il est question de philosophie politique. L'histoire de la relation entre la science nommée « biologie » et la politique, qui trouve son apogée dans le Nazisme, tout comme les pseudo disciplines se qualifiant de « sociobiologie », mais qui ne sont en réalité que perception colonisée par, et justification idéologique de, l'ordre établi, ont contribué à ternir le ce concept. Néanmoins, il est assez évident que Marcuse, du fait de ses origines (juives), de ses orientations politiques (marxiste-Luxemburgiste), de la critique qu'il développe de la science et du positivisme, ne rejoint ni l'un ni l'autre de ses courants. Il entend ainsi la notion de biologie de la manière suivante :

« « Biologique », « Biologie », ne font pas ici référence à la discipline scientifique de ce nom ; je m'en sers pour qualifier la dimension et les processus selon lesquels des penchants, des types de comportement, des aspirations, deviennent des besoins vitaux,

<sup>30</sup> C'est en gros ce que nous démontre l'ouvrage de James Gleick sur *La théorie du chaos*, abordant par exemple des phénomènes comme l'« effet papillon ».

<sup>31</sup> Herbert Marcuse, « Chapitre I, Sur les fondements biologiques du socialisme, in *Vers la libération – au-delà de l'homme unidimensionnel*, ed. Minuit, pp. 17-36

dont l'insatisfaction entraînerait un dysfonctionnement de l'organisme. Inversement, des besoins ou des aspirations induits par la société peuvent aboutir à une conduite organique plus apte à procurer du plaisir. Si l'on définit les besoins biologiques comme ceux dont la satisfaction est absolument nécessaire et ne se satisfait d'aucun substitut, certains besoins culturels peuvent « s'enfoncer » dans la biologie de l'homme. On pourrait alors parler, par exemple, du besoin biologique de liberté, ou de certains besoins esthétiques qui auraient pris racine dans la structure organique de l'homme, dans sa « nature », ou plutôt dans sa « seconde nature ». Cet usage de terme de biologie n'implique ni ne préjuge rien quant à la manifestation ou à la transmission physiologique des besoins. »<sup>32</sup>

Il est intéressant de noter que Marcuse ne s'enferme pas dans une logique qui restreindrait les besoins à la pure matérialité, et intègre la dimension culturelle. Cette dimension, comme nous le verrons dans la partie qui suit, est en effet constitutive du concept de *Bios*.

Ainsi, si nous ne retenons pas à la lettre et de manière restrictive la définition du « biologique » telle qu'elle est énoncée ici par Marcuse, celle-ci comporte au moins trois points essentiels. Tout d'abord, le fait que le métabolisme humain, comme d'autres métabolismes, entrent en contradiction avec la société capitaliste. Ensuite, la non restriction du concept aux principes exclusifs de la science pure, du positivisme et du fonctionnalisme, et l'inclusion dans sa définition de la dimension culturelle. Enfin, le possible aboutissement révolutionnaire vers une société de liberté, respectueuse à la fois des métabolismes et prenant en compte l'Homme comme sujet à la fois organique, social et culturel.

### **b/ Le concept de Biopolitique chez Foucault, Negri et Agamben**

Michel Foucault, dans la continuité de Spinoza, a développé les concepts de biopouvoir et de biopolitique. Ces deux concepts chez Foucault sont relativement indistincts et interchangeables. Ils désignent chez lui une évolution des modes de gouvernementalité, à travers laquelle l'Etat n'est plus tant souverain, répressif, qu'animateur, incitateur et permissif. En réalité, les Etats actuels sont toujours répressifs, mais la répression apparaît peu du fait de la prégnance de la domination idéologique et de la satisfaction dans le confort matériel et l'abondance d'une partie conséquente de la population<sup>33</sup>. Gramsci parlait à ce propos d' « Hégémonie culturelle cuirassée de coercition ». Mais l'intérêt de Foucault ni réside pas ici dans le fait de savoir si l'Etat est effectivement permissif ou répressif. Il réside dans le fait qu'il nous fait percevoir un certain trait d'un modèle de société émancipatrice, dont l'action serait d'inciter à la création et à l'innovation, plutôt que d'organiser le contrôle et la répression de l'individu.

Antonio Negri, dans *l'Anomalie sauvage*, opère une distinction entre biopouvoir et biopolitique. Le biopouvoir désigne le pouvoir sur la vie qualifiée, la manière dont le pouvoir politique impose ses normes, tandis que la biopolitique se rapporte à la capacité d'auto-organisation de la société, hors de la tutelle de l'Etat. Dans la continuité de ce raisonnement, il est possible, à partir de cette opposition entre biopouvoir, que l'on pourrait apparenter, selon une expression

---

<sup>32</sup> Ibid, p. 21

<sup>33</sup> Même si austérité comme décroissance nous font sentir, chacun à leur manière que « Ce » confort et « Cette » abondance sont sur le point de disparaître.

propre à John Holloway, à un pouvoir-dominance, et biopolitique, que l'on pourrait entendre comme expression de la capacité créatrice, de critiquer la logique d'intervention éco-logique de l'Etat et du Capital, ou de l'Etat éco-logique et social, comme volonté de dominer la vie. Par opposition, l'approche libertaire consisterait à développer l'autonomie et à permettre une interaction harmonieuse entre formes de vies. Elle se concrétiserait, d'une part, par moins d'intervention envers les autres espèces vivantes, et, d'autre part, en une recherche de compositions de rapports différents, basés sur la compréhension des êtres et leurs limites.

Georgio Angamben, quant à lui, distingue le *bios*, la « forme de vie », la « vie qualifiée », spécifique, particulière et irréductible, de la *zoé*, la « vie nue », « non qualifiée », la vie qui s'écoule, la vie comme principe, le « vivant ».

La considération de la vie sous le seul angle de la « vie nue », qui s'incarne notamment dans l'idéologie fonctionnaliste, nous rapporte directement à une logique de désobjectivation, de réification, à un rapport instrumental, et par conséquent à une logique technobureaucratique. Un pouvoir écologique authentique serait l'expression de ce zoo-pouvoir, c'est-à-dire d'une administration fonctionnelle de la vie désobjectivée. Cette logique s'applique déjà aux formes de vies végétales et animales, considérés la plupart du temps du point de vue de la raison instrumentale-stratégique, technique, utilitariste. Elle devient un *éthos*, une manière d'être au monde à la fois idéologique et pratique, dont il est également difficile de percevoir ce qui pourrait empêcher que ce type de rapport ne conditionne, à terme, les rapports sociaux.

A l'inverse, une biopolitique, entendue au sens émancipateur, créatif et autogestionnaire que lui attribue Négri, et étendue aux rapports avec les formes de vies non-humaines, mais aussi alimentée des contributions de Marcuse sur la reconnaissance et la subjectivation des êtres non humains, et de la critique de la bureaucratie, nous permet de penser un rapport au monde post-écologique, que nous nommerons ici « bio-interactionnisme ».

## 5 Le Bio-interactionnisme

Nous commencerons par préciser que ne parlons pas ici de « Bio-centrisme ». Le « Bio-centrisme » constitue en effet une approche liée à l'écologie profonde qui consiste à replacer la vie au centre de la réflexion. Jusque là, il n'y aurait rien à reprocher à ce concept. Cependant, ce concept peut poser trois problèmes de fond. D'une part, cette approche traite-t-elle véritablement du *Bios*, ou ne le confond-t-elle pas avec, ne le remplace-t-elle pas par *Zoé* ? Une telle confusion aboutirait à la négation de la diversité des formes de vies pour défendre le principe de vie. Il s'agit alors d'un zoo-centrisme. D'autre part, avec des revendications comme la reconnaissance de « droits » pour les animaux traduit d'une certaine confusion anthropocentriste, d'une manière de projeter des catégories de pensée, d'être, des statuts sociaux, sur des sujets aux modes d'être spécifiquement différents. Enfin, la notion de centralité est également problématique, notamment de la passerelle, facilement franchissable, entre théorie et pratique politique. En effet, elle définit une périphérie qui se retrouve implicitement subordonnée à ce qui constitue le centre. Poser la vie non qualifiée comme nouvelle centralité s'avérerait très dangereux, parce qu'ainsi, cette approche ouvrirait la porte à des pratiques répressives et sacrificielles au nom de la vie. La vie qualifiée est tout aussi problématique en ce qui concerne le « Bio-centrisme », car la vie qualifiée n'a en elle-même pas de centre, mais est composée de multiplicités de formes de vies en interaction, dont il est difficile d'identifier une centralité unificatrice.

A l'opposé du bio-centrisme, le bio-interactionnisme, est un paradigme qui s'inspire de ce que nous avons esquissé précédemment. Pour commencer, il nous faut immédiatement préciser qu'il ne s'agit pas ici d'animisme, de panthéisme, ou d'un quelconque anthropomorphisme, niant l'être vivant pour ce qu'il est en projetant sur lui des catégories de pensées, des représentations, spécifiquement humaines, sans lien avec l'être en question. Bien entendu, la projection de catégories de pensée est souvent inévitable, mais celle-ci doit correspondre à la réalité du sujet en question et non à un phantasme de l'Homme. Par exemple, une fleur n'est ni la manifestation de dieu, ni symbole de l'amour. Tout ceci n'est que projection. Par contre, la fleur entretient un rapport particulier avec le soleil, les abeilles qui pollinisent, et dégage des odeurs que chacun peut apprécier ou non suivant ses goûts. De même, relation partenariale ou interactive ne signifie pas que nous allions converser avec les animaux ou les arbres – même s'il est admis qu'il existe une réceptivité des plantes à ce sujet et que le fait de leur parler favorise leur bon développement – en attendant une réponse, comme cela peut se faire entre humains. D'une espèce à l'autre, les formes de communication sont spécifiques, et une relation de partenariat interactif avec la biodiversité suppose un mode de communication spécifique entre chaque type d'être vivant, voire entre chaque être vivant.

Le bio-interactionnisme consiste alors à reconnaître chaque être vivant en tant que sujet spécifique. Il vise à abolir la notion de centralité, sans pour autant tomber dans l'atomicité, pour considérer plutôt des liens interindividuels multiples, sous formes de maillages. Il s'appuie sur la logique de la reconnaissance de la spécificité contre les logiques d'homogénéisation. Enfin, il permet de considérer les interactions spécifiques de sujet à sujet. Le bio-interactionnisme, en tant qu'alternative à l'éco-logie, est donc une approche qui considère les différentes formes de vies et leurs interactions réciproques, et peut permettre à l'Homme de re-trouver son point d'équilibre au sein de la bio-diversité.

## **II Préserver l'Environnement, protéger la Nature, Sauver de la planète : le faux discours de l'écologie**

« Préserver l'environnement », « protéger la Nature », « Sauver la planète », sont des énoncés qui reviennent régulièrement au sein de la critique écologiste. Cependant, il s'agit là d'une fausse manière de présenter le problème, d'un discours dont les motivations réelles restent dissimulées derrière une sorte de bienveillance désintéressée.

En réalité, l'Homme ne protège pas la « Nature ». Encore faut-il ici préciser le sens que l'on donne à ce concept. Nature peut en effet être entendu de deux manières. Tout d'abord, l'ensemble du monde non humain, duquel l'Homme est de fait considéré comme séparé. Cette idée de la nature rejoint les concepts d'environnement ou encore de biodiversité. Nous reviendrons donc sur les implications de cette conception lors de l'étude de ces deux concepts.

Ensuite, Nature rapporte à ce qui est spontané, autonome, qui ne subit pas de détermination extérieure. En cela, la conception romantique, voire biblique, d'une nature vierge et pure, que l'homme aurait souillé et qu'il chercherait aujourd'hui à chérir, à protéger, entre en contradiction totale avec la réalité. L'homme défendant une telle conception de la Nature est aussi la plupart du temps celui qui n'apprécie pas la nature, celui qui la craint. Il n'apprécie, dans le champ animal et végétal, que ce qui résulte de son contrôle. Il aime la Nature anthropisée, les plantes en appartement, les espaces verts, les parcs zoologiques, la campagne, la forêt aménagée. Il ne s'agit

bien évidemment pas d'un mal en soi, et nous ne cherchons pas ici à stigmatiser ou à culpabiliser celles et ceux qui développent de telles pratiques. Nous disons seulement qu'une telle disposition ne traduit pas une volonté de protection de la Nature, au sens autonome et spontané du terme. Au contraire, on pourrait dire que la volonté de protection d'une telle nature, pensée le plus souvent comme naïvement pacifique et joyeuse, peut aboutir aux conceptions parmi les plus réactionnaires qui soient.

De même, le discours sur le sauvetage de la planète n'est qu'une vaste hypocrisie. La « planète » se porte très bien, elle est en quelque sorte indifférente à ce qui se passe. Que l'atmosphère se réchauffe de 10° ou qu'elle entre dans une période glaciaire, que ses océans soient pollués, ses sols pillés, que des espèces disparaissent, ne l'empêchera pas de tourner sur elle-même et autour du soleil jusqu'à ce que ce dernier explose. Du point de vue de la vie non qualifiée, la planète, en tant que telle, n'a pas besoin d'être sauvée, elle se porte très bien. C'est autre chose de parler du fait de parler de sauver la pérennité de notre interaction avec la planète, qui nous renvoie ici à une réflexion sur la vie qualifiée. Mais là encore, « planète » constitue un raccourci pour parler d'une biodiversité, d'une composition complexe de rapports entre une multitude de sujets vivants, ainsi réduits et dissous au sein d'une totalité réifiée.

D'autre part, le sauvetage de la planète, de la nature, de l'environnement, fait croire à une prétention altruiste, tandis qu'il s'agit au fond d'une forme de bonne conscience interventionniste, masquant une approche profondément anthropocentriste. Au contraire, le fait de reconnaître comme point de départ cet anthropocentrisme, le fait penser à soi, à partir de soi, ne constitue pas nécessairement et systématiquement quelque chose de mauvais en soi. Cet anthropocentrisme, c'est-à-dire le fait de penser le monde humain, ses actes et ses conséquences, permet de penser l'affection directe de l'activité humaine sur le corps de l'Homme, et peut l'amener à se saisir des responsabilités qui lui incombent relativement à la situation à laquelle il fait face. La décroissance, une un sens, est exactement cela. L'expression « décroître » ne parle pas des choses, des autres, de l'impersonnel, de l'indistinct. Du point de vue de l'individu, décroître est un acte, une démarche, volontaire, lui permettant de trouver une issue à la perspective de sa propre décomposition. Elle le place donc face lui-même, à ses problèmes et ses propres responsabilités. Elle l'amène à penser ses propres interactions avec les autres êtres vivants, à penser les conséquences et les limites de ses interventions.

Mais ce discours n'a cependant rien à voir avec des énoncés, assez récurrents, revendiquant le fait de « sauver l'Humanité », ou de « sauver la vie ». En effet, à travers cet énoncé, on retrouve un grand flou autour du concept d'humanité ou de vie, renvoyant directement à la distinction entre *Bios* et *Zoé*, évoquée précédemment. Les intentions ou les conséquences supposées de ces énoncés peuvent être radicalement différentes selon que l'on se place d'un côté ou de l'autre. Sauver la « vie qualifiée » implique la sauvegarde de la possibilité métabolique d'exister conjointement à celle d'une diversité de manières d'exister. Sauver la « vie nue » consiste à faire survivre le métabolisme, mais sans considérations des différentes manières de vivre. Ainsi, selon cette dernière conception de la vie, peu importe alors qu'une personne puisse vivre libre, à égalité avec les autres, en satisfaisant ses besoins, ou si elle vit une vie misérable en étant privée de liberté. En allant plus loin, la possible correspondance entre cette conception zoologique de l'existence et l'indistinction que suppose le concept d'Homme, d'humain, d'humanité, peut aboutir à une vision sélectionniste, eugéniste, selon

laquelle il serait possible de sauver « une race », une élite biologique, intellectuelle, une classe dominante. Il n'est donc pas question de défendre une telle option !

### **III Il ne sert à rien de parler d'écologie s'il s'agit de parler de santé**

#### **A impacts directs et indirects de la production capitaliste sur la santé**

Le point de départ que nous prendrons ici consistera dans le fait qu'une grande part du discours politique de l'écologie traite de l'affection d'un certain nombre de conséquences des activités humaines, liées au modèle technologique industriel des sociétés dites développées, sur l'organisme humain, et se rapporte donc généralement à une autre problématique, qui est celle de la santé. La plupart des problématiques posées par les mouvements écologistes se rapportent, à un moment ou à un autre, de manière directe ou indirecte, immédiate ou médiatisée, à un problème impactant sur le corps, la santé, la qualité de vie des Hommes. La toxicité, l'usage de produits chimiques et la pollution, qui sont des problèmes que l'on peut retrouver dans l'agriculture, au niveau de la contamination des sols et de l'eau, de l'alimentation, mais au travail, dans les usines, à travers l'exposition des salariés, de fumées noires, des déchets produits.

Le Nucléaire, qui constitue une des pierres angulaires de la critique écologiste, est également et directement lié à des problématiques sanitaires. L'extraction de l'uranium implique des risques de contamination pour les travailleurs, sans parler des conditions de vie de ces personnes, qui constituent la base sur laquelle les capitalistes peuvent accumuler des profits. La santé des travailleurs dans les centrales constitue également une des critiques majeures développées par les anti-nucléaires du gauche. La radioactivité des déchets produits, ainsi que leur enfouissement, pouvant contaminer les sols et l'eau, sont des problématiques qui se rattachent directement à la question de la santé. Enfin, le manque de stabilité des réacteurs et les risques d'explosion peuvent entraîner des conséquences dramatiques, notamment le développement de maladies graves, de cancers, de malformation, générer de la stérilité, tout en impactant également les autres espèces animales et végétales, dont les Hommes peuvent se nourrir. On pourrait faire des raisonnements plus ou moins analogues en ce qui concerne l'extraction du gaz de schiste, du pétrole, du charbon, etc.

Les arguments de la lutte contre les OGM, autre point fort de la critique écologiste, partent, pour la plupart, d'une inquiétude en ce qui concerne la santé, du fait de l'imprévisibilité des mutations génétiques et de leurs effets sur l'organisme Humain, mais aussi animal.

L'épuisement des ressources naturelles pourrait entraîner des situations de pénurie en termes de production, notamment alimentaire, mais aussi en ce qui concerne l'eau potable. Ici nous ne sommes plus face à l'hypothèse de la maladie, mais aussi, ce qui est d'autant plus grave, de la mort. De plus, la diminution des ressources naturelles, que ce soit des ressources énergétiques et des matières premières, implique la mise en doute de la possibilité de maintenir un système de soin efficace pour tous. En effet, comment produire des médicaments si les ressources nécessaires à les produire viennent à diminuer, et comment faire pour ce qui est des blessures et des maladies graves si l'on ne dispose pas d'un système de transport rapide et de centrales de soins suffisamment équipées.

La société industrielle implique un système d'aménagement du travail et de l'espace fortement émetteur de particules toxiques. Les déplacements réguliers entre domicile et lieu de travail, notamment dans le cadre de l'étalement de l'habitat, particulièrement frappant en zones rurales et périurbaine ou l'automobile tient une place prépondérante, sont fortement émetteurs de gaz à effets de serre, et participent à la pollution de l'air.

L'obsolescence programmée, stratégie pour assurer le cycle de renouvellement du taux de profit, implique un renouvellement plus fréquent de l'émission de particules toxiques et de gaz à effets de serre. Le « travail immatériel » n'est pas non plus épargné par cette critique, du fait qu'il s'accompagne généralement de supports matériels, également soumis à cette logique d'obsolescence.

Le réchauffement climatique, enfin, implique des variations de températures qui ne seront pas sans jouer sur la question de la santé. Il en va de même en ce qui concerne, comme conséquence de ce phénomène, la diminution des terres cultivables, qui provoquera des pénuries, de la famine, des épidémies, la raréfaction de l'eau potable, ainsi que les problèmes économiques prévisibles dans le cadre d'une persistance de l'économie capitaliste en ce qui concerne les inégalités d'accès aux soins, qui prendront des dimensions largement supérieures à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Derrière les thématiques abordées à travers la problématique de l'écologie se dissimulent bien, en réalité, des enjeux se rapportant, soit directement, soit en dernière instance, à la question de la santé, et au-delà, de la survie et du bien vivre de toutes et tous.

## **B Santé et lutte de classe**

### **1 Marx, Engels et la problématique sanitaire**

L'écologie n'existant pas à l'époque de Marx, il est difficile de le qualifier d'écologiste sans entrer dans une forme d'anachronisme. Cependant, Marx avait répondu à sa manière, qui est tout aussi originale, à un certain nombre de problématiques reprises par la suite dans le paradigme écologiste. A travers les concepts de « métabolisme », de « corps organique » et « corps inorganique », il a posé, certes d'une manière très anthropocentrique<sup>34</sup> [3], mais malgré tout assez lucide et objective quant aux motivations subjectives, le problème de la société industrielle, de ses dégâts et de ses limites, à travers la problématique de la santé. De même, Friedrich Engels avait écrit un ouvrage, intitulé, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, où il décrit et dénonce la manière dont le capitalisme et la grande industrie qui l'accompagne dégrade de manière atroce les conditions de vie des ouvriers. C'est en outre sur cette base marxiste, axée autour de la santé, que le mouvement autonome italien a encouragé les ouvriers italiens à lutter contre l'exposition aux produits toxiques dans les usines.

### **2 L'autonomie italienne et la santé des travailleurs**

L'expérience de l'autonomie italienne a marqué la rencontre entre la théorie et la pratique sur le plan sanitaire. L'exposition récurrente des ouvriers à toute une série de produits toxiques, le

---

<sup>34</sup> Comme le souligne Alain Lipiez, dans un article intitulé « L'écologie Politique, avenir d'un Marxisme », « La Nature n'est pas le corps inorganique de l'Homme, mais tout autant le corps inorganique de l'abeille ou de l'aigle royal ».

développement de cancers et autres maladies mortelles ont fait écho à la critique formulée par Marx et Engels à propos des conditions sanitaires déplorables de la production capitaliste, reprise par les théoriciens du mouvement marxiste-autonome Italien. De là, la santé et la vie d'une classe sociale<sup>35</sup>, sont devenues des revendications du mouvement ouvrier, enrichissant la critique anticapitaliste. L'expérience italienne de lutte anticapitaliste sur le plan sanitaire, nous démontre, aux côtés d'autres luttes similaires, que la classe ouvrière est capable, sans développer de critique éco-logique, de se mettre en mouvement, non seulement pour combattre l'inégalitaire répartition des richesses, mais aussi un mode de production destructifs de l'organisme. La « santé des travailleurs » constitue pan important de la critique, dont les anticapitalistes doivent s'emparer pour amener à une remise en cause radicale de l'industrie bio-destructrice des sociétés capitalistes, et amener non seulement une transformation des rapports sociaux de domination, mais aussi des modes de production.

### **3 De la santé de la classe des travailleurs au bio-interactionnisme**

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le souci de l'extériorité constitue pour la plupart du temps une approche fallacieuse, sous laquelle se dissimule en réalité le souci de soi. Si nous ne pouvons que déplorer cet anthropocentrisme largement répandu, nous ne pouvons défendre une posture qui, en plus de réifier, d'externaliser et de dominer, s'appuie sur un faux altruisme pour masquer un égocentrisme véritable. Or nous ne sommes pas encore en mesure d'accéder au stade d'une conscience profondément bio-interactionniste, à travers laquelle l'Homme ne maîtriserait plus le vivant, mais parviendrait plutôt à maîtriser et équilibrer ses relations avec le reste de la biodiversité<sup>36</sup>. De plus, « l'éco-logie » – notamment dans sa forme pure, consistant à sauver la Nature avant tout, en dépit des Hommes, considérés parfois comme coupables – est une conception qui parle globalement plus aux classes sociales aisées qu'aux classes populaires. En revanche, la Santé des Travailleurs serait susceptible d'être la conception que s'approprieraient les classes sociales les moins aisées pour livrer des luttes. Elle pourrait aussi constituer l'angle d'approche qui, à travers les luttes, ainsi que l'exploration des différents points sur lesquelles les modes de productions industriels et les dégâts qu'ils causent impactent sur la santé et la qualité de la vie, constituera la passerelle vers une éthique et un socialisme bio-interactionniste.

#### **C Que reste-t-il de l'écologie ?**

Comme nous venons de le démontrer, une grande part des contenus de la critique écologiste peut être transposé sur le plan de la santé. De plus, la santé, constitue une approche militante qui s'adresse davantage à l'individu et à son vécu qu'à une préoccupation qui lui serait extérieure et lointaine. Nous ne prétendons cependant pas que tous les aspects de la critique écologiste puissent être formulés en termes sanitaires, que ce soit de manière directe ou indirecte. En effet, certains aspects s'apparentent plus à des questions de survie – comme c'est le cas par exemple pour la protection des abeilles –, ou de qualité de la vie. De plus, la pérennité d'un mode de production capable de satisfaire les besoins de toutes et tous, de génération en génération, ne peut être abordé

---

<sup>35</sup> Non seulement au sens métabolique, mais aussi socioculturel du terme. Le prolétariat est menacé en tant que forme de vie, dans la mesure où il n'est utilisé que de manière instrumentale, comme ressource productive, par le capital.

<sup>36</sup> Nous reformulons ici la problématique de Michael Lowy dans *Ecosocialisme*, qui explique que l'enjeu de l'écosocialisme consiste à remplacer la Maîtrise de la Nature par la maîtrise des relations que l'Homme entretient la Nature.

exclusivement à partir de l'angle de la santé. Elle s'apparente également à une préoccupation pour la qualité de la vie, qui, elle, renvoie aux aspirations du socialisme, du communisme, du communisme libertaire.

#### **IV Quels concepts pour les communistes libertaires ?**

##### **A L'éco-logie est à l'antipode de la pensée libertaire**

Si nous résumons ici ce qui a été développé précédemment, l'éco-logie se fonde sur une approche héritée de l'imaginaire de la domination occidentale. Elle prend pour point de départ la séparation entre un sujet et tous les autres. Le sujet devient une centralité, tandis que tous les autres se trouvent rejetés à la périphérie et désobjectivés, réifiés, transformés en choses extérieures au sujet. Leur individualité se trouve niée, dissoute dans une totalité. Ils deviennent le milieu du sujet, et ne sont alors plus comptés et liés à lui que sous forme d'une somme d'instrumentalités administrables, utilitaires et fonctionnelles. Pour l'Homme, l'animal, le végétal, et les autres Hommes, se trouvent réduits à l'état de ressources énergétiques, des forces productives, dont il faut alors gérer les quantités et sélectionner les qualités, ou bien à l'état d'objets de distraction ou décoratifs. Au meilleur des cas, elle s'apparente, lorsqu'il s'agit d'un interventionnisme politique consistant à « préserver l'environnement », à une forme de paternalisme bienveillant. D'un point de vue politique, l'éco-logie s'inscrit parfaitement dans la continuité du structuralisme, du fonctionnalisme, et dans les modèles politiques tels que la technobureaucratie et le centralisme étatique.

En cela, l'éco-logie se retrouve à l'antipode de la pensée libertaire. La pensée libertaire n'opère pas de séparation entre administrant et administré, donc potentiellement, par extension, entre sujet et objet. Chacun est en effet compté, reconnu, considéré en tant qu'individu intégral, sujet sensible et de raison, participant, à égalité avec les autres, à la construction d'une société à la fois différentielle et coordonnée. Nulle ne peut, par conséquent, se trouver dissout dans une totalité indistincte. Ne légitimant aucune forme de domination sociale ou politique, et les combattant avec acharnement, la pensée libertaire ne reconnaît alors ni centre ni périphérie. Elle se base sur la logique de libre composition des rapports, qui s'incarne dans le fédéralisme. En cela, elle s'oppose au centralisme d'Etat et à la technobureaucratie, même sous forme de paternalisme bienveillant, et se rapproche de la logique bio-interactionniste.

##### **B De la Décroissance comme point de départ d'un BioCommunisme Libertaire**

Un BioCommunisme libertaire consisterait dans la conciliation avancée entre communisme libertaire et bio-interactionnisme, c'est à dire dans le parachèvement d'une société communiste libertaire qui aurait trouvé son point d'équilibre au sein de la biodiversité, et où les Hommes développeraient des relations nouvelles, non réifiées, entre eux et avec les autres formes de vie. Un tel processus suppose une profonde décolonisation de l'imaginaire, un changement profond dans les modes de perception, une révolution culturelle, changement de civilisation. Or un tel changement ne peut intervenir ni de manière spontanée, ni uniquement par la voie du discours, de l'éducation, ni par la seule pratique ou expérience vécue, mais suppose des points de rencontre entre ces différentes dimensions. Pour cela, la décroissance et la critique sanitaire du capitalisme constituent des points de départ intéressants.

« Décroissance » ne renvoie pas à un grand ensemble, un milieu, à de l'impersonnel, mais traduit soit un acte, une démarche volontaire (la décroissance choisie), soit la conséquence non voulue d'une démarche irresponsable (la décroissance subie), d'un sujet individuel et/ou collectif. Plutôt que d'externaliser le problème en parlant des conséquences sur l'« environnement », le « milieu », le séparant ainsi, dans l'énonciation et l'imaginaire qui l'accompagne, de l'Homme, de son corps, de ses liens concrets avec d'autres formes de vie ; le terme de « décroissance » ré-internalise le problème, renvoyant le sujet, l'individu, le groupe, la société, à lui/elle-même, à ses actions, à leurs conséquences, à sa responsabilité.

Il en va de même de l'argumentaire sur la santé. Il permet de prendre en compte des affections négatives provoquées par le modèle de production industriel capitaliste sur le corps d'un individu, puis de l'ensemble des individus. Il constitue un pont qui permet aussi la prise de conscience des affections négatives du modèle capitaliste sur les autres corps, animaux et végétaux. Cette prise de conscience est d'ailleurs favorisée par les interactions constantes qu'entretient l'Homme avec les animaux et les végétaux, ne serait-ce que pour s'alimenter. Ainsi, d'un point de départ purement égocentrique (ma santé), on avance vers l'anthropocentrisme (la santé des Hommes), puis vers le bio-interactionnisme (la santé de ceux et celles qui agissent les uns envers les autres).

Le développement d'une telle éthique, basée sur une logique de responsabilité non répressive et la volonté de préservation collective, pénétrerait certainement les rapports sociaux et impacterait sur certaines dimensions non-organiques. L'individu renouant par cette voie avec le collectif, partageant ses préoccupations, et désireux d'agir pour régler ces problèmes, serait plus enclin à s'impliquer dans les processus décisionnaires collectifs, à lutter contre les inégalités matérielles et sociales, à faire preuve de solidarité, à lutter contre le racisme, la xénophobie et les autres formes de discrimination et de ségrégation sociale. De ce point de vue – et à contre courant de la démarche qui nous anime ici, consistant à penser l'assimilation pour le courant communiste libertaire des problématiques décroissantes et de la réflexion sur les interactions entre formes de vie – le Bio-interactionnisme peut alors constituer une passerelle vers le Communisme Libertaire.

## Chapitre III – Apports et limites des Objecteurs de Croissance :

*PPLD, MOC, Un projet de Décroissance, Revue Limites.*

### I les apports innovants des objecteurs de croissance

La Décroissance est une perspective qui a longtemps provoquée un rejet, notamment du fait de certaines approches catastrophistes, cosmologiques, ou d'une imaginaire primitiviste, romantique ou simplement cynique, qu'elle développait ou qui lui était imputée. Elle a aussi constituée une perspective dissuasive par son absence de réflexions, de projet de société fédérateur, au niveau des questions sociales et démocratiques. Elle a certes gagné en crédibilité du fait de certains bilans scientifiques dont les conclusions pouvaient justifier ses thèses, sa critique de la société industrielle, mais a éprouvée des difficultés à s'affirmer du fait d'un manque de perspective joyeuse ou désirable, d'un principe espérance qui éveillerait une volonté d'agir, de s'engager.

Depuis quelques années, un courant innovant de la Décroissance, en partie en rupture avec les idées repoussoir propres aux courants de pensée précédents, s'est progressivement affirmé. Il est incarné en France par des organisations politiques comme le Parti Pour La Décroissance (PPLD), le Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC), et publie des séries d'ouvrages comme *Un projet de décroissance* et des revues comme *Limites*.

Ce courant a d'abord su allier une critique de la croissance articulant les effets nocifs et les limites naturelles de la société industrielle et une critique radicale de l'économie de marché, du capitalisme, des effets profondément inégalitaires de la croissance économique.

Ensuite, pour développer sa critique, il a su mobiliser les concepts d'« autonomie », « d'hétéronomie », de « limitation », de « décolonisation de l'imaginaire » d'Ivan Illich et de Cornélius Castodiaris, et s'est également alimenté d'apports extérieurs comme la pensée de l'utopie (Bloch, Mannheim), le socialisme utopique (Fourrier), la place de l'expérimentation.

Enfin, pour contrer l'aspect austère et misérabiliste que les défenseurs du modèle capitaliste, surproducteur et gaspilleur, imputent à la Décroissance, ils ont mis en avant l'hédonisme et la convivialité, se sont appropriés la critique la centralité du travail dans la vie, et avancent une perspective de réduction conséquent du temps de travail.

Ce courant s'est également nourrit des apports de l'Altermondialisme, des mouvements Autonomes, de la Nouvelle Gauche postmoderniste/post-structuraliste/néo-spinoziste (Foucault, Deleuze, Negri&Hardt, Holloway) jusqu'à ceux du mouvement néo-Zapatiste. Pour illustration, la reprise par les organisations décroissantes de la stratégie et du symbole de l'escargot. Si ce symbole traduit bien évidemment une critique de la logique d'accélération constante des sociétés techno-industrielles avancée et des dégâts qu'elle provoque, et revendique besoin de lenteur, de ralentissement du rythme biologique de la société, il a avant tout été développé par les Zapatistes avec une signification différente, signification dont les Objecteurs de Croissance et les Décroissants semblent se nourrir<sup>37</sup> :

« Le choix du *Caracol* pour nommer de l'autonomie s'accorde parfaitement au goût des zapatistes pour la poésie et le symbole, riches en résonances. Dans les cultures mayas, le *caracol*

<sup>37</sup> Solidaires International, *Mexique, Chiapas et Zapatistes*, p. 108-109

est d'abord un coquillage marin utilisé comme instrument de musique. Il permettait d'alerter les communautés en cas de danger... comme, aujourd'hui, de faire entendre la voix des zapatistes. Dans une figuration stylisée, il appariât ensuite sous la forme d'une spirale d'où émerge parfois le visage d'un vieillard : il rejoint ainsi la conception maya du temps, pour laquelle celui-ci conjugue ouverture vers la nouveauté et retour sur le passé, la première se fondant sur le second dans un processus toujours renouvelé. De même, le projet de transformation sociale des zapatistes prend appui sur la « tradition » des communautés indigènes, mais sans s'y enfermer : la référence à l'organisation et à l'histoire propres des peuples indigènes est le socle sur lequel s'édifient des relations sociales en permanente transformation. La tradition est recomposée dans le présent, selon des perspectives utopiques qui ne perdent pourtant jamais de vue le réel. Mais la spirale évoque encore des manières de parler, de penser, d'être... proches de celles que l'on observe dans les communautés indigènes. C'est l'idée que, pour atteindre un but, le chemin le plus direct n'est pas forcément le meilleur, que le détour est souvent nécessaire et fécond parce qu'il correspond à un processus de maturation organique : « éviter de manifester sa soumission à un intérêt immédiat ou un empressement à atteindre directement son but, comme le voudraient les logiques de la rationalité instrumentale et de l'efficacité optimisée ; admettre que beaucoup de détours peuvent parfois être un judicieux moyen de trouver son chemin et que le temps perdu de l'errance est une expérience bénéfique », telles sont les dimensions de l'agir auxquelles renvoie la spirale indigène, et zapatiste. Ici d'ailleurs, le symbole du *caracol* rejoint sa représentation contemporaine sous la forme de l'escargot : celui-ci convoque alors à la fois par sa coquille la spirale et tous les motifs qui s'y rattachent, et la lenteur du petit animal modeste mais obstiné, qui prend son temps pour aller loin (...).

Ces apports multiples lui ont permis de développer une critique profonde de la démocratie représentative et de l'Etat, et de s'approprier des problématiques autogestionnaires, voire Libertaires<sup>38</sup>. Ces critiques ont été mises en lien avec la question de la Décroissance, en mettant en évidence une concentration croissante du pouvoir de décision dans les mains d'un nombre de personnes de plus en plus réduit, qui s'incarne dans le développement du capitalisme oligopolistique ou monopolistique, mais aussi en ce qui concerne les régimes technobureaucratiques.

Mais l'apport de ces courants de Nouvelle Gauche pour les mouvements de la Décroissance ne s'arrête pas là. Ils lui ont permis de développer une meilleure compréhension des mutations de la société, des transformations des formes de socialisation et d'engagement, de la multiplicité qui s'y développe, des fonctionnements souples, en réseaux, des logiques d'innovation sociale, d'hégémonies culturelles, de la dimension circulante du pouvoir, des phénomènes d'influences réciproques, des pratiques minoritaires impulsives pouvant aller jusqu'aux effets de masse critique.

## **II Limites de la stratégie des objecteurs de croissance et des décroissants :**

### **A Décroissance des inégalités ou abolition ?**

En dilatant volontairement la notion de décroissance, les objecteurs de croissance/décroissants formulent la proposition de « décroissance des inégalités ». Cette approche, au premier abord encourageante, ne doit malgré tout pas laisser penser que les inégalités seraient trop fortes et que des inégalités plus justes pourraient exister. C'est tout le problème aussi du débat

---

<sup>38</sup> <http://www.les-oc.info/2013/09/la-democratie-sans-illusion-sans-attendre/>  
<http://www.les-oc.info/2010/09/atelier-sur-la-democratie-directe/>

autour de l'échelle mobile des salaires, du revenu minimum et du revenu maximum. Cette proposition ne fait d'ailleurs pas consensus au sein des décroissants, certains proposant, par exemple, un salaire unique (sous forme de dotation, déconnectée de l'emploi). D'autres décroissants (non-membres du MOC ou du PPLD), n'ont que faire des inégalités sociales, pourvu que la société décroisse. Contre ces courants de pensée, il nous faut défendre l'abolition des inégalités sociales, économiques et politiques, et maintenir comme perspective finale l'abolition du salariat. C'est dans ce cadre par exemple, et non en tant que réforme d'Etat, que la dotation inconditionnelle d'autonomie prendrait tout son sens.

### **B Relocalisation ou destruction du pouvoir politique ?**

La question de la décroissance du pouvoir, de sa relocalisation, de sa réorganisation « à taille humaine » reste, en tant que telle, une proposition aussi ambiguë que ne l'est celle de la décroissance des inégalités. On pourrait penser qu'il s'agit, et ce n'est pas toujours clair chez les décroissants, de lutter contre le pouvoir à grande échelle, sans pour autant remettre en question ses modalités, ses rapports d'autorité, de hiérarchie, la souveraineté de ses instances politiques sur la population. On peut aussi penser, lorsqu'ils parlent d'autonomie locale, à certaines formes d'autarcie, d'existence en vase clos, sans liens possibles ou souhaités avec d'autres territoires, sans solidarité spatiale. Dans ce flou, il est nécessaire d'affirmer clairement la nécessité d'une société non-hiérarchique, horizontale, où la décision est prise directement par les personnes concernées, en fonction de l'échelle territoriale à laquelle elle s'applique, où les communes peuvent s'associer entre elles pour mener des projets en commun, pour s'aider mutuellement.

### **C Une stratégie électorale ambiguë**

Au niveau du rapport aux élections et aux institutions politiques, le MOC et le PPLD revendiquent un usage tribunicien des élections dans le cadre d'une stratégie de visibilité. Il s'agit de faire connaître et de diffuser à une large échelle des idées et un projet politique, notamment en se servant des espaces médiatiques attribués par le système en période électorale. A cela, il faut cependant mettre en garde au niveau des limites de cette stratégie : confiscation de la parole, personnification, phénomènes charismatiques, qui vont à l'encontre du projet d'autonomie que les Décroissants semblent défendre.

Mais au-delà de ces limites, le problème vient surtout du fait que les Décroissants acceptent malgré tout des postes d'élus, car il y aurait des choses à faire à la marge, au sein de ses instances, comme l'illustre cet extrait article, que l'on retrouve sur le site du MOC<sup>39</sup> :

« *Techniquement*, cela ne signifie pas ne pas avoir d'élus, mais pouvoir en avoir à condition qu'ils ne dépendent pas d'accords politiques majoritaires avec la social-démocratie, mais d'accords techniques respectant la proportionnelle intégrale. Ces élus n'ayant comme rôle que de permettre les avancées et la pérennisation des alternatives et expérimentations sociales (y compris par la loi), certainement pas celui de collaborer à un dispositif institutionnel qui est l'accompagnement politique d'un modèle dont nous voulons sortir[89].

---

<sup>39</sup> <http://www.les-oc.info/2009/07/3-pieds/>

Bien entendu, ces élus seraient désignés par le bloc alternatif, sur un engagement de mandature dont ils devraient rendre compte devant leurs mandants, avec le non-cumul impératif, y compris dans le temps, et un revenu limité au revenu moyen local<sup>[90]</sup>. »

Certes, il ne s'agit pas de se compromettre au travers « *d'accords politiques majoritaires avec la sociale-démocratie* », mais de passer des « *accords techniques respectant la proportionnelle intégrale* ». Ceci signifie que les élus n'entrent pas dans les institutions politiques sur la base d'un programme commun, mais conservent leur indépendance politique par rapport à « *un dispositif institutionnel qui est l'accompagnement politique d'un modèle dont nous voulons sortir* ». Cependant, il est à noter que ces stratégies politiques ne sont généralement que très peu comprises de la majorité des gens, qui ne distinguent généralement que peu « fusion politique » et « fusion technique » dans le cadre des élections. Ce que les gens interprètent généralement, c'est que des partis incapables de faire des scores susceptibles de leur attribuer des élus qui, pour en obtenir, passent des accords électoraux, sont en quête de pouvoir et préfèrent se compromettre que se désister.

De plus, cette logique amène à maintenir, dans l'imaginaire collectif aussi bien que dans la réalité concrète, la primauté des institutions politiques comme voie royale du changement, et à renforcer la légitimité de la souveraineté étatique. Elle n'aide donc pas à s'en défaire, à pointer l'attention sur l'auto-organisation, les alternatives concrètes et les luttes sociales, comme méthode permettant de transformer la société. Au contraire, le principe du vote peut engendrer des phénomènes d'inversion spectaculaire aboutissant à la délégation de la capacité d'action et l'attente envers les élus que ceux-ci prennent en charge la transformation de la société. Autrement dit, il favorise l'hétéronomie plutôt que l'autonomie. Il s'agit d'un risque largement sous estimé dans le discours des organisations se présentant aux élections. Mais plus risqué est encore d'affirmer que : « *Ces élus n'ayant comme rôle que de permettre les avancées et la pérennisation des alternatives et expérimentations sociales (y compris par la loi)* ». Cette logique est typique d'un certain réformisme, affirmant qu'il serait possible d'obtenir des avancées minimales dans le système actuel. Or d'une part, ce sont des avancées insignifiantes et l'on ne pourrait/saurait s'en contenter. D'autre part, les marges d'autonomies tolérées par le pouvoir en place sont si minces que ces initiatives pourraient facilement être récupérées politiquement, au sens où, par le jeu des soutiens aux propositions des décroissants, elles serviraient aux partis à la manœuvre, ou à ceux de l'opposition, de « caution verte », lui conférant ainsi un certain « vernis écologiste ». Cette stratégie risque fort d'aboutir à de grandes désillusions. Elle a notamment fini par compromettre les verts, les amenant à toute une série de renoncements programmatiques.

En outre, on est aussi en droit de se demander ce qui pourrait bien être mis en place par des élus qui ne pourrait l'être par la voie associative. Les élus peuvent certes appuyer la mise en application de propositions à l'échelle d'une ville, attribuer des financements aux associations. Mais cela suppose d'être majoritaire. Or la gestion de collectivités locales, par exemple, ne semble pas être l'objectif puisqu'il ne s'agit pas « *de collaborer à un dispositif institutionnel qui est l'accompagnement politique d'un modèle dont [les objecteurs de croissance veulent] sortir* ». En effet, la gestion de collectivités locales implique de répondre aux exigences plus globales de ce système, que ce soit les lois de l'Etat ou les directives Européennes, c'est-à-dire d'accompagner un modèle politique. On doute alors qu'il s'agisse de cela.

D'autre part, la recherche et l'usage des financements publics constituent une stratégie à double tranchant. Elle peut permettre un temps de développer l'activité des associations, mais ce développement, comme la tolérance expérimentations locales et des alternatives concrètes reste lié au bon vouloir d'une majorité politique élue et consentante. Ainsi, d'une part, ceux qui adoptent cette stratégie peuvent se voir instrumentalisés par le pouvoir, voir récupérés, d'autre part, les aides accordées par le politique ou la tolérance dont il fait preuve peuvent sauter du jour au lendemain. Tout comme en ce qui concerne les modèles technologie thermiques, il existe une « fragilité de la puissance »<sup>40</sup> des alternatives concrètes lorsque celles-ci vont chercher des moyens d'accélération de leur développement qui à terme s'avèrent destructeurs. Mieux vaut donc, à ce niveau, compter sur ses propres moyens, et adopter la « stratégie de l'escargot » : avancer de manière patiente et prudente, en réfléchissant, en anticipant, en s'adaptant.

### **D limites de la stratégie de la dissidence et de la révolusjon du mouvement ouvrier**

L'autre problème majeur des objecteurs de croissance/décroissant consiste dans la mise en avant d'une stratégie de la dissidence au détriment d'une stratégie de lutte sociale, de lutte de classe révolutionnaire. On retrouve un exemple de ce type d'orientation dans l'article, par ailleurs très riche et intéressant sur le plan théorique et philosophique, de Michel Lepasant, intitulé « A quoi bon être décroissant à l'ère de l'Anthropocène »<sup>41</sup>. On peut notamment y relever les déclarations suivantes :

« Il faut en particulier refuser une esthétisation de la violence, une héroïsation de la contre-violence qui prétendrait que la violence peut être joyeuse. »

« Nous venons d'éjecter la « voie de la rue » : on vient donc de se priver de la joie de l'insurrection qui vient. »

« Et nous sommes en train de faire de même avec la « voie des urnes » : on se prive ainsi de la joie de la victoire électorale. (...) »

« Cette hégémonie doit donc être préparée par une stratégie de basculement opérée par la puissance des expérimentations sociales et écologiques. »

Si le rejet de la voie électoraliste ici développé paraît relativement lucide et sain (mais pas forcément en phase avec le contenu des statuts des OC), le refus de « l'esthétisation de la violence », de l' « héroïsation de la contre violence », le rejet de « la voie de la rue », s'ils mettent en garde contre certaines dérives liées à la question de la violence, traduisent malgré tout d'une perception totalement déformée de ce qu'est la contestation sociale, c'est-à-dire des manifestations, des piquets de grèves, des barrages routiers et autres occupations de boites, des réquisitions de logements vides, des mobilisations antifascistes, etc. En effet, par son apparente réduction à la vision, largement minoritaire, qu'en donne le comité invisible dans *l'insurrection qui vient*, cette posture de répulsion du mouvement social, qui permet en outre de qualifier les contestataires d'extrémistes, de preneurs d'otages, de terroristes, de barbares ou même de fascistes, se fait l'allié objectif, même si involontaire, du pouvoir dominant, du capital, qu'elle est pourtant censée combattre. L'adoption de cette posture revient à ne pas comprendre ce qui anime subjectivement les

---

<sup>40</sup> Expression reprise du titre de l'ouvrage d'Alain Gars, *Fragilité de la puissance, se libérer de l'emprise technologique*.

<sup>41</sup> <http://decroissances.blog.lemonde.fr/2013/07/02/dcroissant-anthropocene/>

acteurs des luttes, dans leur pensée et leurs actions, leur besoin de révolte et les moyens, parfois violent, qu'ils doivent mettre en œuvre (et pas toujours de gaîté de cœur !), pour lutter contre diverses oppressions et espérer améliorer leur qualité de vie. Au contraire, elle consiste à les sur-interpréter, de manière moraliste, avec des catégories de pensée et des logiciels théoriques plaqués du pacifisme béat, issues de l'idéologie chrétienne, de la philosophie libérale Anglo-Saxonne, ou encore à partir des versets de Buddha, Gandhi et Luther King.

Le comble est tout de même que dans cet article, Michel Lepasant intitule ce paragraphe « Changer le monde sans prendre le pouvoir », reprenant ainsi le titre de l'ouvrage de John Holloway. C'est bien vite oublier que John Holloway a écrit cet ouvrage en référence et en soutien au mouvement zapatiste, mouvement qui revendique la nécessité pour chaque habitant du Chiapas de posséder une arme pour résister au gouvernement mexicain, et qui s'est largement médiatisé à travers les déclarations publiques du sous-commandant Marcos, lequel apparaissant systématiquement cagoulé, en treillis, généralement entouré d'un petit groupe armé vêtu de la sorte. On peut certes critiquer cette esthétisation, mais il ne faudrait pas non plus tomber dans le piège qui consisterait à penser que de telles alternatives auraient pu tenir sans possibilité d'autodéfense, de résistance armée. Il ne faudrait pas non plus oublier que l'EZLN, avec le soutien de la population, a effectivement « pris le pouvoir » au Chiapas, sur la base de l'insurrection armée, et que ce n'est qu'après, au moment où la population du Chiapas a commencée à s'organiser, plutôt que de partir à la conquête, militaire ou électorale, du Mexique, que l'idée de non prise du pouvoir s'est affirmée.

La stratégie exposée par Michel Lepasant, et plus largement par nombre d'Objecteurs de Croissance et de Décroissants, ressemble plus à de la dissidence et de la fuite qu'à de la réappropriation autonome en vue d'une transformation globale. Elle n'est pas sans rappeler les limites d'auteurs comme Hakeem Bey ou André Gorz.

La pensée d'Hakeem Bey tient sa limite dans une perspective de non affrontement, et d'expérimentation ou de tentatives d'appropriation, éphémères et ponctuelles, d'espaces alternatifs (les Zones d'Autonomie Temporaires), au sein d'un système clos ou se refermant constamment. Le problème est qu'Hakeem Bey, au lieu d'envisager ces espaces comme des expériences préparatoires au renversement global, estime que le renversement global est impossible, et tend à réduire ces expériences à un certain art de vivre minoritaire.

Bien évidemment, Michel Lepasant ne tombe pas dans cet écueil, qui n'est pas sans rappeler les limites de la simplicité volontaire en tant que stratégie unique. Mais son attention portée au changement du mode de vie, tend à occulter, au-delà de l'attachement à un mode de vie capitaliste, réellement pris en compte et analysé chez les objecteurs de croissance/décroissants, la dimension répressive inhérente au système qui cherche à se maintenir. Gramsci, dont Lepasant s'inspire en abordant la problématique de l'« hégémonie culturelle », parlait d'« hégémonie culturelle cuirassée de coercition ». Cela signifie que derrière le contentement, l'adhésion volontaire ou la dépendance au système dominant, se dissimule, et peut s'activer, un système coercitif, répressif, dissuasif. Le système peut, au besoin, s'il n'arrive pas à les faire couler pour des raisons internes (manque de moyens, socialisation non émancipée) réprimer violemment toute tentative de sortie, toute expérience concrète à la marge. La considération de cette possibilité et le développement d'une réflexion stratégique pour y répondre, semblent largement absents de la réflexion des Objecteurs de Croissance

André Gorz, quant à lui, semblait ne plus percevoir, depuis ses *Adieux au prolétariat*, le lieu de travail, l'usine, l'atelier, comme des lieux où se jouent les rapports de domination de classe, comme lieux de conflictualité sociale, et de subversion potentielle. Au contraire, il y percevait une forme de collaboration de classe, d'adhésion des travailleurs au modèle dominant. D'une certaine manière, il peut s'agir d'un constat objectif. Ce constat semblait partagé par d'autres penseurs, comme par exemple Herbert Marcuse. Cependant, il existe une différence nette entre la pensée de Marcuse et celle de Gorz. S'ils partageaient le même constat objectif, faisant du prolétariat un agent de la stabilisation sociale, Marcuse continuait également de le percevoir comme un acteur potentiel de la subversion et de la révolution sociale – en vérité comme son acteur principal –, tandis que Gorz en faisait du prolétariat un acteur de la conservation de l'ordre établi, s'orientait vers la recherche d'un nouveau fossoyeur de la domination capitaliste. De là, la stratégie politique n'était plus d'organiser les travailleurs dans les usines, pour qu'ils prennent le contrôle du système productif, et le transforment pour l'adapter à leurs besoins, mais d'inciter les travailleurs à désertir les usines. Cette stratégie se manifeste notamment par la mise en avant de revendications phares comme la réduction (radicale) du temps de travail et le revenu de base déconnecté de l'emploi. Cette dernière revendication a d'ailleurs donnée lieu à des appellations diverses, dont celles de « revenu de citoyenneté universelle » ou de « dotation inconditionnelle d'autonomie ». Sans entrer ici dans le détail des subtilités entre ces deux propositions, qui prendraient tout leur sens dans une société nouvelle, émancipée de la domination capitaliste, il est assez clair que, dans le champ de la décroissance, ces revendications ont vocation à opérer dans le sens d'une stratégie de dissidence, de désertion. Or cette stratégie comporte de sérieuses limites.

D'une part, elle crée une séparation entre les « insiders » et les « outsiders », et offre au régime politique en place la possibilité de faire jouer l'un contre l'autre. Cette séparation est d'ailleurs renforcée par l'anti-industrialisme et l'anti-ouvriérisme primaire d'une flopée de décroissants. Ne contestant pas l'adhésion du prolétariat aux normes et valeurs dominantes, le soutient qu'il peut apporter au régime en place, elle le maintient dans la posture d'une classe collaborationniste, d'une armée de défense du capital. Elle renforce également cette possibilité dans la mesure où, revendiquant un revenu garanti pour les « outsiders », elle permet à la classe dominante de déployer son discours sur l'assistanat parasitaire, et de renforcer un (faux)<sup>42</sup> discours, selon lequel le prolétariat serait mieux loti s'il ne devait pas payer pour les non salariés. En effet, le revenu de base peut paraître une mesure injuste du fait qu'elle n'implique pas directement un principe d'association et de réciprocité, mais fait croire aux travailleurs qu'ils doivent travailler pour payer de leur exploitation la sortie du système pour les autres. Au contraire, la réussite d'une telle stratégie revendicative supposerait, pour développer subjectivement le sens de l'association et de la réciprocité, la création d'un pont de solidarité et de coopération entre les travailleurs et les « dissidents ». Elle impliquerait donc un travail militant coordonné sur deux terrains parallèles, celui du monde du travail et celui de la « dissidence active », de mise en coordination des salariés et des « dotés ».

---

<sup>42</sup> Ce discours est faux car même sans le revenu de base, les travailleurs subissent déjà l'austérité et l'exploitation accentuée. La seule manière de s'en sortir étant d'empêcher l'extorsion de la plus-value par l'abolition du droit de propriété privée et du salariat, d'instaurer la propriété collective des moyens de production.

D'autre part, la stratégie de la désertion en tant que telle, et dans l'hypothèse où elle puisse réussir à entraîner la grande majorité de la population, aurait pour effet de priver la société d'un potentiel productif conséquent, pour d'un côté, ne laisser que des usines vides, et de l'autre, offrir des brides de modèles sociaux-productifs autonomes, incapables de satisfaire les besoins de cette population. Cette thèse, qui ressemble à une théorie de la table rase, occulte certainement, s'il s'agit d'une sortie brutale, les conditions nécessaires d'une sortie du système, les filets de sécurité d'une transition réussie, que sont le fait de disposer d'un mode de production immédiatement efficace, dès la sortie des usines, pour satisfaire – certes de manière moins destructrice pour la biodiversité – les besoins de l'ensemble de la population. S'il s'agit, au contraire, d'un plan de sortie progressif du système, il est à prévoir, comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, une contre-offensive économique, juridique et/ou armée du capital pour anéantir dès que nécessaire ces alternatives, si la socialisation héritée n'opère pas avant dans le sens de la destruction de ces initiatives de l'intérieur. Ainsi, seul un bloc anticapitaliste coordonné, articulant réappropriation/transformation de l'appareil productif et alternatives concrètes, sera en mesure de neutraliser la classe dominante, d'en finir avec la domination de classe et la destruction de la biodiversité, tout en offrant à ses acteurs un monde vivable, et même, d'une certaine manière, largement amélioré.

### **III Des limites déjà dépassées par le mouvement Anarchiste**

Concernant les questions de démocratie, d'expérimentation sociale, les innovations de la Nouvelle Gauche, comme de la Décroissance, sont largement puisées dans la pensée Anarchiste, et constituent en quelque sorte une démarche de ré-exploration et de réintégration de cet héritage historique et théorique. Les limites dans la critique sociale et la critique du pouvoir qui persistent au sein de ces mouvements sont également celles pointées depuis des lustres par les courants Anarchistes révolutionnaires.

Le Mouvement Anarchistes Ouvrier, issu de la première Association Internationale des Travailleurs (AIT), s'est construit sur la base d'une critique forte du pouvoir, de l'autorité, de la domination, que ce soit celle de la classe capitaliste ou celle qui pouvait se développer au sein de l'AIT (Blanquistes, Marxistes, Sociaux Démocrates). Dès le départ, les courants de l'Anarchisme Ouvrier développaient des préoccupations Anticapitalistes, sociales et égalitaires, que ce soit le courant Mutuelliste/Socialiste Libertaire de Proudhon, le courant Collectiviste Libertaire de Bakounine, ou, ultérieurement, le courant Communiste Libertaire de Kropotkine et Malatesta.

Les courants individualistes, s'ils pouvaient aboutir à des contradictions de principe, voire des justifications de l'autorité, de la domination, de l'inégalité sociale, ont eu au moins comme apport d'attirer l'attention sur la place et la liberté de l'individu au sein du collectif. Cette dimension pouvait en effet être marginalisée, si ce n'est nié, au sein des courants collectivistes.

Du fait de sa réflexion égalitaire et libertaire, l'Anarchisme a su intégrer les nouvelles problématiques d'émancipation qui se sont développées à partir des années 60-70, que sont le notamment Féminisme, l'Anti-racisme, la recherche de modes de vies alternatifs. Les mouvements anarchistes se sont également saisis très rapidement des problématiques anti-sécuritaires, ainsi que des différentes mises en gardes concernant les dangers et les limites de la société industrielle.

En 2004, notamment grâce à l'apport des réflexions de Jean-Pierre Tertrais sur le sujet, la Fédération Anarchiste adopte une motion d'orientation sur la Décroissance, avec une campagne de

sensibilisation à la clé, puis une seconde motion en 2008. Des organisations comme Alternative Libertaire, l'Organisation Communiste Libertaire, l'Offensive Libertaire et Sociale, ou encore la CNT, réfléchissent également à cette question. Cependant, il s'agit là d'un chantier de réflexion relativement nouveau, qui implique un travail approfondi de réinterrogation, à partir conclusions de la science, certains éléments de la philosophie et du projet Anarchiste hérité du XIXème siècle.

## Chapitre IV – Premiers pas vers une Décroissance Communiste Libertaire

Nous avons dans un premier temps mis en avant les insuffisances de l'écossocialisme : indistinction entre croissance verte, développement durable et décroissante en ce qui concerne l'écologie, indistinction entre compromis de classe, keynésianisme de gauche, capitalisme encadré, et stade inférieur du communisme pour le socialisme, indistinction entre démocratie directe et démocratie représentative, fédéralisme et centralisme, autogestion sociale et administration étatique. Nous avons ensuite pu mettre en avant la stratégie politique à laquelle correspond l'introduction de l'écossocialisme dans le champ du discours politique : une stratégie de rassemblement de la gauche dont le but partiel est la formation d'un front électoral, et dont le but final est la conquête du pouvoir d'Etat.

Au vu des ambiguïtés sémantiques contenues au sein de ce concept, l'écossocialisme apparaît comme un énoncé renvoyant de part en part à des politiques réformistes, et s'avère, en ce sens, assez aisément récupérable par certains partis du système qu'il est censé combattre au départ. Sur chacun des points d'incertitude, il est par conséquent nécessaire de renforcer le degré de précision quant au projet que nous défendons, quant à la société que nous projetons de construire.

Dans un second temps, nous nous sommes concentrés sur les limites du paradigme écologiste et relevé en quoi cette conception, du fait de ce qu'elle comporte de logique d'extériorisation, de séparation, de dissolution du sujet dans les grands ensembles, était incompatible avec la pensée libertaire.

Dans une troisième partie, nous avons relevés les apports innovants des objecteurs de croissants/décroissants, les passerelles avec les perspectives communistes et libertaires, ainsi que les limites et les manquements, sur un plan conceptuel, stratégique et en terme de projet social des acteurs de ces mouvements.

Pour dépasser ces limites, Il est donc nécessaire d'affirmer un projet social différent, articulé autour de mots d'ordre clairs. Face au socialisme démocratique, et à la sociale démocratie auquel il peut être aussi assimilé, il est nécessaire d'affirmer un projet Communiste Libertaire. Face aux incertitudes de l'écologie, il est nécessaire de prendre clairement position en faveur de l'option de la Décroissance.

Cependant, l'assimilation de la Décroissance amène à la fois à définir ce que celle-ci implique pour le projet Communiste Libertaire, mais aussi ce que le positionnement Communiste Libertaire sous tend comme société de décroissance. C'est à cette réflexion que nous nous emploierons dans parties qui suivent. Nous commencerons par discuter des démarches d'appropriation de la thématique de la décroissance dans les mouvements libertaires. Ensuite, nous nous concentrerons sur les différentes propositions de modèles sociaux-économiques anarchistes, dont le communisme libertaire, pour mieux en cerner les contours. Enfin, nous tenterons d'analyser les manières et les formes sociales permettant de combiner ce projet avec une perspective de décroissance.

### I Introduction de la Décroissance dans la pensée Anarchiste/Libertaire

On retrouve un certain intérêt pour la Décroissance dans les milieux libertaires. Des réflexions, allant dans ce sens, ont été développées par Jean-Pierre Tertrais<sup>43</sup>, et plus généralement par la Fédération Anarchiste<sup>44</sup>, et ce avant même l'apparition des concepts d'écosocialisme dans le champ du discours politique. Ces travaux ont eu pour intérêt d'attirer l'attention du mouvement Anarchiste/Libertaire sur la décroissance, afin de l'intégrer comme paramètre à prendre en compte dans le cadre la construction d'une société future débarrassée de la domination de classe et de l'Etat.

Mais la réflexion sur la décroissance et l'anarchisme n'est pas seulement menée par la seule Fédération Anarchiste. On retrouve également les traces de cette réflexion au sein d'Alternative Libertaire, des CNT, et sur un certain nombre de sites et de forums anarchistes/libertaires ou apparentés.

Les questions tournent autour de l'intégration de la problématique de la Décroissance comme composante du projet société Anarchiste, mais abordent moins, ou disons de manière plus floue et succincte celle de l'organisation économique envisagée pour une société de Décroissance et les limites ou les reformulations du projet que celle-ci peut impliquer.

## **II Quelle Décroissance pour quelle société Anarchiste/Libertaire ?**

### **A Quelle décroissance ?**

#### **1 Appropriation des apports de Serge Latouche**

Outre les travaux de Tertrais que nous avons déjà évoqués, on peut retrouver des essais de d'appropriation de la thématique de la décroissance dans certains écrits Libertaires, en particulier l'article « Penser la décroissance avec Serge Latouche », présent sur le site « Nouveau millénaire, défis libertaires »<sup>45</sup>. Cet article consacré à la pensée de Serge Latouche, passe en revue un certain nombre de ses positions et démontre en quoi celles-ci sont compatibles avec le projet libertaire.

Néanmoins, cet article ne traite que de manière superficielle des questions d'organisation économique et politique, que ce soit au niveau du projet libertaire en soi ou chez Serge Latouche. Or on ne peut se limiter à des énoncés simplistes tels que « une société qui garantit la justice ou l'égalité sociale, à travers l'extension de la liberté politique »<sup>46</sup>.

De plus, Les différences, pour ne pas dire les divergences, entre la pensée de Latouche et le projet libertaire sont pour le moins énormes, tant au niveau économique que politique. Au niveau

---

<sup>43</sup> Jean-Pierre Tertrais, *Du Développement à la Décroissance – se sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*, ([http://www.theyliwedie.org/ressources/biblio/fr/Tertrais\\_Jean-Pierre\\_-\\_Decroissance\\_brochure\\_federation\\_anarchiste\\_2004.html](http://www.theyliwedie.org/ressources/biblio/fr/Tertrais_Jean-Pierre_-_Decroissance_brochure_federation_anarchiste_2004.html)),

mais aussi : « Pour une Décroissance Libertaire », publié dans ecorev' (<http://ecorev.org/spip.php?article583>),

et toute une série d'articles parus dans Le Monde Libertaire :

<http://www.monde-libertaire.fr/les-auteurs-du-monde-libertaire/12869-jean-pierre-tertrais>.

<sup>44</sup> Soulignons les motions sur la décroissance adoptées lors des congrès de la Fédération Anarchiste de 2004 et 2008, ainsi que l'article de John Rackham, « Anarchisme et Décroissance »

(<http://www.monde-libertaire.fr/debats/14722-anarchisme-et-decroissance>).

<sup>45</sup> <http://1libertaire.free.fr/DecroissanceLatouche.html>

<sup>46</sup> Nous y reviendrons dans la partie suivante concernant la dimension économique du projet Libertaire.

politique, Serge Latouche ne défend pas particulièrement la disparition de l'Etat et le développement de la démocratie directe et autogestionnaire. De même que la critique de la « mégamachine » s'adresse davantage à la dimension « méga » qu'à la machine elle-même, sa critique du pouvoir s'inscrit davantage dans une logique de re-localisation que de destruction. On reconnaît là l'influence de la pensée d'Ivan Illich concernant la question de l'autonomie<sup>47</sup>. Contrairement à Castoriadis qui traite de l'autonomie comme capacité de l'Homme à se défaire de la domination du pouvoir politique, ainsi que de l'histoire et des traditions, la conception de l'autonomie d'Illich se rapporte davantage à une forme de micro-souverainisme traditionaliste. Cette perspective est d'autant plus inquiétante qu'elle constitue une passerelle avec la pensée d'extrême droite, une possibilité pour cette dernière de s'approprier la thématique de la décroissance. Cette possibilité d'appropriation est d'autant plus renforcée lorsque l'on étudie les positions économiques de Serge Latouche. En effet, si Latouche se présente souvent comme « anticapitaliste », lorsqu'il s'agit d'approfondir le débat sur la nature du capitalisme et ce qu'implique le fait de s'en débarrasser, sa critique devient alors relativement superficielle, ne s'adresse qu'à sa dimension abstraite<sup>48</sup> et sombre dans les méandres inconsistants d'un anti-libéralisme bon teint<sup>49</sup>, relativement similaire à celui de la gauche réformiste ou des organisations nationalistes. Bien entendu, Serge Latouche ne nourrit pas de telles intentions, et il serait injuste de l'en accuser, cependant, il semble qu'il soit incapable de saisir les dérives que comporte sa pensée, afin d'en neutraliser les possibilités de récupération politiques.

Ainsi, si les travaux de Serge Latouche, et d'Ivan Illich, s'avèrent intéressants, du fait qu'ils ouvrent des horizons, offrent à la théorie critique des concepts aussi intéressants que ceux de simplicité volontaire, d'après-développement, de mégamachine, d'hétéronomie, d'autonomie, d'autolimitation des besoins, de décolonisation de l'imaginaire ou de convivialité, cette pensée « décroissante » ne peut se suffire à elle-même et suppose pour gagner de la consistance, d'être passés au crible de la critique communiste libertaire afin de s'y combiner ou de faire l'objet de reformulations.

## 2 La décroissance selon Alternative Libertaire

On retrouve également, dans ce court article tiré du mensuel d'Alternative Libertaire, la réflexion suivante<sup>50</sup> :

« Lors d'une conférence à Paris le 22 mai 2008, le député vert Yves Cochet affirmait : « *On n'a pas à choisir si l'on est pour ou contre la décroissance, elle est inéluctable, elle arrivera qu'on le veuille ou non.* » Il faisait là de la décroissance un synonyme de restriction, volontaire ou non.

Bien sûr, il faut rompre avec le dogme de la « croissance pour la croissance » : elle est une des causes principales de la crise économique, écologique et sociale qui met à mal la planète et l'humanité ; elle est un pilier indispensable au maintien d'une société inégalitaire.

<sup>47</sup> « Vous avez dit « autonomie » ? – introduction croisée aux conceptions de l'autonomie de C.Castoriadis et I.Illich »

[http://infokiosques.net/lire.php?id\\_article=257](http://infokiosques.net/lire.php?id_article=257)

<sup>48</sup> Moshire Postone, « antisémitisme et national socialisme », 1986.

<http://www.esprit68.org/compilcritiquevaleur.html#partie5>

<sup>49</sup> <http://www.monde-libertaire.fr/anticapitalisme/12108-decroissance-ou-capitalisme>

<sup>50</sup> Lien : <http://alternativelibertaire.org/?Dico-anticapitaliste-Qu-est-ce-que,3301>.

Mais on ne peut laisser penser que nous souhaitons des restrictions, quand les besoins vitaux d'une partie importante de l'humanité – dans les pays du Sud, mais aussi en Occident – ne sont pas satisfaits.

Les seules statistiques disponibles sur les émissions de CO2 sont par pays ou par région. Elles ne permettent en rien d'appréhender l'empreinte écologique de chaque classe sociale. Ce n'est hélas pas une surprise.

La décroissance, ce doit être avant tout la décroissance des activités socialement inutiles et parasites. Il faut supprimer les productions de luxe réalisées « pour les besoins » des classes possédantes ; éliminer les secteurs économiques parasites liés à la domination idéologique, à la répression d'État et à la défense de la propriété capitaliste (publicité et propagande, armée, système pénitentiaire, économie sécuritaire...). Il faut coordonner les activités sociales vitales (eau, énergie, transport, santé, éducation, télécommunication...) dans un service public universel qui permettrait – entre autres – un système de transport en commun généralisé et la quasi-élimination du transport individuel en voiture. Il faut parvenir à la souveraineté alimentaire pour chaque peuple, en développant les cultures vitales au détriment des cultures d'exportation, et en refusant les OGM et les pesticides pour casser la domination des multinationales agro-industrielles.

Il faut réduire drastiquement le transport de marchandises, en relocalisant les industries.

Bref, il faut faire décroître toutes les activités inutiles que le capitalisme, emporté dans sa logique irrationnelle, a hypertrophiées. Et on s'apercevra que, ce faisant, on satisfera mieux les besoins de la grande majorité de la population... sans doute au détriment d'une minorité ultra-riche, qui devra bien se plier devant l'intérêt général.

Les solutions individuelles pour consommer moins voire autoproduire permettent d'agir à la marge sur l'effet de serre. Mais la « simplicité volontaire » prônée par certains « objecteurs de croissance » ne doit pas faire illusion. Il n'y aura pas de solution à la crise écologique sans rupture avec le capitalisme. »

**Alternative Libertaire, dico anticapitaliste, qu'est-ce que la décroissance ?, 09/12/2009**

Ce court article pose tout un ensemble de bases élémentaires de ce qu'est la décroissance et de la manière dont elle peut-être appréhendée par les Libertaires. La décroissance y est d'abord présentée comme une nécessité, un fait prévisible. Y est ensuite critiqué le mythe de la croissance comme dogme des classes dominantes au service de la reproduction d'une société inégalitaire, puis le fait que pour les libertaires, il ne s'agit pas d'opérer une restriction générale ne prenant pas en compte ces inégalités matérielles et sociales entre les pays du Nord et ceux du Sud, mais aussi entre les classes sociales. La décroissance, pour les libertaires, implique donc, comme pour l'ensemble des décroissants de gauche, une critique des inégalités sociales, permettant la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population. Ensuite, la première décroissance envisagée est celle des activités parasites générées par le capitalisme, dont en particulier les activités et les pratiques sociales liés à la logique marchande, dont la publicité, (mais on pourrait aussi parler de l'obsolescence programmée, du packaging, des produits à usage unique, etc.), et à l'organisation des systèmes guerriers et répressifs. Enfin, la décroissance est abordée dans le cadre d'un projet collectif (« un service public universel »), en relativisant une certaine autosuffisance des pratiques de « simplicité volontaire » dont l'impact sur le système est en réalité quasiment inexistant.

Cet article pose donc les bases élémentaires d'une Décroissance Libertaire, même si la réflexion sur un certain nombre de points mériterait d'être approfondie dans des publications plus conséquentes. C'est par exemple le cas de la décroissance de la population, qui demeure un sujet extrêmement épineux, voire tabou, mais sur lequel il est quand même possible d'affirmer, d'une part, qu'il est encore possible d'offrir des conditions de vie décentes à l'ensemble des personnes actuellement existantes, et qu'il serait nécessaire de développer la contraception et de combattre les idéologies natalistes, dont les origines remontent à des pensées religieuses apparues dans des sociétés de pénurie et d'insécurité, ou encore dont la promotion a été faite par les Etats dans le cadre de politiques bellicistes. C'est aussi le cas, par exemple, de l'interrogation sur la soutenabilité envisageable d'une société débarrassée des aberrations capitalistes, qui impliquerait une réflexion sur la responsabilité et l'auto-limitation, dont les fondements sont très certainement analogues à ceux qui s'appliquent à la Démocratie Libertaire.

Dans une motion de congrès intitulé « Face au défi écologique, trois révolutions sont nécessaires », on retrouve la réflexion qui suit <sup>51</sup>:

La notion de décroissance est souvent associée à la simplicité volontaire. (...) Il est vain d'espérer une généralisation de ce genre de pratiques, la vraie solution ne pouvant être que collective, et passant par une transformation radicale de la société.

La notion de « décroissance » en tant que telle n'apporte aucune solution si elle n'est pas associée à une rupture avec le capitalisme.

► L'objectif d'une décroissance reste dérisoire s'il n'est lié à celui de l'appropriation collective des moyens de production. Une vision a-classiste de la décroissance ne constituerait qu'une nouvelle lune idéologique à la mode, et les communistes libertaires n'y peuvent souscrire. Elle conduirait, au pire, à une politique de rationnement pour les classes populaires, au mieux, aux diverses solutions individuelles de « simplicité volontaire » sans impact global.

► La « décroissance » est un aspect et non la totalité de la solution au bouleversement climatique - il faut y adjoindre une révolution dans les modes d'échange et de production.

► La « décroissance » ne peut être un objectif dans l'absolu : si les pays du Nord consomment trop, nombre de pays du Sud ont besoin de développement, d'infrastructures de transport, d'éducation, de santé. Et y compris au sein des pays du Nord, un accès amélioré aux mêmes services pour les groupes sociaux défavorisés est une nécessité.

Militant(e)s communistes libertaires, nous n'avons aucun penchant pour l'exotisme qui voit dans le dénuement et la pauvreté un « supplément d'âme » à ce monde sans pitié. La nécessaire révolution dans les modes de consommation ne peut donc s'entendre que différenciée selon les régions du monde. Pour schématiser : il faut que les « riches » consomment moins pour que les « pauvres » vivent mieux.

Dans ce passage, d'une certaine manière très ambigu dans sa formulation, on pourrait penser que les auteurs admettent, plutôt que de contester, le fait que la décroissance soit assimilée à la simplicité volontaire... pour mieux la critiquer. Sur ce point, il est tout de même nécessaire de préciser que la promotion de l'aspect simplicité volontaire s'inscrit dans une logique principalement

---

<sup>51</sup> « Face au défi écologique, trois révolutions sont nécessaires », 3.2 Révolution dans les modes de consommation : la question de la décroissance, VIIIe congrès d'Alternative libertaire - Agen - octobre 2006, <http://alternativelibertaire.org/?Face-au-defi-ecologique-trois>.

médiatique. Comme on le sait, les choix politiques des directions éditoriales des médias de masse ont tendance à valoriser les aspects les moins contestataires des mouvements de contestation de la société, afin de neutraliser la révolte et de rendre ses pratiques récupérables, ou du moins de les amener à une forme de coexistence non-subversive pour la société capitaliste. A travers les médias dominants se diffuse alors une certaine idée de la décroissance comme mode de vie plus sain et authentique qui est alors suivi par une petite partie de la population. Mais on ne peut réduire la décroissance à cela.

Ainsi, lorsque les auteurs affirment que la solution ne peut-être que collective, ils rejoignent ce que défendent, par exemple, les militants du Parti Pour la Décroissance (PPLD), ou le Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC).

En effet, dans l'ouvrage collectif « un projet de Décroissance », Vincent Liegey, membre du PPLD, identifie quatre niveaux politiques de la Décroissance, dont le collectif<sup>52</sup> :

- **Le collectif** : à travers les alternatives concrètes, mises en avant dans ce livre.
- **Le projet** : projet de transition et aussi réflexion sur ce que peuvent être des sociétés de Décroissance (4).
- **La visibilité** : l'organisation de rencontres-débats, de manifestations, le passage dans les médias, la participation à des élections de manière non-électorale (5).
- **L'individuel** : à travers la simplicité volontaire et la décolonisation de l'imaginaire.

Les militants du mouvement des Objecteurs de Croissance définissent quant à eux les « trois pieds de l'Objection de Croissance, que sont<sup>53</sup> :

- le pied « spectaculaire » : des manifestations, des pétitions et des votes.
- le pied des expérimentations : des alternatives concrètes et des contre-pouvoirs.
- le pied du projet : de l'utopie, oui ; du programme, non.

La référence au collectif n'est pas ici explicite, mais elle transparaît dans les actions collectives définies dans le « pied « spectaculaire » », mais aussi dans « le pied des expérimentations », les alternatives concrètes étant souvent collectives, les contre-pouvoirs également. Enfin, le collectif est présent dans le « pied du projet », puisqu'il est ici clairement question d'un projet de société et non individuel.

Comme on peut le constater, les deux organisations principales de la décroissance en France sont porteuses d'une dimension collective, et ne réduisent pas leur champ d'action à la simplicité volontaire.

L'autre argument, présenté par les auteurs de la motion de congrès d'Alternative Libertaire présentée plus haut, est que « *La « décroissance » est un aspect et non la totalité de la solution au*

---

<sup>52</sup> V.Liegey, « Repolitiser la société, relocaliser la politique », in *Un projet de décroissance*, [http://www.projet-decroissance.net/?page\\_id=399](http://www.projet-decroissance.net/?page_id=399)

<sup>53</sup> <http://www.les-oc.info/2009/07/3-pieds/>

*bouleversement climatique - il faut y adjoindre une révolution dans les modes d'échange et de production.* ». Il est ici difficile d'identifier, faute d'un développement plus conséquent de l'argumentation, ce que les auteurs entendent par « révolution dans les modes d'échange et de production ». Cette idée mériterait d'être précisée afin de pouvoir ouvrir le débat. En effet, au niveau de la production, la décroissance implique un autre usage des ressources et des matériaux, basé sur la durabilité augmentée, le produire utile, l'autolimitation. Au niveau de la distribution, des échanges, elle appelle au développement des circuits courts, de la relocalisation de la production. Si on prend en compte également les critiques du centralisme étatique ou bureaucratique, développées depuis les années 70 par les écologistes, et reprises par les décroissants<sup>54</sup>, on peut aussi aboutir à une forme de décentralisation et de fédéralisme, qui rejoignent le concept d' « autonomie productive »<sup>55</sup>, développé par Alternative Libertaire. Ensuite, s'il est évident que la décroissance n'est qu'un aspect du problème, l'autre étant plutôt de l'ordre de l'aspect sanitaire ou de l'équilibre dans les bio-interactions. Cependant, on peut aussi penser que cette interrogation est contenue dans la problématique ou les objectifs du Communisme Libertaire. En effet, le Communisme Libertaire est un mouvement qui est l'héritier des grands courants progressistes et philanthropes des siècles passés, du socialisme, du communisme, de l'Anarchisme. Il contient donc pour finalité de répondre aux besoins élémentaires des hommes : se vêtir, se loger, se soigner, etc. En cela, c'est le communisme libertaire qui apporte la base réflexive permettant cette autre partie du problème. De plus, comme le communisme libertaire est une pensée du collectif, son contenu, sa réflexion sur les rapports sociaux, son éthique, nous fournissent les outils de départ pour penser l'équilibre des relations avec le reste de la biodiversité.

Enfin, venons-en à l'argumentation sur les pays du Sud et l'exotisme de la pauvreté. Le mouvement de la Décroissance s'est particulièrement développé avec l'Altermondialisme, qui accordait une importance particulière au rééquilibrage des rapports Nord/Sud. De plus, une des affirmations phares des décroissants, en particulier du MOC et du PPLD, est que la première des décroissances est celle des inégalités, et ce, à la fois dans les différences internationales ou intercontinentales en termes de développement, mais aussi, au sein de ces ensembles territoriaux, entre les différentes classes sociales. Si elle développe une critique sévère du productivisme et du consumérisme marchand, la décroissance – du moins celle qui est structurée en courant politique, qui relève du bon sens, et qui mérite qu'on s'y intéresse, qu'on s'en empare – n'a donc rien à voir avec un « *exotisme qui voit dans le dénuement et la pauvreté un « supplément d'âme » à ce monde sans pitié* ».

## **B Modèle économique envisagé ?**

Dans les travaux de Tertrais et les propositions de la Fédération Anarchiste, la Décroissance Anarchiste/Libertaire demeure traversée par une indétermination quant au modèle socio-économique envisagé. En effet, s'il est clair qu'il est question de décroissance Anarchiste/Libertaire, que celle-ci implique l'égalité sociale et la fin de l'Etat, il n'est pas spécifié dans les travaux de Tertrais s'il s'agit d'une Décroissance « Socialiste Libertaire », « Collectiviste Libertaire » ou « Communiste

---

<sup>54</sup> Ici, on peut faire appel au concept de « Mégamachine », développé par Serge Latouche.

<sup>55</sup> « Contre le libre échange : l'autonomie productive »

<http://alternativelibertaire.org/?Contre-le-libre-echange-l>

« Alternative : Ni protectionnisme, ni libre échange : autonomie productive »

<http://alternativelibertaire.org/?Alternative-Ni-protectionisme-ni>

Libertaire ». Cette distinction peut apparaître au prime abord comme une question de vocabulaire sans importance, et il est vrai que de manière pratique et immédiate, cette question se pose peu. Cependant, en termes de projet de société, de buts à atteindre sur le long terme, elle pose la question du moment où les Anarchistes/Libertaires considèrent que leur objectif est atteint, et, par conséquent, celles des tâches qu'il reste à accomplir, de la nécessité d'une organisation spécifiquement Anarchiste/Libertaire et de sa propagande, du moment où l'on estime que le courant anarchiste n'a plus de raison d'exister car la société tout entière a été gagnée à ses positions. Par conséquent, il est important ici d'aller creuser le sens de chacune de ces expressions afin de comprendre les modèles sociaux économiques qu'ils sous-tendent et les enjeux qui y sont liés.

## 1 Positionnement de la Fédération Anarchiste

Au niveau de la Fédération Anarchiste, il semble que le Communisme Anarchiste/Libertaire constitue l'option préférentielle<sup>56</sup> :

*« 1. La Fédération Anarchiste est une association d'anarchistes révolutionnaires reconnaissant la lutte des classes. Nous visons l'abolition de toute hiérarchie, et luttons pour créer une société mondiale sans classes : le communisme anarchiste. ».*

Buts et Principes, Fédération Anarchiste

Cependant, dans « L'organisation économique envisagée dans une société anarchiste »<sup>57</sup>, cette proposition semble relativisée :

*« (...) si nos préférences vont vers le communisme libertaire, comme système ouvert et perfectible, nous ne refusons systématiquement - mis à part, bien sûr, les régimes bourgeois et totalitaires - aucun autre mode d'organisation sociale, qui peut être de type mutualiste, collectiviste, coopératif, pourvu qu'ils éliminent toute exploitation de l'homme par l'homme. »*

La Fédération Anarchiste affirme ici défendre le Communisme Libertaire comme option préférentielle, sans pour autant être fermée à d'autres systèmes. Cependant, il n'est pas ici précisé s'il s'agit d'une stabilisation de la société sur des bases Socialistes, Collectivistes ou Communistes Libertaires, ou s'il peut s'agir d'étapes successives, de phases de transition, etc. Il est vrai que ce n'est jamais l'organisation révolutionnaire, mais la société en action, qui détermine les formes sociales et économiques qu'elle adopte, et que les révolutionnaires, en particulier Libertaires, n'ont qu'un rôle de proposition dans ce processus. Cependant, la réflexion ne porte pas ici sur les choix hypothétiques que la société fera, mais sur la nature des propositions que les révolutionnaires, les Anarchistes/libertaires, vont avancer. Or, il s'agit bien de proposer, de revendiquer, des modèles sociaux émancipateurs, qui soient les plus avancés possibles, et non des propositions intermédiaires et concessives, qui ne dévoileraient pas l'ensemble du potentiel d'émancipation que la société contient. En effet, comme nous le verrons par la suite, le communisme libertaire est né des critiques et de la volonté de dépassement des imperfections des modèles socialistes et collectivistes libertaires.

## 2 Quelles différences entre Socialisme, Collectivisme et Communisme Libertaire ?

<sup>56</sup> <http://www.federation-anarchiste.org/spip.php?article76>

<sup>57</sup> <http://www.federation-anarchiste.org/spip.php?article112>

Comme nous l'avons expliqués précédemment, dans de nombreux courant Anarchistes/Libertaires, cette différence ne semble être que sémantique. Cependant, elle porte en réalité sur des points fondamentaux des modèles socio-économiques envisagés. Sur le site de la revue « Limites », cette différence est expliquée de la manière suivante<sup>58</sup> :

*« Dans les théories libertaires, il y a plusieurs approches de la propriété. Proudhon représente le courant socialisme libertaire, appelé aussi « mutuellisme » ou fédéralisme autogestionnaire. Bakounine est le représentant du collectivisme libertaire. A la mort de Bakounine (1814-1876), le socialisme libertaire se scinda entre le collectivisme libertaire de Bakounine et l'anarcho-communisme (créé en 1876) ou communisme libertaire dont Kropotkine (1842-1921) est le principal représentant (Jean Coste, 2006). « Le collectivisme libertaire de Bakounine essayait donc de concilier Proudhon et Marx » (Daniel Guérin, 1957), c'est-à-dire la socialisation de la propriété des moyens de production et l'autogestion.*

*Dans le cadre du socialisme libertaire de Proudhon, la propriété privée des moyens de production est conservée pour les familles de paysans, et ceux-ci s'organisent en mutuelles ou en coopératives, et enfin en fédérations agricoles. Les petites entreprises sont collectivisées (et non nationalisées), c'est-à-dire que la propriété et les décisions appartiennent cette fois à tous les travailleurs de l'entreprise et non à l'Etat. En revanche, les grandes entreprises n'appartiennent plus à des individus particuliers mais à l'Etat, et restent autogérées. Après avoir proféré que « la propriété, c'est le vol » en 1840, Proudhon transforme un peu sa position en affirmant que « la propriété, c'est la liberté. [...] La propriété est la seule force capable de servir de contrepoids au pouvoir de l'Etat » (Pierre Joseph Proudhon, 1866). A la différence de Proudhon et du socialisme libertaire (la Fédération anarchiste actuelle), les collectivistes libertaires et les communistes libertaires veulent socialiser l'ensemble des moyens de production. C'est-à-dire que les entreprises n'appartiendraient qu'à la société dans son ensemble, mais plus aux travailleurs ; en revanche, elles seraient autogérées.*

*Les collectivistes libertaires « **maintiennent le salariat** et une forme de répartition suivant le mérite. En fonction de cette répartition, chacun est propriétaire des fruits de son travail » mais pas des moyens de production (Irène Pereira, 2009 : 559). »*

Thierry Burgvin, « La décroissance autogestionnaire : une alternative au capitalisme »

Le Socialisme Libertaire abolit donc la propriété capitaliste, mais maintien la possession individuelle. Bien qu'il se base sur un principe coopératif, mutualiste, et donc sur une certaine forme de solidarité, il et ne rompt ni avec la séparation entre producteurs et consommateurs, ni avec la possible mise en concurrence d'unités de productions autogérées. Le Collectivisme Libertaire rend la société propriétaire de l'ensemble des moyens de production, mais il n'abolit pas le salariat, et maintient la rémunération au mérite et à la quantité de travail effectuée.

Le Communisme Libertaire pose une rupture avec ces deux modèles au sens où :

*« Communisme désigne aussi (...) des rapports socio-économiques reposant sur l'absence de rapports marchands, selon le principe : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins » et se distingue ainsi du socialisme (ou collectivisme) qui a pour principe « de chacun selon ses capacités à chacun selon son travail ». »<sup>59</sup>*

<sup>58</sup> <http://www.limite.eu/la-decroissance-autogestionnaire-une-alternative-au-capitalisme/>

<sup>59</sup> <http://fra.anarchopedia.org/Communisme>

De plus :

« La discussion entre collectivisme et communisme se déroulera principalement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les deux grandes différences avec les anarcho-communistes sont :

1. Les anarcho-communistes défendent le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

2. Les anarcho-communistes proposent que les associations (en autonomie), voire la fédération de ces associations recensent les besoins (et les capacités disponibles), permettant ainsi aux individus concernés de déterminer la production et la distribution nécessaires pour répondre uniquement à ces besoins. Le collectivisme, au contraire, propose de gérer par le syndicat ou par d'autres moyens la production. »<sup>60</sup>

Enfin :

« Le choix du communisme plutôt que du collectivisme est vite apparu vital pour une partie du mouvement anarchiste à cause de la crainte d'un centralisme économique que pouvait amener la théorie collectiviste. En effet, cette théorie proposait de définir la valeur du travail effectué, et ceci selon le temps ou la tâche effectuée. Cela impliquait qu'il y ait un centralisme économique qui définirait cette valeur (en monnaie ou en bons de consommation), et donc des personnes spécialisées dans la définition de la valeur du travail (des gestionnaires, des spécialistes ?) ; théoriquement et pratiquement, cela aurait été évidemment inacceptable pour les anarchistes, pour qui il n'est ni possible ni souhaitable de définir une valeur à l'activité humaine. La théorie communiste anarchiste balaya toutes ces contraintes ou manquements associés au collectivisme libertaire, et le communisme devint pour une bonne part des anarchistes le successeur du collectivisme dans de nombreuses contrées (les espagnols garderont longtemps le collectivisme comme base économique envisagée, et ceci jusqu'au début des années 1930, où cela fut changé lors d'un congrès). »<sup>61</sup>

Ainsi, suivant ces propos, le Communisme Libertaire, au contraire du Socialisme et du Collectivisme Libertaire, vise à terme la suppression de la hiérarchie des salaires et du salariat en général, ainsi que l'abolition des rapports marchands. Il s'en distingue également du fait que ce sont des associations autonomes et fédérées qui déterminent la production et les besoins, et non les syndicats ou l'Etat fédéral.

Sur le site FAQ Anarchiste, la différence entre ces courants n'est pas exactement définie de la manière dont nous venons de l'expliquer. Le « socialisme anarchiste » y est considéré comme un paradigme englobant, tandis que ce que nous avons précédemment identifié comme « Socialisme Libertaire » est ici qualifié de mutualisme<sup>62</sup> :

« Il existe quatre tendances majeures au sein de l'anarchisme socialiste : le mutualisme, le collectivisme, le communisme et le syndicalisme. »

<sup>60</sup> [http://fra.anarchopedia.org/Collectivisme libertaire](http://fra.anarchopedia.org/Collectivisme_libertaire)

<sup>61</sup> [http://fra.anarchopedia.org/communisme libertaire](http://fra.anarchopedia.org/communisme_libertaire)

<sup>62</sup> FAQ Anarchiste, « A.3.2 Y-a-t-il des différents types d'anarchisme socialiste ? »  
<http://faqanarchiste.free.fr/secA3.php3#seca32>

Il est également spécifié que :

*« La seule différence majeure qui existe est entre le mutualisme et les autres types d'anarchisme socialiste. »*

En effet, le mutualisme y est qualifié de « *socialisme de marché* », se déclinant en une version individualiste et une version socialiste anarchiste de type fédéraliste. Il se distingue du collectivisme et du communisme anarchiste du fait que :

*« Les autres formes d'anarchisme socialiste ne partagent pas le soutien aux marchés, même ceux non-capitalistes. Au lieu de ça, ils pensent que mettre en commun la production et partager librement l'information et les produits entre coopératives permet de mieux assurer la liberté. En d'autres termes, les autres formes d'anarchisme socialiste sont basées sur la propriété commune (et sociale) par des fédérations d'associations de producteurs et de communes plutôt que sur le système mutualiste de coopératives individuelles. »*

Cependant, collectivisme et communisme anarchiste divergent pour les raisons suivantes :

*« La différence majeure entre collectivistes et communistes porte sur la question de la "monnaie" après une révolution. Les anarcho-communistes considèrent que la suppression de la monnaie est essentielle, alors que les anarcho-collectivistes considèrent que la fin de la propriété privée des moyens de production est la clé. (...) Ainsi, tandis que le collectivisme et le communisme organisent tous deux la production en commun via des associations de producteurs, ils diffèrent sur la façon dont les biens produits seront distribués. Le communisme est basé sur la libre consommation de tout tandis que le collectivisme est très probablement basé sur la distribution de biens en fonction du travail effectué. Cependant, la plupart des anarcho-collectivistes pensent que, au fil du temps, avec l'augmentation de la productivité et un sens de la communauté devenu plus fort, la monnaie va disparaître. Les deux sont d'accord sur le fait que, à la fin, la société fonctionnera selon la maxime communiste : "De chacun suivant ses compétences, pour chacun suivant ses besoins." Ils ne sont simplement pas d'accord sur la vitesse à laquelle cela arrivera. »*

A cela, il faut ajouter que :

*« En ce qui concerne les anarcho-communistes, ils pensent que "le communisme -- au moins partiel -- a plus de chance d'être établi que le collectivisme" après une révolution. [Op. Cit., p. 298] Il pensent que des mouvements en direction du communisme sont essentiels puisque le collectivisme "commence par abolir la propriété privée des moyens de production et se retourne immédiatement en revenant au système de rémunération suivant le travail effectué, ce qui signifie la réintroduction de l'inégalité." [Alexander Berkman, What is Anarchism?, p. 230] Plus vite on passe au communisme, moins on a de risque de voir de nouvelles inégalités se développer. »*

Le texte se poursuit en abordant la question du courant Anarcho-syndicaliste. Ce courant ne pose pas de différence majeure avec les courants collectivistes et communiste Anarchistes en termes de projet de société, mais défendent l'option syndicaliste révolutionnaire, c'est-à-dire le fait que ce

sont les syndicats qui, après la révolution et selon les principes du fédéralisme et de la démocratie directe, gèreront la production. Au contraire, le Communisme Libertaire, comme nous l'avons vu précédemment, implique que la production soit organisée par des associations ou bien des communes libres et fédérées entre elles. C'est ce que l'on désigne par « Communalisme Libertaire »<sup>63</sup>. Le courant « conseilliste libertaire », quand à lui, revendique le fait que l'ensemble des travailleurs, organisés en conseils, gèrent leur unité de production. Le syndicat ne gère pas les unités de production, et doit demeurer un contre-pouvoir, un outil d'auto-défense spécifique des travailleurs contre les injustices et les oppressions postérieures qui pourraient apparaître. D'une certaine manière, ce rapport entre anarcho-syndicalisme, conseillisme libertaire et communalisme libertaire a déjà été résolu sur le plan théorique. Les communes sont organisées en fédérations de communes, puis au niveau régional, puis en fédérations de régions, et ainsi de suite ; de même pour les conseils ou les syndicats, organisés en fédérations professionnelles, de branches, etc.<sup>64</sup>. Les problèmes qui concernent la commune ou la fédération de communes, la région ou la fédération de région sont traités à cette échelle, les problèmes concernant la sphère de la production sont traités à l'échelle où ils s'appliquent. Cette question, relative à l'autogestion généralisée, a été explicitée de manière plus ou moins analogue par Cornélius Castoriadis<sup>65</sup> :

*« Nous voulons une société autogérée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Une société qui se gère, c'est-à-dire se dirige, elle-même. Mais cela doit être encore précisé. Une société autogérée est une société où toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. C'est-à-dire un système où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment le faire, dans les seules limites que leur trace leur coexistence avec d'autres unités collectives. Ainsi, des décisions qui concernent les travailleurs d'un atelier doivent être prises par les travailleurs de cet atelier ; celles qui concernent plusieurs ateliers à la fois, par l'ensemble des travailleurs concernés, ou par leurs délégués élus et révocables ; celles qui concernent toute l'entreprise, par tout le personnel de l'entreprise ; celles concernant un quartier, par les habitants du quartier ; et celles qui concernent toute la société, par la totalité des femmes et des hommes qui y vivent. »*

On ne serait l'expliquer aussi clairement !

D'ailleurs, il ne s'agit pas du seul point où la réflexion de Castoriadis recoupe les propositions Libertaires. Dans ce même article, Cornélius Castoriadis y déconstruit totalement le principe de hiérarchisation des salaires selon la position, le statut ou la compétence, et se place du côté de l'égalité des salaires. Il déconstruit également, à travers la problématique de l'autogestion, la prétendue nécessité d'un commandement hiérarchique au niveau professionnel, tout comme politique d'ailleurs. Nous n'en sommes pas encore à l'abolition du salariat, mais nous dépassons déjà

---

<sup>63</sup> [http://fra.anarchopedia.org/Communalisme\\_libertaire](http://fra.anarchopedia.org/Communalisme_libertaire)

<sup>64</sup> [http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Monde\\_nouveau\\_chapitre\\_IV.pdf](http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Monde_nouveau_chapitre_IV.pdf)

<sup>65</sup> Le texte intégral d'« Autogestion et Hiérarchie » de Castoriadis peut être trouvé en ligne aux adresses suivantes :

[https://collectiflieuxcommuns.fr/spip/IMG/pdf\\_Autogestion\\_Hierarchie\\_Castoriadis\\_-2.pdf](https://collectiflieuxcommuns.fr/spip/IMG/pdf_Autogestion_Hierarchie_Castoriadis_-2.pdf)

<http://www.infokiosques.net/IMG/pdf/Autorarchie.pdf>

<http://1libertaire.free.fr/Autogestion26.html>

les éternelles querelles autour de l'étendue de l'échelle mobile des salaires pour défendre le salaire unique.

Revenons-en, à présent, à notre exposé sur les différences entre socialisme/mutuellisme, collectivisme et communisme libertaire. Pour résumer, l'ensemble des anarchismes issus du mouvement ouvrier se réclament de la démocratie directe, du mandat impératif et de la possibilité de révocation immédiate des mandatés, du fédéralisme, de l'autogestion. Les collectivistes et communistes libertaires s'accordent sur la propriété collective des moyens de production et la logique d'entraide. Les communistes libertaires défendent de surcroît l'abolition du salariat, la fin de l'économie de marché et la logique de prise au tas.

### 3 Sur le communisme Libertaire d'AL et la thèse de la bi-économie

Dans « *un projet de société communiste libertaire* », qui consiste plus en une description d'un modèle de transition vers une société communiste libertaire qu'en un projet social en tant que tel, est évoquée une thèse intéressante sur la séparation de l'économie. Cette économie double se découperait en :

« - **un secteur de biens et de services libres et gratuits.** C'est la prise au tas pour un « *minimum vital* », services publics, santé, transports, éducation, logement, dont la liste totale serait à fixer dans le cadre des grandes décisions soumises à la consultation de toute la société ;

- **un marché libre pour la consommation individuelle** : en toute liberté, chacun pourrait choisir selon ses goûts, ses priorités. La répartition égalitaire étant assurée par une égalisation du pouvoir d'achat. »<sup>66</sup>

On retrouve la même réflexion dans le manifeste d'Alternative Libertaire :

« *La production échappe aux impératifs des profits. Ce sont les besoins humains qui deviennent déterminants. Ces besoins ne sont pas et ne seront jamais « objectifs » : ils répondent à des données culturelles, à des aspirations personnelles, mais aussi à ce que la production propose. Il y a donc une grande diversité de besoins qui appellent un système forcément complexe de détermination des impératifs de production. Deux mécanismes parallèles nous paraissent pouvoir être mis en place. L'un de planification et de coordination générale autogérée, qui centralise les besoins recensés dans les communes et les régions, les unités et les fédérations de production. Cette planification assure la mise en œuvre collective des grandes transformations. Et elle garantit à tous la satisfaction des besoins fondamentaux, de façon libre, gratuite, solidaire : logement, santé, formation, nourritures de base... L'autre mécanisme recouvrirait l'intervention spontanée des individus et des communautés de base s'exprimant dans un marché libéré des contraintes de l'économie marchande mais permettant l'accès libre de chacun aux produits et aux services de son choix.* »<sup>67</sup>

<sup>66</sup> Alternative Libertaire, *Un projet de société communiste libertaire*, pp. 81-82

<sup>67</sup> « Pour un communisme libertaire », Manifeste d'Alternative Libertaire, p.13.  
<http://alternativelibertaire.org/?Pour-un-communisme-libertaire>

Au-delà de l'économie collective propre au Communisme Libertaire, qui impliquerait une forte réduction du temps de travail, pourrait se développer une seconde économie, un marché libre débarrassé des contraintes de l'économie de marché. Cette proposition d'organisation de l'activité socio-économique laisse penser à une hybridation entre les thèses communistes ou collectivistes libertaires d'une part, en ce qui concerne la satisfaction des besoins fondamentaux, et socialistes/mutuellistes libertaires d'autre part, en ce qui concerne les besoins seconds. Outre que le terme marché, même s'il est ici envisagé de manière non capitaliste, sans plus de précisions, reste très connoté, renvoyant notamment à la logique marchande, à son fétichisme, et qu'il aurait peut-être fallu préférer le terme d'activités libres, cette thèse soulève ici quatre questions.

Tout d'abord, s'agit-il d'une forme de second travail, qui s'effectuerait sur le temps libre de l'individu une fois que celui-ci se serait acquitté des tâches collectives ? En effet, il serait injuste de regonfler le temps de travail de ceux qui souhaiteraient vivre modestement en contribuant aux besoins collectifs élémentaires, sous prétexte de libérer du temps pour que des personnes s'attèlent à un travail annexe.

Ensuite, comment assurer, garantir, la séparation entre une économie de la satisfaction des besoins collectifs et une économie au-delà des besoins collectifs ? Sur ce point, l'expérimentation de monnaies locales non convertibles, destinées à certains achats, nous apporte des pistes intéressantes. Ces monnaies permettraient d'assurer l'implantation des unités de production au seul niveau local, de limiter la circulation des biens produits à des circuits courts, et limiterait ainsi le développement d'une croissance extensive nécessairement biocide. Cette proposition entre en outre en résonance avec la thèse d'Alternative Libertaire sur le développement de l'autonomie productive.

Au-delà de parler d'un marché libre, il serait intéressant de s'interroger sur la thèse de la dé-marchandisation générale et du développement d'une production libre et gratuite, basée sur le don et la volonté de partage, plutôt que sur l'échange et le calcul coût/avantage. Ce type de rapports sociaux d'échanges permettrait de se distancier de la logique de convertibilité quantitative propre à la logique marchande, et ainsi de garantir une séparation nette entre économie des besoins et production libre au-delà des besoins.

Enfin et surtout, ces possibles créations d'appendices productives à l'économie des besoins doivent malgré tout être interrogées en termes de soutenabilité et s'inscrire dans le cadre des problématiques de Décroissance, puis de sobriété énergétiques et d'autolimitation des formes de consommation matérielles.

Pour parvenir en deçà des seuils limites de soutenabilité – consommation de moins d'une planète, réduction des émissions de CO2 de 99%, sortie des énergies fossiles et transition vers la sobriété énergétique sur la base des énergies renouvelables – cette économie de la post-nécessité devrait nécessairement être modérée, afin de parvenir à satisfaire les besoins les plus élémentaires de toutes et tous en termes d'alimentation, d'habitat, de santé, d'éducation, de logement, dans le cadre d'une transition décroissante vers des modèles de production-consommation soutenables.

Une fois passé sous ce seuil de soutenabilité, il faudrait que le développement de ces économies libres soit suffisamment minimal afin de ne pas impliquer un re-dépassement des limites

biologiquement supportables. Cette thèse signifie que l'économie des besoins serait suffisamment minimale pour ne pas affleurer à elle seule les limites de soutenabilité de la société Communiste Libertaire.

Ainsi, tout comme la notion d'abondance, la thèse de la satisfaction illimitée des besoins illimités, et celle de la prise au tas, la thèse de la bi-économie doit être débattue de manière plus approfondie, à la fois dans le sens de la non convertibilité monétaire entre sphère des besoins fondamentaux et sphère des besoins secondaires et dans le sens du développement de la gratuité et des échanges non marchands, qui constitueraient une base garantissant une non régénération des rapports sociaux capitalistes, ainsi que dans le sens de la soutenabilité matérielle d'une telle sphère productive dans une société Communiste Libertaire répondant aux impératifs biologiques de la Décroissance.

#### **4 L'Abolition du Salarial et de l'économie marchande**

Comme nous l'avons constaté précédemment, la société communiste libertaire s'articule donc autour de la démocratie directe, du fédéralisme, du mandat impératif, de la révocabilité des mandats, mais aussi de l'autogestion, de la propriété commune des moyens de production, de l'abolition du salariat et de l'économie marchande.

Chacun peut alors se servir librement des moyens de production pour produire ce dont il a besoin. Quand à la distribution, elle est répartie de la manière suivante : prise au tas pour ce qui est abondant, rationnement en fonction des besoins recensés et des ressources disponibles pour ce qui est soumis à la rareté.

##### **a) L'abolition du Salarial**

Il y a deux manières de comprendre le concept d'« abolition du salariat »<sup>68</sup>. La première, la plus connue et la plus commune, consiste dans l'abolition du rapport salarial<sup>69</sup>, qui lie, à travers un contrat de travail, le salarié et son patron. Il s'agit d'un rapport social profondément inégalitaire. Le « prolétaire » ne possède que sa force de travail qu'il peut vendre au patron (ou non, mais dans ce cas, dans la société capitaliste, l'alternative réside dans la misère). Le patron peut se dégager une marge de profit en ne rémunérant pas le salarié en fonction du prix de vente de la production. Marx qualifiait ce rapport social d'« exploitation ». De plus, le patron détient le pouvoir d'employer ou non, de fixer le salaire, la hiérarchie des salaires, les horaires, de décider de la nature de la production. Cette confiscation du pouvoir de décision et de maîtrise de l'activité de production par les travailleurs eux-mêmes correspond au concept d'« aliénation » chez Marx.

L'abolition du Salarial suppose donc l'abolition du droit de propriété individuelle, du droit de décision individuel concernant la nature de la production et l'organisation du travail dans le cadre du travail collectif. Elle suppose la propriété collective, ou commune, des moyens de production, et l'autogestion de la production par les travailleurs eux-mêmes.

---

<sup>68</sup> Nous précisons bien ici dans le cadre de la propriété commune des moyens de production, comme elle fut originellement formulée par le mouvement ouvrier, sans quoi cette suppression reviendrait à rétablir des formes d'exploitation historiquement dépassées comme l'esclavage ou le servage.

<sup>69</sup> C'est cette version de l'abolition du salariat que l'on peut retrouver dans la synthèse suivante : [http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Abolition\\_du\\_salarial.pdf](http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Abolition_du_salarial.pdf)

Elle suppose aussi la rupture avec la logique trompeuse – car elle ferait penser à une forme de communisation, sans en être vraiment une – de « nationalisation des moyens de production », c'est-à-dire de placement de l'appareil productif sous contrôle de l'Etat, de la technobureaucratie. En effet, la technobureaucratie d'Etat pourrait alors comme le patron, décider de qui peut ou non être employé, de la nature de la production, des horaires, de l'organisation du travail, de la hauteur et de la hiérarchie des rémunérations. Il s'agirait d'un « salariat d'Etat » et non d'une abolition du salariat, qui ferait de l'Etat un propriétaire capitaliste, en concurrence avec les autres puissances capitalistes, capable de dégager des profits pour rémunérer sa propre hiérarchie de manière plus importante et se mettant en concurrence avec les autres Etat pour la suprématie économique. Une telle perspective ne peut être tenable.

D'un autre côté, pour être opérante, l'autogestion, comme nous avons pu l'évoquer précédemment, ne peut être partielle, limitée à une seule unité de production. D'abord, parce qu'un certain nombre de décisions se prennent au-delà de la simple unité de production. D'autre part, parce que l'isolement des unités productives et la séparation des sphères de la production et de la consommation génèreraient un système de concurrence et d'inégalités, et maintiendrait inéluctablement une forme de salariat. Cette limite suppose donc que les unités de production se fédèrent entre elles et avec la sphère de la consommation, afin de mettre en place une autogestion généralisée à l'ensemble de la société, abolissant la concurrence et les inégalités.

#### **b) L'abolition du salariat à travers l'abolition de l'économie marchande**

La seconde manière de comprendre le concept d'abolition du salariat implique la première, tout en allant plus loin. En effet, si l'abolition du salariat, en son sens restreint, abolit la propriété capitaliste, voir la concurrence entre unités productives et/ou la gestion économique par un socialisme d'Etat ; elle n'abolit pas la possibilité d'accumulation monétaire individuelle.

Nous ne parlons pas ici uniquement du caractère fétiche de la monnaie, ou de la logique spéculative. La monnaie, en tout cas lorsqu'elle est matérialisée, n'est en fait qu'un symbole<sup>70</sup>, un principe de reconnaissance réciproque d'une appartenance sociale commune, et en cela, elle ne pose pas de problème de fond. La seule possession de bouts de papiers ou de rondelles métalliques n'apporte rien « en soi » à celui qui les possède, si l'on ne reconnaît pas une valeur, un droit, une capacité, un pouvoir, à un individu en fonction de la quantité monétaire qu'il possède. On pourrait ainsi décider, à l'échelle de la société toute entière, que la fortune l'homme<sup>71</sup> le plus fortuné du monde ne compte pour rien, et que l'on n'échange plus quoi que ce soit avec lui. Sa fortune ne lui servirait alors à rien. De fait, cette fortune disparaîtrait socialement.

La spéculation, quant à elle, constitue une conséquence de ce premier phénomène de possession et d'accumulation monétaire. Elle s'est développée sous forme systémique dans le cadre

---

<sup>70</sup> Symbole provient du Latin Symbolum. Il désigne un anneau coupé en deux que des personnes, qui allaient s'éloigner géographiquement durant une longue période, utilisaient pour se retrouver des années plus tard. Le symbole contient par conséquent les notions de reconnaissance et de réciprocité. De reconnaissance dans la mesure où l'objet matériel permet d'appeler à un contenu. De réciprocité, du fait que cette reconnaissance est partagée par plusieurs personnes. Le symbole est le fait que l'objet permet de faire le lien entre plusieurs personnes malgré l'effet de distance géographique. Il permet ainsi la coopération et la coordination, à une plus grande échelle que la simple immédiateté locale.

<sup>71</sup> Puisque nous sommes dans une société patriarcale, dimension sociale qu'il faudra également abolir.

de la concurrence capitaliste, par la médiation monétaire. Mais la logique spéculative existe indépendamment et au-delà de la monnaie officielle. On peut spéculer avec des monnaies locales, ou même des coquillages ou des petits cailloux si l'on décide que ceux-ci servent d'interface à l'échange et que l'on se situe dans une société où la production et la consommation sont séparées, fonctionnent l'une contre l'autre, où les producteurs décident de ce qu'ils produisent indépendamment des consommateurs, coupés de la production, qui peuvent réclamer des choses sans les réaliser eux-mêmes. La spéculation tient donc sur la séparation de l'offre et de la demande, et sur la possibilité d'interpréter leurs variations pour y placer son argent de la manière la plus avantageuse. De ce fait, elle sera facilement abolie dans le cadre d'une autogestion généralisée et coordonnée dont le but est de satisfaire les besoins de la population, puisqu'elle se base sur une logique de concurrence et de séparation entre l'offre et la demande, qui seront-elles mêmes abolies.

Mais la satisfaction des besoins fondamentaux ne signifie pas autolimitation des besoins, ou des désirs, et la volonté d'avoir ou de réaliser davantage, quitte à rompre avec l'égalité et à empiéter sur la liberté des autres. Du fait de la logique de convertibilité inhérente au système monétaire et la réduction du monde à un ensemble de quantités, la monétarisation représente un danger en fonction du pouvoir qu'elle confère, et de la mise en lien entre ce pouvoir et le phénomène de l'*Hybris*<sup>72</sup>. Elle pourrait donner lieu à des phénomènes de régénération potentielle du capitalisme ou d'autres régimes de domination sociale. Il s'agit donc ici, dans le cadre de la propriété commune des moyens de production, d'abolir la somme monétaire perçue en fonction d'une quantité de travail effectuée, d'une qualification, d'une responsabilité particulière.

Cependant, nous ne parlons pas ici d'un quelconque revenu de base ou d'une dotation, mais d'abolition de la médiation monétaire entre production et consommation et de participation directe et non restreinte à l'activité productrice de base de la société. La participation à l'activité de production doit déboucher, non sur un revenu, qui, accumulé, pourrait servir à la constitution d'appareils pour le parasitage et la provocation de crises sociales organisées, et à terme pour la régénération capitaliste, (industries de propagande, corruptions travailleurs, par exemple, pour constituer des armées, produire des armes, en vue de mener une insurrection pro-capitaliste, etc.), mais sur des droits d'accès directs à certains biens et services.

Or ces droits ne seraient pas attribués non plus sous le mode du « rationnement » tel qu'il peut être compris à travers l'imaginaire des périodes pénurie (notamment celles des contextes de guerre), c'est-à-dire sous forme de tickets, délivrés par une technobureaucratie d'Etat centralisée se substituant à la démocratie autogestionnaire, donnant accès à tel ou tel quantité de tel ou tel bien en échange de telle ou telle activité de production<sup>73</sup>. Tout en privant l'individu de la possibilité de choisir ce qu'il veut en contrepartie de sa participation à la production, le ticket de rationnement constitue en effet une forme de monnaie et de salaire. On peut en obtenir davantage en travaillant davantage, et il peut être échangé contre des biens (certes déterminé par l'intitulé du ticket), échangé clandestinement avec d'autres tiqués, stocké en attendant que la raréfaction lui confère plus de valeur, puis ensuite ré-échangé contre des quantités plus importantes, conférant au

---

<sup>72</sup> *Hybris* est un terme grec signifiant « démesure ».

<sup>73</sup> Ce n'est bien évidemment pas en ce sens que l'entendait Kropotkine lorsqu'il revendiquait la prise au tas pour ce qui est abondant et le rationnement pour ce qui est soumis à la rareté.

spéculateur de tickets un pouvoir sur autrui. Le rationnement, sous cette forme, ne constitue ni une forme d'abolition du salariat, ni un outil permettant d'abolir la société marchande.

L'abolition de la société marchande et du salariat implique donc une forme de reconnaissance sociale, par exemple sous forme de droit fondamental, en fonction de la participation, non limitée par un quelconque système de domination, à la production commune. Ces conditions de participation ainsi que les tâches s'inscrivant dans le cadre de la production commune restent bien entendu à déterminer, tout autant que les formes et l'organisation des productions annexes. Cette réorganisation serait d'ailleurs facilitée par une réduction radicale du temps de travail consécutive de la suppression de certains secteurs d'activités. En effet, une fois supprimés, entre autres, le travail de contrôle répressif dans la société et les lieux de travail, le travail lié à sphère marchande (productions inutiles, secteur de la publicité, formation et recherche marketing), le travail ajouté lié à l'obsolescence programmée, le travail strictement nécessaire, organisé collectivement, ne demanderait pas plus qu'une poignée d'heures par semaines. Certains l'évaluent à environ 20 heures. D'autres 10 à 15 heures<sup>74</sup> ou même 5 à 7 heures par semaines<sup>75</sup>. Ces propositions, que nous n'évaluerons pas dans le détail ici, démontrent que le travail nécessaire ne demanderait pas plus de quelques heures ou journées de travail. On pourrait ainsi choisir de réorganiser le travail avec des journées plus courtes, ou de limiter les semaines à une, deux ou trois journées. Le reste du temps pourrait être consacré à des activités ludiques, artistiques, scientifiques, sportives, à la convivialité, à l'amour, à la découverte, à la détente, mais aussi à la formation des travailleurs, dans le sens de l'apprentissage du fonctionnement autogestionnaire, de la prise de décision, du perfectionnement et de l'acquisition de nouvelles compétences, permettant l'accès à plus de polyvalence<sup>76</sup> et d'autonomie. Ce temps libre pourrait également être consacré à des activités de productions annexes. Ces productions ne seraient pas échangées contre d'autres par la médiatisation marchande. On y aurait accès en participant librement à telle ou telle étape du processus de production. Elles pourraient également être partagées avec d'autres personnes sous forme de prêt ou de don.

## 5 Décroissance et abolition de la société marchande

Comme nous venons de l'expliquer dans la partie précédente, l'abolition du salariat et de l'économie marchande pose la rupture avec la séparation entre les producteurs d'un côté, les consommateurs de l'autre, avec comme lieu de rencontre et de transaction le marché, régi par la loi de l'offre et de la demande. La société communiste libertaire, qui abolit la séparation production-consommation, implique le fait que l'assemblée, en tant qu'espace social et politique, de prise de décision concernant l'organisation des activités sociales, remplace la médiation monétaire, et le marché, la séparation la production et la consommation, entre la sphère l'offre et la demande. Le salaire, le marché, la monnaie, l'économie sont des institutions qui disparaissent donc logiquement, pour donner lieu à un nouveau type de rapport social, basé d'une part, sur la discussion et la délibération collective, d'autre part, sur l'usage direct et non restreint des moyens de production. Ce sont les producteurs-consommateurs associés en coopératives fédérées (et non un gouvernement

---

<sup>74</sup> ADRET, *Travailler 2 heures par jour*.

<sup>75</sup> BIZI, *Travailler 1 heure par jour*.

<sup>76</sup> Le travailleur multiple est une perspective que l'on peut retrouver, par exemple, dans les manuscrits de 1844 de Marx.

autoritaire !) qui décident de ce dont ils ont besoin, de la manière dont ils vont le produire, du temps qu'ils consacreront à cette tâche, etc.

Or cette proposition, aussi progressiste qu'elle soit, ne fournit pas, par elle-même, de réponse concernant la nécessaire rationalisation de la société afin que celle-ci ne se détruise pas elle-même, ni ne détruise les êtres vivants avec lesquels elle vit en interaction, c'est-à-dire l'impératif de décroissance, puis de soutenabilité biologique.

L'impératif de la décroissance n'implique pas nécessairement d'énormes changements de fonds concernant le projet société communiste libertaire, que ce soit en termes de structuration, de fonctionnement politique ou de propriété collective. Par contre, il pose question au niveau du libre usage des moyens de production et de la prise au tas, en fonction de la logique de limites, de rareté, et implique donc de réfléchir de manière plus sérieuse et approfondie aux conditions d'abolition du salariat et de l'économie marchande.

Le « libre usage des moyens de production » peut être entendu de deux manières. Tout d'abord, comme la possibilité, pour chaque personne, d'utiliser les outils et les machines pour produire, sans nécessité, par exemple, d'être recruté au sein d'une entreprise. Quiconque souhaite contribuer à la production le peut. Ensuite, il peut être compris comme la possibilité d'usage des ressources et des moyens de production pour produire ce dont chacun a besoin sans aucune limite.

Sur le premier point, nous pouvons affirmer qu'en soi, l'impératif de la décroissance ne pose aucun problème. On ne voit pas en quoi la limite des ressources matérielles ou les émissions de particules, en soi, empêcheraient quiconque de participer librement aux ressources et aux moyens de production, en quoi certains devraient en être privés d'accès.

C'est au niveau du second point que la question de la raréfaction et de la pollution se pose. Certes, il est possible d'utiliser librement les ressources et des moyens de production, c'est-à-dire sans restriction liées à la propriété privée et au droit individuel de décider de qui a le droit, et qui n'a pas le droit, de s'en servir. Cependant, afin d'éviter les effets nocifs, préalablement abordés, liés à la surproduction, cet usage doit être contrôlé, évalué, et limité collectivement, par le moyen de la démocratie libertaire. Le contrôle de l'usage des ressources et le fait de fixer des limites n'ont en effet pas pour but de produire une société de misère, mais au contraire d'endiguer le risque d'une société de pénurie consécutive de la surproduction et de l'épuisement des ressources naturelles. On pourrait ainsi parler, d'un « principe responsabilité libertaire ».

Du fait de la nécessité d'autolimitation, les thèses du libre usage des moyens de production et de la prise au tas se voient ici fortement remises en questions. Il est certes possible de se servir librement des moyens de production et parmi ce qui est produit, mais cette possibilité se voit aussitôt restreinte par les impératifs de décroissance.

Se pose alors d'autres questions : est-il possible de développer une éthique de l'autolimitation ? Comment veiller collectivement à ce que chaque fédération arrive à gérer son autolimitation ? Faut-il que chaque fédération définisse un ensemble de critères, d'objectifs, de seuils ?

L'enjeu de l'auto-limitation étant global, les décisions doivent se prendre au niveau de l'ensemble des fédérations : comment rester attentif au fait que chaque fédération n'en arrive pas, volontairement ou involontairement, à dépasser les limites productives ?

Se pose ici la question de la structuration sociale. En effet, de la même manière que la simplicité volontaire, l'auto-limitation, comme l'entraide, ne peut se baser uniquement sur une éthique (par essence individuelle) de la bonne foi, de la bonne volonté. Elle doit faire partie, encore une fois comme l'entraide, d'un fonctionnement collectif et social plus global et plus concret, au sein duquel elle tient une place de premier rang, en s'insérant au cœur des institutions autonomes et des mécanisme d'harmonisation biologique et sociale.

Toutes ces questions ne peuvent cependant aboutir à des réponses toutes faites. Il est fort difficile, dans le cadre d'une société non-émancipée, d'imaginer les modes d'autorégulation qu'adopteront des sociétés émancipées de l'ensemble des aspects du capitalisme. Mais cela ne doit pas pour autant nous enfermer dans une posture attentiste. L'effort de réappropriation du savoir émancipateur et de stimulation de l'imagination doit être poursuivi autant que se peut. La synthèse que nous venons d'effectuer ne constitue ainsi qu'un point d'étape, ouvrant de nouveaux chantiers de réflexion pour la construction d'un projet social débarrassée du capitalisme, de la propriété privée des ressources et des moyens de production, de la domination politique et de la croissance destructrice.

## Chapitre V – Considérations stratégiques pour une Décroissance Communiste Libertaire

Œuvrer pour une société Communiste Libertaire capable de répondre aux impératifs de la Décroissance suppose deux objectifs principaux : La valorisation de son projet de société et l'intervention au sein, aux côtés, des mouvements qui tendent vers ce but.

### I La valorisation du projet

Il existe tout une série de manière de valoriser un projet social : tracts, affiches, manifestations, publications, vidéos, conférences-débat, etc. Cet aspect de la valorisation n'est pas très difficile à mettre en œuvre en soi, même s'il demande des moyens matériels, financiers, et du temps.

L'aspect le plus complexe de cet objectif stratégique consiste certainement dans l'éclatement de la critique sociale, la difficulté de prendre les problèmes à la racine, à combiner, synthétiser ou intégrer les apports positifs des mouvements sociaux, de la théorie critique. Elle consiste aussi à faire le tri, à écartant les fausses solutions, les analyses qui ne font qu'ajouter de la confusion, ou qui proposent sans cesse une série d'étapes intermédiaires à l'émancipation radicale, une série de phases de transition, qui finissent par devenir un projet en soi, se substituant au projet initial.

La complexité réside également, et en continuité, dans le rapport aux autres organisations, que l'on est nécessairement amenés à croiser dans cette démarche. En effet, ce projet ne fait pas d'emblée l'unanimité et il ne le fera pas de manière immédiate. Les organisations critiques de la société capitalistes développent chacune différentes analyses, différents projets de société, plus ou moins radicaux, de manière générale ou bien sur certains thèmes en particulier, ainsi qu'un ensemble de stratégies politiques, rhétoriques, pratiques.

Au sein du mouvement Anarchiste/Libertaire, l'option de la décroissance n'est pas toujours clairement validée. Elle laisse parfois la place à un écologisme plus modéré chez les uns et se formule parfois sur des bases anti-collectivistes/anti-communistes chez les autres. D'un autre côté, si l'option du Communisme Libertaire domine au sein du mouvement Anarchiste, elle ne fait pas nécessairement l'unanimité. Il s'agit donc d'y défendre le fait que la société que nous voulons construire ne peut se passer de l'une de ces trois dimensions que sont l'Anarchisme, le Communisme, et la Décroissance, sous peine de reproduire les formes d'oppression de la société présente et/ou de s'autodétruire.

Au sein du mouvement de la décroissance, c'est un peu plus compliqué, puisque les communistes libertaires doivent faire face à la fois aux tenants du « décroître pour décroître », certes minoritaires, mais aussi à des courants malthusiens ou eugénistes, des courants confondant autonomie locale et autarcie, des courants Etatistes et réformistes, anti-prolétaires, identitaires. Face à cela, les Communistes Libertaires doivent défendre la perspective de la Décroissance vers l'Accroissance soutenable, de la satisfaction des besoins, du développement de la contraception, de la lutte contre les idéologies natalistes de l'Eglise et de l'Etat, du Fédéralisme Libertaire, de la démocratie directe et de la révolution sociale, de l'abolition des classes sociales, de la solidarité mondiale.

Mais la valorisation du projet ne se limite pas à une « conquête de l'hégémonie » au sein de ces deux mouvements. Il s'agit de s'adresser à l'ensemble de la société, et en premier lieu à l'ensemble de ceux qui subissent le joug du capitalisme. Dans ce processus, la rencontre avec les autres forces politiques, celles ne se revendiquant ni du communisme libertaire, ni de la décroissance, est inévitable.

Nous ne nous poserons pas ici la question du rapport aux défenseurs du capital tant la réponse, résidant dans divers formes de contestation, est évidente et résolue depuis longtemps. Il faut tout de même préciser que la DCL n'est pas un projet qui se compromet dans le « dialogue social ».

La question à se poser ici est celle du rapport aux courants politiques avec lesquels des alliances ponctuelles ou fréquentes sont envisageable ou effectives : les trotskystes, les écosocialistes, les écologistes de gauche, les sociaux-démocrates anti-libéraux.

Avec les trotskystes purs<sup>77</sup>, il existe souvent un consensus sur la question de l'anticapitalisme, sur certaines pratiques de luttes, mais la divergence majeure se situe au niveau de la question de l'Etat et d'une perspective de développement industriel et de la production sans limites, ou du moins imputant la responsabilité des problèmes biologiques au seul régime capitalisme, et occultant le fait que la société émancipée de la domination de classe devra, au-delà d'une réorganisation rationalisée en fonction des impératifs biologiques et sociaux, faire preuve d'autolimitation.

Pour ce qui est des trotskystes-écosocialistes<sup>78</sup>, en dépit d'un certain nombre de point communs, la divergence se situe d'abord au niveau de la question de l'Etat, ceux-ci oscillant entre la perspective de démocratie directe autogestionnaire et celle d'un gouvernement de transition réformiste. Mais elle se situe aussi sur le plan de la stratégie d'intrusion ou de connivence avec la social-démocratie qu'ils développent, impliquant certaines accointances avec l'antilibéralisme ou l'écologie politique. S'il est important de ne pas adopter une posture sectaire vis-à-vis des écosocialistes, de ne pas boycotter les initiatives auxquelles ils participent ou qu'ils organisent, il est également tout aussi important de marquer des limites politiques claires. Ces limites doivent logiquement se situer au niveau:

1 De la question démocratique : en marquant la perspective d'abolition de l'Etat et la démocratie directe, donc une posture libertaire.

2 Des questions d'égalité sociale : il s'agit d'affirmer la perspective du communisme : propriété commune des moyens de production et autogestion, production selon les besoins, égalité salariale puis perspective d'abolition du salariat.

3 de l'articulation entre ces deux perspectives avec celle de la décroissance : penser les limites liés aux effets induits des modèles de production des sociétés technologiques avancées, des limites climatiques et énergétiques, et cela pour une société égalitaire et libertaire qui va décroître sur le plan économique et au niveau de la production. Il faut donc affirmer la nécessité d'une décroissance volontaire, égalitaire, autogestionnaire, communiste libertaire : la décroissance doit s'opérer à travers l'égalité et la liberté.

---

<sup>77</sup> Notamment Lutte Ouvrière et ses organisations sœurs au niveau international.

<sup>78</sup> Le Nouveau Parti Anticapitaliste, la IV<sup>ème</sup> internationale

Avec la gauche « rouge et/ou verte »<sup>79</sup>, elle se situe au niveau de la question du réformisme, et de manière logique, du manque de radicalité dans la critique du capitalisme, de l'Etat, des revendications écologiques. Face à cela s'imposent les mêmes nécessités de démarcation qu'avec les écosocialistes, ainsi que, comme le soulignent les objecteurs de croissance, celle de « railler l'union de la gauche plutôt que de la rallier »<sup>80</sup>. De plus, en prenant l'exemple du Front de Gauche actuel, il est également nécessaire d'affirmer, contre ses tendances à la personnification charismatique et son usage des symboles et des mythologies nationales, la nécessaire rupture avec les logiques d'autorité, de chefferie, de souveraineté politique, ainsi que la perspective du cosmopolitisme et de la solidarité mondiale.

S'il est évident qu'il est la plupart du temps nécessaire de travailler avec ces courants politiques, cela ne signifie donc pas non plus travailler pour leur compte en faisant des concessions sur les trois critiques. Les Décroissants Communistes Libertaires appliquent la stratégie de « front unique », c'est-à-dire qu'ils construisent l'unité d'action tout en affirmant (et à condition qu'ils puissent affirmer) leurs divergences de positions, et par conséquent disposer d'espaces pour ce faire. Parallèlement, à travers les interactions, ils essaient d'amener des décantations de positions au niveau de la critique du capitalisme, de l'Etat, du nationalisme, de l'autorité et de l'idéologie de la croissance.

## **II l'intervention dans les mouvements sociaux et alternatifs**

Il s'agit, comme le font les organisations révolutionnaires existantes, d'appuyer les mouvements sociaux, de leur fournir une aide organisationnelle, logistique, matérielle, de leur permettre une plus large médiatisation, de participer aux événements qu'ils organisent. Cet appui vise à permettre une plus grande prise de confiance des acteurs des luttes et de favoriser leurs victoires sociales, afin qu'elles se renforcent mutuellement dans un processus constant, mais néanmoins souvent non linéaire, d'émancipation.

Il s'agit également de favoriser l'émergence d'une critique intégrale de la société capitaliste, c'est-à-dire qui s'attaque à tous ces aspects : propriété, inégalité, pouvoir, croissance destructrice, nationalisme, sexisme, racisme... Cette synthèse critique ne doit pas simplement en rester à l'état de pensée, de revendication. Elle doit se traduire, en pratique, par le développement de la convergence des luttes et le soutien mutuel des alternatives, par une transversalité entre le mouvement social et l'alternativisme concret<sup>81</sup>.

Or cette connexion, si elle peut exister<sup>82</sup>, n'est pas systématique, et demeure relativement marginale aujourd'hui. Certains y sont même hostiles, percevant, dans le mouvement ouvrier ou les alternatives concrètes, la manifestation d'une politique réactionnaire, avec laquelle l'unité serait en

---

<sup>79</sup> Le Front de Gauche, le parti de la Gauche Européenne.

<sup>80</sup> <http://www.les-oc.info/2010/08/pourquoi-les-o-c-preferent-ils-railler-l%E2%80%99unitude-des-%C2%AB-forces-%C2%BB-de-gauche-que-s%E2%80%99y-rallier/>

<sup>81</sup> Par exemple, quand des producteurs bio viennent apporter cette nourriture aux grévistes ou aux migrants et lutter à leurs côtés, ou quand des syndicats vont soutenir des groupements agricoles indépendants. On peut aussi parler des divers AMAP et autres groupements d'achats. Néanmoins, il ne s'agit pas dans ce cas d'une forme d'injonction à la consommation éthique.

<sup>82</sup> Nous avons encore pu constater, de manière récente, la solidarité qu'il peut exister entre le mouvement social et les alternatives concrètes à travers la lutte de Notre Dame des Landes.

quelque sorte contre-nature<sup>83</sup>. En cela, il est nécessaire de communiquer au sein de ces deux sphères afin d'œuvrer à des rapprochements.

Pour ce faire, cette stratégie implique, autant possible, une intervention militante, à la fois dans les luttes sociales et les initiatives concrètes. Il ne s'agit bien évidemment pas d'une injonction, mais d'une démarche volontaire. Les militants ne sont en effet pas des surhommes, et on ne milite pas aussi bien si l'on est contraint que lorsque l'on est motivé.

Au sein de ces initiatives, la stratégie consiste à y développer au maximum les pratiques autogestionnaires et libertaires, telles que l'assemblée (prise de décision en assemblée générale, distribution égale de la parole, recherche autant que possible de l'unanimité), le fédéralisme (faire le/créer des liens avec tout un ensemble de luttes), éviter la trop grande délégation, en particulier envers les divers « spécialistes » de la conduite des luttes, afin de favoriser les démarches d'auto-appropriation et d'auto-émancipation.

Ces fonctionnements mis en place, il est alors nécessaire de rendre explicite, d'une part, le fait que la société présente ne pourra changer que par la voie des luttes et de la rupture révolutionnaire avec le monde capitaliste, et d'autre part, le fait que ces modes de fonctionnement des luttes pourraient devenir les bases de fonctionnement élémentaires de la société future.

---

<sup>83</sup> Par exemple, les marxistes classiques perçoivent dans le refus des grands projets inutiles la manifestation d'une idéologie anti-progrès, tandis que certains écologistes ou décroissants, convertis au postmodernisme, considèrent la classe ouvrière comme un agent de la croissance industrielle, économique et de la reproduction du capital.